



**Crise du Covid-19 :
quels scénarios pour les 18 prochains mois ?**

15 juin 2020

Coordination du travail : François Bourse, François de Jouvenel, Marie Ségur

Auteurs : François Bourse, Cécile Désaunay, Laurie Grzesiak, François de Jouvenel, Arthur Magnes, Marie Ségur

Secrétariat de rédaction : Stéphanie Debruyne

Ce document résulte d'un travail continu mené par l'association Futuribles International depuis le début de la crise du Covid-19. Il s'appuie sur les analyses intermédiaires publiées le 31 mars, puis le 20 avril 2020. Le document n'intègre pas les données et informations disponibles après le 8 juin 2020.

Nous remercions les conseillers scientifiques et les membres de l'association qui ont apporté leurs commentaires à différentes étapes de ce processus, et notamment :

Catherine Antonetti, Matthieu Anquez, Jean-Michel Blanc, Yannick Blanc, Jean-Raphaël Chaponnière, Julien Damon, Robin Degron, Elvire Fabry, Charles du Granrut, Michel Héry, Daniel Kaplan, Marie de Lattre-Gasquet, Marc Malenfer, Nicolas Mazzucchi, Pierre Papon, Alain Parant, Timothée Silvestre, Jean-François Soupizet, Éric Vidalenc et Cécile Wendling.

Nous remercions chaleureusement l'ensemble de ces contributeurs. La responsabilité des propos tenus dans ce document est exclusivement celle de l'association Futuribles International.

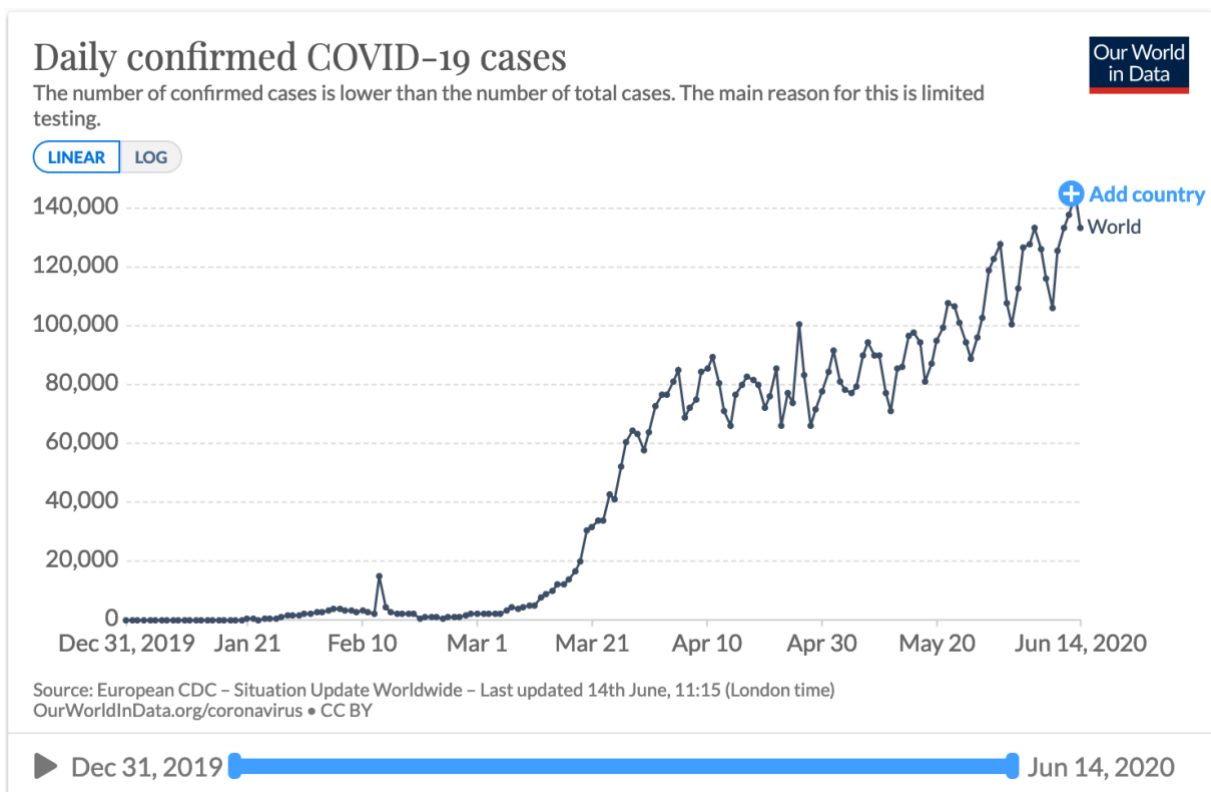
Sommaire

Préambule	4
<i>Contexte</i>	4
<i>Objectifs</i>	5
<i>Méthode</i>	6
Scénarios à l'horizon décembre 2021	7
<i>Monde</i>	8
Scénario 1. La nouvelle guerre froide	10
Scénario 2. Un monde multipolaire	11
Scénario 3. Retour aux affaires	12
Scénario 4. Les âges sombres.....	14
<i>Union européenne</i>	16
Scénario 1. Enlèvement.....	17
Scénario 2. Coopérations sélectives	17
Scénario 3. Vers le fédéralisme	18
<i>France</i>	19
Scénario 1. Dislocation	22
Scénario 2. Sur le fil du rasoir	24
Scénario 3. <i>Green New Deal</i>	26
Scénario 4. Grandes Dépressions	27
<i>Enjeux croisés</i>	29
Combinaisons possibles entre les différents scénarios.....	29
Description brève des combinaisons de scénarios	29
Toile de fond	32
<i>Situation mondiale</i>	33
Sous-système A. Covid-19, évolution sanitaire mondiale	33
Sous-système B. Grands équilibres mondiaux.....	48
<i>Union européenne</i>	59
Sous-système C. Situation Union européenne	59
<i>Situation française</i>	68
Sous-système D. Système de soins français et gestion de crise sanitaire	68
Sous-système E. Économie et filières	78
Sous-système F. Climat social et politique	88

Préambule

Contexte

À la date d'écriture de ce document, certains pays notamment européens, et particulièrement la France, connaissent un sentiment de soulagement lié à la quasi-disparition de l'épidémie de Covid-19 sur leur territoire. Dans le même temps, à l'échelle mondiale, **l'épidémie semble n'avoir jamais été si virulente que maintenant** si l'on en juge par l'évolution du nombre de nouveaux cas (confirmés) chaque jour¹. Compte tenu de la forte contagiosité du virus et des incertitudes portant sur sa saisonnalité et ses possibles mutations, **il est fort probable que l'épidémie du Covid-19 ne soit pas derrière nous. Ses pleines conséquences économiques, sociales et politiques sont, elles, clairement encore à venir.**



Données : European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC).

Source : <https://ourworldindata.org/grapher/daily-cases-covid-19>

La maladie infectieuse respiratoire Covid-19 s'inscrit dans une longue série d'épidémies auxquelles ont été confrontées les sociétés humaines, à des échelles régionales et internationale. Mais elle est également nouvelle, puisqu'elle marque la première rencontre entre le pathogène qui en est la cause (le virus SARS-CoV-2) et l'espèce humaine. C'est ce qui explique l'absence d'immunité collective alors que s'étend la maladie, et surtout le manque de connaissance épidémiologique. Des coronavirus qui ne se trouvent pas naturellement chez l'homme mais chez d'autres mammifères ont déjà été responsables, par contact rapproché, d'alertes épidémiques contenues : le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), maladie causée par le virus SARS-CoV, lié à la consommation de civettes, en 2002-2003 (774 morts, 10 % des personnes atteintes) ou le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (causé par le virus MERS-CoV, lié à la fréquentation des dromadaires) à partir de 2012 (450 décès, 35 % de létalité). Épicentres chroniques de ces épidémies, la Chine, comme la Corée du

¹ Il convient néanmoins d'être prudent avec les chiffres : les données sont difficilement comparables entre le début de l'épidémie (tests inexistant) et maintenant, ainsi qu'entre pays aux pratiques différentes malgré les tentatives d'harmonisation.

Sud, Taiwan ou Singapour se sont particulièrement préparés aux prochaines crises du même ordre, ce qui explique, pour partie, leur capacité (du moins à la date de rédaction de ce document) à maîtriser l'épidémie. Ce n'est pas le cas de nombreux autres pays, qui ont négligé ce risque pandémique, pourtant régulièrement évoqué au sein des grandes instances sanitaires, comme, entre autres, l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Mais, à la différence des épidémies de coronavirus précédentes, le SARS-CoV-2 s'est répandu de façon rapide (plus de 7,5 millions de cas confirmés au 13 juin 2020) **et a entraîné des décès beaucoup plus nombreux** que les précédentes (plus de 400 000 décès confirmés au 13 juin 2020). L'épidémie a confronté les pays européens et les États-Unis, en particulier dans l'hémisphère Nord, à leur impréparation. Les risques sanitaires anticipés ont entraîné des mesures de gestion de crise exceptionnelles dans de nombreux pays. Plus de trois milliards de personnes auraient été soumises à un confinement partiel ou total à l'échelle de la planète, une situation aussi inédite qu'historique. La crise actuelle se caractérise donc à la fois par la gravité de la situation sanitaire et par l'importance des politiques sanitaires non médicales déployées par les États pour juguler les pics épidémiques et la surcharge des services de soins.

Les conséquences sont déjà, et seront, non seulement sanitaires, mais aussi économiques, sociales et politiques. Les mesures de confinement ont conduit à des perturbations majeures de l'économie mondiale en provoquant à la fois l'interruption du travail de production et de distribution dans de très nombreux pays et régions, et en contraignant également la consommation. Le chômage et la précarité, plus ou moins amortis, du moins à court terme, par les politiques de soutien des États et des institutions internationales, ont explosé dans de nombreux pays.

Toutefois, **les chocs induits par cette crise seront-ils durables ?** Les historiens de la santé établissent un nouveau régime épidémique à partir du XX^e siècle, dans lequel les pandémies auraient des impacts économiques et sociaux plus transitoires que celles connues jusqu'alors. Ainsi, dans un article de 2012, Patrick Zylberman rappelle que la grippe espagnole de 1918, aux impacts difficilement séparables de ceux de la Grande Guerre, aurait eu des répercussions économiques jusqu'en 1921 uniquement. La grippe « asiatique » de 1957-1958, pourtant responsable de deux millions de morts environ, aurait entraîné une chute de seulement 3,5 points du produit intérieur brut (PIB) américain. En 2003, toujours selon l'historien, le coût global de l'épidémie de SRAS aurait atteint 100 milliards de dollars US, mais la reprise aurait été très rapide une fois la crise passée.

La crise actuelle est-elle un épisode brutal, certes, mais passager, rapidement suivi d'un retour à la « normale » dans le fonctionnement de l'économie et des institutions ? Ou **les mesures d'ampleur prises pour freiner la mortalité vont-elles entraîner un ébranlement et une mutation profonde de l'économie mondiale, ainsi que des systèmes politiques et sociaux ?**

Les scénarios de long terme dépendront beaucoup de l'intensité et de la durée de la secousse actuelle, et de ses répliques. Aussi, pour nourrir ces scénarios de long terme, nous apparaît-il utile de construire une **réflexion prospective de court terme pour envisager les évolutions de la crise dans les 18 prochains mois, à l'horizon de la fin de l'année 2021.** C'est elle qui est présentée dans ce document.

Objectifs

Les incertitudes scientifiques sur la contagiosité, sur la létalité et sur les mutations possibles du SARS-CoV-2, responsable de la maladie Covid-19, sont encore nombreuses. Il existe des données bien sûr, mais partielles, et à partir desquelles nous sommes vite tentés de tirer des conclusions globales.

Comme toute crise, celle ouverte par l'épidémie de Covid-19 amène les gouvernements, les organisations, les individus à prendre des décisions en situation d'incertitude forte. La réflexion prospective proposée ici ne cherche pas à évacuer ces incertitudes (sanitaires, économiques, sociales, politiques), mais à les encadrer par des hypothèses et des scénarios crédibles. Notre objectif est ainsi **de contribuer à la compréhension des évolutions en cours, d'aider à anticiper les futurs possibles (les futur-ibles) qu'elles ouvrent, à favoriser la prise en compte de ces futurs possibles dans l'élaboration des politiques publiques et des stratégies des organisations.**

Cette réflexion ne comprend pas de recommandations générales qui vaudraient pour toute organisation. Elle se veut en revanche utile à l'élaboration de réflexions prospectives et stratégiques dans les institutions, entreprises, associations, territoires qui éprouvent le besoin de s'orienter dans un paysage brouillé. Les modalités d'articulation de ces réflexions prospectives avec l'élaboration des politiques et stratégies ne sont pas l'objet de ce document, mais elles constituent le cœur de métier de l'association Futuribles International et donnent lieu à des partages d'expérience entre ses membres.

Méthode

La méthode de travail utilisée est celle de la construction de scénarios par l'analyse morphologique. Celle-ci s'articule globalement comme suit :

- identification des variables clefs du sujet ;
- organisation de ces variables en sous-systèmes cohérents ;
- construction d'hypothèses prospectives couvrant le champ des possibles sur chacune des variables ;
- construction de microscénarios sur chacun des sous-systèmes ;
- construction de scénarios articulant les différents microscénarios.

La réflexion est organisée autour de trois grandes échelles de réflexion : mondiale, européenne, française.

La **première partie du document** propose d'abord les **scénarios** construits à chacune de ces échelles. Ils sont présentés sous la forme d'un récit qui permet de raconter l'enchaînement des événements et des principales trajectoires d'évolution qui structurent le scénario. Des tableaux dits morphologiques présentent les différentes hypothèses précises à partir desquels ces scénarios ont été bâtis.

Les scénarios construits aux échelles mondiale, européenne et française peuvent donner lieu à différentes configurations possibles si on cherche à les articuler (ce qui a du sens essentiellement pour des lecteurs et organisations françaises). Ces articulations sont esquissées dans une partie intitulée « Enjeux croisés ».

La **deuxième partie du document** intitulée « **Toile de fond** » présente les analyses prospectives qui ont servi à l'élaboration des scénarios. Ces analyses sont regroupées en six sous-systèmes. Pour chacun d'eux, des scénarios partiels (dits « microscénarios ») sont présentés. Des fiches prospectives courtes présentent ensuite les analyses et hypothèses prospectives faites pour chacune des variables clefs qui ont servi de soubassement à cette construction d'ensemble.

Scénarios à l'horizon décembre 2021

Monde

Situation mondiale				
Scénarios	La nouvelle guerre froide	Un monde multipolaire	Retour aux affaires	Les âges sombres
Variables	Hypothèses			
Microscénarios	Microscénario A2. Pays-forteresses, en attendant le vaccin	Microscénario A2. Pays-forteresses, en attendant le vaccin	Microscénario A3. Pandémie sous contrôle	Microscénario A1. Pandémie chronicisée et zones réservoirs
Contagiosité (incertitude scientifique)	Assez forte	Assez forte	Moyenne <i>Wild card - Diminution de la contagiosité grâce à l'identification de « super-propagateurs »</i>	Forte et durable
Saisonnalité (incertitude scientifique)	Virus saisonnier	Virus saisonnier	Virus saisonnier	Non saisonnier
Proportion de cas graves, par rapport aux cas repérés (incertitude scientifique et statistique)	Fort (de 9 % à 11 %)	Fort (de 9 % à 11 %)	Modéré ou faible (moins de 5 %)	Très fort (plus de 15 %)
Mortalité par rapport aux cas repérés (incertitude scientifique et statistique)	Assez forte (plus de 2 % des personnes avec des symptômes)	Assez forte (plus de 2 % des personnes avec des symptômes)	Moyenne (moins de 1 % de la population mondiale <i>in fine</i>)	Très forte (plus de 5 % des personnes avec des symptômes) <i>Wild card</i> <i>Des mutations successives du virus le rendent de plus en plus mortel, y compris pour les plus jeunes</i>
Effets à long terme du Covid-19 (incertitude scientifique)	Modérés et progressivement résorbés, sauf pour les personnes cas graves	Modérés et progressivement résorbés, sauf pour les personnes cas graves	Modérés et progressivement résorbés, sauf pour les personnes cas graves	Importants et handicapants, y compris pour les personnes ayant eu peu ou pas de symptômes en primo-infection <i>Wild card</i> <i>Virus chronique, avec des poussées récidivantes</i>
Immunisation naturelle après contact avec le virus (incertitude scientifique)	Temporaire	Temporaire	Définitive chez une part de la population seulement	Faible ou inexistante
Disponibilité de traitements	Traitements partiels et seulement pour les pays développés	Traitements partiels et seulement pour les pays développés	Traitements efficaces et disponibles à partir de l'automne 2020 <i>Wild card</i> <i>Traitement miracle à l'été 2020</i>	Peu efficaces

COVID-19 SITUATION SANITAIRE MONDIALE

	Disponibilité des tests PCR et sérologiques	Tests généralisés en Europe et aux États-Unis à l'automne 2020	Tests généralisés en Europe et aux États-Unis à l'automne 2020	Tests généralisés Nord / Sud janvier 2021	Sélectifs jusqu'à la fin de l'épidémie
	Disponibilité de vaccin(s)	Disponible rapidement mais de manière sélective (les plus riches) <i>Wild card</i> <i>Des mutations successives du virus rendent difficile la mise au point d'un vaccin (sans qu'il soit nécessairement plus dangereux)</i>	Disponible rapidement mais de manière sélective (les plus riches) <i>Wild card</i> <i>Des mutations successives du virus rendent difficile la mise au point d'un vaccin (sans qu'il soit nécessairement plus dangereux)</i>	Généralisé au printemps 2021 dans l'hémisphère Nord, et à l'été 2021 dans l'hémisphère Sud	Indisponible ou inefficace
	Dynamique de propagation mondiale	De manière continentale ou par grandes aires régionales, en fonction de conditions météorologiques ou de caractéristiques biologiques de la population	De manière continentale ou par grandes aires régionales, en fonction de conditions météorologiques ou de caractéristiques biologiques de la population	De manière hétérogène et de plus en plus faible, par <i>clusters</i> , selon les pays, en fonction des politiques et capacités sanitaires nationales	De manière chaotique et chronique, avec des zones réservoir du virus
	Coopération scientifique et médicale internationale	Structurée autour de nouvelles alliances ou limitée par des logiques de compétition	Structurée autour de nouvelles alliances	Forte	Limitée par des logiques de compétition
GRANDS ÉQUILIBRES MONDIAUX	Microscénarios	Microscénario B1. Vers une guerre froide Chine / États-Unis	Microscénario B2. Renouveau du multilatéralisme	Microscénario B3. Vers un monde multipolaire et régionalisé	Microscénario B4. Crise mondiale et replis nationaux
	États-Unis	Crise majeure et belligérences	Consolidation économique intérieure mais repli national	Virage marqué : contrat sociopolitique renouvelé	Grande Dépression et velléités de sécession
	Chine	Fuite en avant	La Chine en embuscade	Priorités intérieures et profil bas	Dégradation économique et affaiblissement du régime
	Multilatéralisme et rôle des institutions internationales	Mise en défaut des espaces internationaux de négociation multilatérale	Nouvelle puissance des clubs d'États	Nouveau système international fondé sur l'anticipation et la gestion des crises	Mise en défaut des espaces internationaux de négociation multilatérale
	Marchés financiers et régulation économique internationale	Marasme progressif ou de plus en plus marqué	<i>In extremis</i>	Le sursaut vert	Marasme progressif ou de plus en plus marqué
	Marchés et échanges de ressources stratégiques	Marchés interrompus, chaînes brisées	Marchés fragmentés, protectionnisme et concurrence sauvage	Marchés stabilisés, chaînes maintenues	Marchés interrompus, chaînes brisées
	Crises et conflits à grande portée sécuritaire	Aggravation des tensions Chine / États-Unis et affirmation des puissances régionales (Turquie, Russie, Israël...)	Tensions larvées sans conflit majeur. Attentisme général	Impuissance des institutions internationales et régionalisation de la sécurité	Aggravation des tensions Chine / États-Unis et affirmation des puissances régionales (Turquie, Russie, Israël...)

Scénario 1. La nouvelle guerre froide

Points clefs du scénario

- **Épidémie contrôlée (ou oblitérée) dans les pays développés, mais dévastatrice dans les pays en développement**
- **Récession économique internationale**
- **Mise en défaut des institutions de Bretton Woods**
- **Forte aggravation des tensions sino-américaines qui fait craindre un conflit ouvert**

Été-automne 2020 : deuxième vague épidémique contenue dans un contexte de crises économiques et humanitaires

Après la première grande vague épidémique de SARS-CoV-2 qui a balayé le monde de décembre 2019 au début de l'été 2020, de nouvelles vagues, annoncées par plusieurs experts, commencent à se matérialiser de façon asynchrone en fonction des pays ou des régions. Plusieurs gouvernements sont toutefois bien (ou mieux préparés) à ces rebonds qu'en début d'année 2020, notamment grâce à la systématisation des tests, l'identification et la mise en quarantaine des cas suspects.

De fait, la plupart des États développés s'accommodent tant bien que mal à la présence du virus sur leur territoire, et jonglent entre mesures prophylactiques et maintien des activités socio-économiques. La nécessité de relancer la vie sociale et économique a ainsi fini par primer sur la situation sanitaire pour de nombreux dirigeants, mais aussi à la demande des populations, réticentes à tout nouveau sacrifice. La surmortalité qui découle de ces politiques de laisser-faire est tolérée.

Les pays en voie de développement en revanche s'enlisent dans de graves crises humanitaires. En effet, la reprise des activités pré-crise dans plusieurs centres économiques majeurs ne suffit pas à rétablir les chaînes de production et d'approvisionnement alimentaire. Il s'avère impossible de rattraper l'impact de l'arrêt prolongé de l'économie mondiale au premier semestre de 2020. Aussi le monde connaît-il une récession économique profonde, perceptible dès l'automne. Les divers plans de relance initiés par les gouvernements les plus touchés ne produisent pas les effets escomptés. Le manque de confiance des acteurs économiques limite les embauches et les investissements, malgré les incitations et dispositifs des États. La reprise de la production est aussi freinée par le manque de disponibilité de la main d'œuvre (les employés tombent malades ou craignent d'attraper le virus) et la forte baisse de la demande, les ménages, frileux, préférant épargner. Face à la multiplication de ces situations critiques, les institutions de Bretton Woods sont prises en défaut. Elles n'ont pas les capacités d'intervention suffisantes pour soutenir les économies les plus défaillantes et pour gérer le caractère asynchrone des pics épidémiques par grandes régions, qui perturbent durablement les échanges mondiaux.

Hiver-printemps 2021 : hostilités sino-américaines et pays balkanisés

Cette dégradation profonde des économies affecte les relations géopolitiques mondiales. Les relations sino-américaines en pâtissent particulièrement. Les États-Unis, malgré une relative reprise économique, connaissent de grandes difficultés dues à la hausse dramatique du chômage et à la forte dégradation de l'état de santé de sa population. Toutefois, les Américains refusent de renoncer à leurs intérêts sur la scène internationale, entre autres pour sécuriser leurs accès à des ressources stratégiques, essentielles pour envisager un quelconque rattrapage économique. La Chine, elle, souhaiterait profiter de l'affaiblissement américain pour étendre ses ancrages politiques et commerciaux. Elle déploie des trésors de diplomatie pour asseoir des alliances avec la Russie, certains États africains ou les Balkans, et ainsi concrétiser ses nouvelles routes de la soie ou déployer ses réseaux 5G à l'étranger. Les sanctions financières et économiques qu'imposent en réponse les États-Unis et leurs alliés ne suffisent pas à freiner l'expansionnisme croissant de l'empire du Milieu. Les deux pays s'enlisent donc progressivement dans une guerre d'influence qui s'inscrit à l'échelle internationale.

Quant à la situation sanitaire, elle ne semble pas s'améliorer à l'échelle internationale. En l'absence de traitement satisfaisant, les pays les plus résilients ont maintenu la fermeture de leurs frontières aux pays les plus touchés pour éviter d'être contaminés à nouveau. Cela empêche toute stabilisation des

échanges commerciaux et grippe toujours profondément les chaînes d’approvisionnement alimentaire, au grand détriment des pays les plus fragiles, notamment en Afrique.

Été-automne 2021 : monde fracturé, conflit larvé

Alors que l’épidémie a démarré il y a plus d’un an, les recherches scientifiques patinent : ni traitement ni vaccin à moindre coût ne sont mis à disposition. Sans reprise réelle des flux de marchandises et de nourriture, les pays en voie de développement sont dévastés par les pénuries alimentaires, les pays stabilisés restent fermés. Les chaînes de valeur se sont recentrées dans l’agroalimentaire sur les pays producteurs et leurs clients proches. Les mécanismes de soutien mis en place par les institutions financières internationales ne suffisent pas à endiguer la chute des recettes pétrolières et gazières, et les pays rentiers se retrouvent en situation de faillite et de pénurie alimentaire. À l’échelle internationale, la mortalité due au Covid-19 et à ses conséquences est élevée.

Les États-Unis, au pied du mur, n’hésitent plus à intervenir dans certains pays. En l’absence de régulation de la communauté internationale, dont les institutions ont été fortement affaiblies par la crise sanitaire, rien ne les empêche d’aller jusqu’à lancer drones et cyberattaques en Amérique latine ou dans les pays du Golfe, pour préserver leurs intérêts.

Dans ce contexte, les échanges sino-américains continuent de se dégrader, de provocations diplomatiques à un conflit larvé, qui rappelle la guerre froide.

Scénario 2. Un monde multipolaire

Points clefs du scénario

- **Situation sanitaire hétérogène et repli protectionniste des grandes puissances**
- **Échanges commerciaux internationaux entravés à horizon 2021**
- **Pays en voie de développement sous haute tension**
- **Alliances bilatérales polarisées autour des tensions sino-américaines**
- **Régionalisation des chaînes de valeur et de la gestion des questions sécuritaires**

Été-automne 2020 : grandes puissances affaiblies et *clusters* épidémiques importants

Si dans de nombreux pays la situation sanitaire est relativement stabilisée à l’orée de l’automne 2020, elle reste critique dans plusieurs États. De nombreux gouvernements, notamment dans l’hémisphère Nord, ont su s’adapter rapidement à un risque jusque-là méconnu. En développant des stratégies d’identification et de mise en quarantaine des cas suspects, mais aussi en sensibilisant fortement leurs populations aux gestes barrières, voire en confinant les plus fragiles, ils ont réussi à réduire le nombre de cas graves et le taux de réplication du virus sur leur territoire. Mais à l’inverse, certaines régions sont encore totalement submergées par le nombre de morts, notamment là où les autorités ont été les moins préventives en matière sanitaire, et / ou là où la population est âgée ou en mauvaise santé. Les États-Unis et le Brésil, notamment, connaissent toujours une situation critique à l’automne 2020. Fortement déstabilisés par la crise, les Américains accentuent leur repli protectionniste, dans une tentative de relancer leur activité économique et de lutter contre le chômage.

Cet accent mis sur la politique intérieure américaine entraîne mécaniquement un désengagement des États-Unis sur la scène internationale, notamment en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine. De son côté, la Chine, elle aussi affaiblie par l’épidémie et ses conséquences désastreuses sur son économie, renonce provisoirement à ses ambitions internationales. Elle se concentre alors sur sa zone d’influence, en intensifiant les partenariats commerciaux régionaux dans le cadre des nouvelles routes de la soie. Elle espère y trouver les ressources nécessaires à sa relance.

Hiver-printemps 2021 : décomposition progressive de l’ordre international, nouvelles coopérations régionales

Mais les échanges commerciaux internationaux restent fortement entravés par la persistance du virus, en l’absence de traitement efficace. En effet, de nombreux États qui ont éradiqué le Covid-19 sur leur

territoire refusent de rouvrir leurs frontières aux pays les plus touchés, craignant d'être à nouveau contaminés. Des systèmes de coordination régionale se forment entre pays ayant la même situation sanitaire. De nouveaux dispositifs sont envisagés, notamment des tests PCR réguliers, rendus obligatoires pour passer d'une zone à une autre. Globalement, les chaînes d'approvisionnement de nombreuses filières sont interrompues ou chaotiques, mettant sous haute tension les pays en voie de développement, notamment en matière alimentaire.

De fait, au printemps 2021, le maintien de la fermeture des frontières et la multiplication de mesures protectionnistes ont fragilisé les échanges commerciaux de matières premières, et créent des tensions de plus en plus perceptibles sur les ressources vitales. Sous-estimées par la communauté internationale, ces conséquences durables de la pandémie se cristallisent sous la forme d'une multiplication de crises humanitaires, notamment dans les pays les plus dépendants aux importations. De telles dégradations génèrent de fortes tensions géopolitiques et favorisent les alliances bilatérales, nettement polarisées autour de la Chine et des États-Unis. En effet, les organes du multilatéralisme international, rendus impuissants par l'accent mis par les pays sur les priorités nationales, sont dans l'incapacité de stimuler les échanges et la coordination mondiale. La situation se tend, alors que la Chine met fin aux velléités d'indépendance de Hong Kong au printemps 2021, accentue la pression sur Taiwan et appuie sa domination en mer de Chine méridionale. La Russie, la Turquie et Israël participent aussi de cette décomposition progressive de l'ordre international pré-crise. Ces pays profitent, en effet, de la situation pour affirmer leurs ambitions territoriales dans le Caucase, en Syrie et au Liban.

Été-automne 2021 : déclin des organisations internationales traditionnelles et forte affirmation des organisations régionales

Alors que le virus continue à circuler et que le bilan des victimes ne cesse de s'aggraver, l'impuissance et le déclin des organisations internationales semblent disqualifier toute possibilité d'harmoniser une gestion des crises sanitaires, sociales et économiques à l'échelle globale. Pour pallier ce manque, les organisations régionales existantes (Organisation de coopération de Shanghai [OCS], UE, Chine-ASEAN) se développent de plus en plus fortement et s'investissent au-delà du champ économique qui était souvent le leur avant-crise. Des accords de coopération dans les domaines de la santé, de la recherche médicale, des énergies, sont ainsi conclus au sein d'alliances régionales (Asie du Sud-Est, UE), dessinant un monde multipolaire et fragmenté.

Scénario 3. Retour aux affaires

Points clefs du scénario

- **Épidémie contrôlée grâce aux mesures sanitaires, puis aux traitements et aux vaccins**
- **Priorité des grands acteurs économiques à rétablir une économie mondialisée de type pré-crise**
- **Solidarité internationale à l'attention des pays les plus en difficulté**
- **Maintien de l'ordre international traditionnel et nouvel élan de gestion communautaire des questions sanitaires et écologiques**

Été-automne 2020 : reflux progressif de l'épidémie et coordination forte de la communauté internationale

Malgré les fortes inquiétudes qui ont agité la communauté scientifique au premier semestre 2020 et les mesures drastiques prises par les gouvernements asiatiques, européens et américains pour contenir la pandémie, force est de constater, à la fin de l'été 2020, qu'elle est relativement sous contrôle dans l'hémisphère Nord, initialement le plus touché. Les enquêtes épidémiologiques démontrent, dès l'automne 2020, que le SARS-CoV-2 est moins dangereux qu'anticipé. Toutefois, le risque viral ne reflue pas sans laisser d'empreintes profondes dans les pays les plus touchés. Certains restent encore sous fortes tensions sanitaires du fait d'un grand nombre de cas et d'une réplique du SARS-CoV-2 encore élevée. C'est particulièrement visible dans les pays incapables d'asseoir de réelles politiques de

traçage, suivi et mise en quarantaine des cas suspects, notamment par manque de moyens (dans les pays en développement).

Aux États-Unis, bien que le virus commence progressivement à disparaître et l'activité économique à reprendre, Donald Trump est confronté à sa mauvaise gestion de la crise sanitaire, et des fortes contestations sociales qui l'ont accompagnée en mai 2020. Il n'est pas réélu en novembre. Mis sous pression par ses opposants, il participe toutefois avant son départ aux efforts conjoints de la communauté internationale et des institutions financières (FMI, Banque mondiale) pour limiter l'impact de la crise sanitaire et économique à l'échelle mondiale. Peu à peu, les situations nationales se stabilisent, tandis que l'épidémie continue de reculer.

Hiver-printemps 2021 : stabilisation du commerce mondial, et apaisement des tensions sino-américaines

Début 2021, les recherches scientifiques européennes et internationales aboutissent rapidement à l'élaboration de plusieurs traitements. Il est maintenant possible de traiter un grand nombre de malades détectés, ce qui limite la contagiosité des individus infectés et la proportion des cas hospitalisés, soulageant les services d'urgence. Ces traitements permettent aussi d'envisager plus sereinement l'hiver pour l'hémisphère Nord où l'on craint encore la saisonnalité du Covid-19.

Dans ce contexte de relâchement de la pression sanitaire, les chaînes d'approvisionnement internationales sont maintenues tant bien que mal, et la décision concertée des pays de l'OPEP+ d'accompagner graduellement la reprise économique prévient la faillite des pays producteurs les plus en difficulté (Nigeria, Algérie, Iran, Venezuela, entre autres). La Chine a jugulé durablement l'épidémie et elle se concentre sur son marché intérieur et la relance de la consommation, tout en relançant progressivement sa production pour l'export, telle qu'elle existait avant la crise. Les entreprises internationales (industrie, numérique, industries agroalimentaires, etc.) et leurs partenaires contribuent fortement, par leurs actions et relais d'influence, à la reconstitution des chaînes de valeur globales. Cet élan de cohésion et l'apaisement des tensions sino-américaines — le départ de Donald Trump en mars ayant même permis de renouer le lien diplomatique — permettent de stabiliser le système financier international et surtout les économies les plus fragiles qui résistent à la récession.

Été-automne 2021 : virus maîtrisé et plan stratégique international pour une meilleure gestion des crises sanitaires et écologiques

À l'été 2021, la mise à disposition progressive d'un vaccin (ou les mutations successives du SARS-CoV-2 le rendant moins agressif) permet enfin d'envisager une voie de sortie définitive de la crise sanitaire et une réouverture des frontières qui étaient restées closes. Si les pays en développement ne bénéficient pas immédiatement de l'accès à ces vaccins pour des raisons de production et de distribution, ils sont toutefois fortement soutenus par la communauté internationale et les organisations humanitaires, notamment en matière d'approvisionnement alimentaire. Le maintien de la contribution américaine aux budgets des plus grosses ONG assure notamment la continuité des aides aux plus démunis. La Chine, en revanche, a abandonné son ambition de piloter une ou plusieurs institutions concurrentes à celles de l'ordre mondial pré-crise. Dès lors, les conflits sino-américains se cantonnent aux champs qui étaient les leurs avant la pandémie. Les points d'achoppement se cristallisent autour de politiques de pression entre les deux puissances sur les ressources stratégiques (pétrole, métaux rares).

À l'approche d'un nouvel hiver pour l'hémisphère Nord, la situation sanitaire est plutôt rassurante. Le virus semble, pour l'heure, durablement contenu. Au regard de la population totale touchée, en large majorité asymptomatique, le nombre de morts (moins de 1 % de la population mondiale *in fine*) et de cas graves (moins de 5 % de la population totale) est faible. Ce constat optimiste n'empêche pas toutefois les grandes puissances de la scène internationale de lancer une vaste initiative pour refondre les modalités d'anticipation, de prévention et de gestion de crise. « Plus jamais ça » devient le mot d'ordre de ce plan stratégique communautaire, auquel adhère la quasi-totalité des pays. La forte probabilité de nouvelles crises sanitaires, environnementales et économiques majeures, notamment au regard des problématiques liées au changement climatique, oblige à repenser la coordination des

politiques de chaque État pour atteindre un objectif commun de transition écologique, et de sécurité humaine et sanitaire.

Scénario 4. Les âges sombres

Points clefs du scénario

- **Épidémie non contrôlée, forte dégradation de la situation sanitaire mondiale**
- **Rupture totale du commerce international, chaînes d'approvisionnement brisées**
- **Absence de coordination des institutions multilatérales, replis nationalistes et protectionnistes**
- **Multiplication des crises sociales et humanitaires**

Été-automne 2020 : forte aggravation de la pandémie et crises en cascade

Alors que plusieurs pays ont relâché progressivement leurs mesures de contrôle sanitaire à l'été 2020, la situation de l'épidémie ne s'est en réalité pas améliorée à l'échelle internationale. Bien au contraire, de nombreuses régions ont vu leur nombre de cas graves augmenter dramatiquement, si bien que de nombreux services hospitaliers nationaux sont au bord du gouffre. Dans plusieurs pays, notamment aux États-Unis, les contestations sociales se multiplient alors qu'une récession économique majeure s'annonce. Sur le continent américain, la violence des manifestations est telle que les élections présidentielles de novembre 2020 sont ajournées.

Pendant ce temps, dans l'hémisphère Sud, l'arrêt prolongé des échanges commerciaux agricoles et la difficile reprise des chaînes d'approvisionnement entraînent des conséquences de plus en plus dramatiques pour les populations au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine, privées de ressources alimentaires et de revenus. Cette situation entraîne dès l'automne 2020 une aggravation de la pression migratoire vers l'Europe, dans un contexte où l'Union européenne garde ses frontières fermées pour se protéger de personnes contaminées.

À l'approche de l'hiver dans l'hémisphère Nord, les perspectives sont sombres quant à la possibilité de voir le SARS-CoV-2 disparaître. Les avancées scientifiques et les premiers résultats des enquêtes épidémiologiques ont en effet confirmé plusieurs des hypothèses les plus pessimistes concernant le virus. Les taux de mortalité dépassent les premières prévisions (supérieur à 3 % des personnes développant des symptômes) et certains scientifiques craignent même que le virus ait en réalité des propriétés faisant du Covid-19 une potentielle nouvelle pathologie chronique.

Hiver 2021-printemps 2021 : retrait des États-Unis et de la Chine de la scène internationale, abandon des plus démunis

Le désastre sanitaire à l'échelle mondiale s'accompagne d'une crise économique violente. Malgré les plans de soutien, celle-ci se propage à tous les secteurs d'activité en 2021, et achève de gripper durablement les chaînes d'approvisionnement internationales. La crise pétrolière s'aggrave, condamnant les pays rentiers (Irak, Algérie, Iran, Nigeria et Venezuela notamment).

Dans ce contexte tendu, les échanges mondiaux sont fortement réduits. Face à la diversité des risques encourus sur le territoire national, les gouvernements se concentrent sur leur sécurité intérieure et la stabilisation de leurs économies. Les grandes puissances, elles, se désengagent de la scène internationale. Ainsi, les États-Unis retirent leurs troupes projetées à l'étranger et annulent leur participation à plusieurs dispositifs d'aide internationale et humanitaire. La Chine semble suivre la même trajectoire, puisque les faillites successives dans les secteurs bancaire, industriel et agricole lui font perdre de son influence à l'échelle internationale. Elle se concentre fortement sur son marché intérieur. Le gouvernement chinois se heurte lui aussi à de nombreuses contestations sociales qui le fragilisent.

Plusieurs zones (Amérique du Sud, par exemple) sont devenues de véritables réservoirs du virus, en l'absence de politiques sanitaires systématiques, recontaminant alors régulièrement les autres pays. Cette instabilité profonde favorise l'enracinement de structures mafieuses et d'organisations

criminelles, qui prennent même parfois le relais d'États démunis et défaillants (Sahel, États européens en difficulté, notamment la Grèce et l'Italie, Amérique centrale et latine).

Été-automne 2021 : replis nationalistes et pandémie installée

De sérieux doutes pèsent désormais sur la possibilité de former une immunité individuelle puisque la plus grande partie de la population a été touchée sans pour autant réfréner la propagation du virus. La pandémie a maintenant touché 50 % à 70 % de la population mondiale. À l'automne 2021, l'obtention d'un vaccin est donc fortement compromise. Repliés sur eux-mêmes, la plupart des États renforcent leurs politiques de défense et de sécurité propres sans plus chercher à nouer des partenariats complexes, fragiles, et consommateurs de temps et de moyens.

Union européenne

Situation Union européenne			
Scénarios	Enlissement	Coopérations sélectives	Vers le fédéralisme
Variables	Hypothèses		
Situation sanitaire et gestion de crise	Coordination réduite dans un contexte sanitaire dégradé avec deuxième vague et confinement dans certains États	Coordination partielle dans un contexte hétérogène avec nouveaux foyers épidémiques régionaux	Coopération forte et émergence d'un modèle de gestion de crise à l'européenne
Situation économique	Crise profonde : Italie proche du défaut, vers un Brexit dur, France et Allemagne en grandes difficultés	Crise asymétrique : plans de relance ciblés et discriminants	Crise partagée : recomposition des politiques communautaires d'aides financières, mutualisation d'une partie de la dette, nouvelles ressources fiscales
Climat social	Dislocations et replis nationalistes	Tensions intérieures croissantes mais contenues	Relative stabilisation
Situation sécuritaire et multilatéralisme	Pressions extérieures et jeux des acteurs fragilisent l'UE	Une UE stabilisée grâce à des politiques ambitieuses et humanitaires et / ou sous pressions extérieures	Une UE stabilisée grâce à des politiques ambitieuses et humanitaires et / ou sous pressions extérieures

Scénario 1. Enlissement

Malgré les différents dispositifs de contrôles et de tests, l'épidémie reste difficilement maîtrisable sur le Vieux Continent, en l'absence de traitement et / ou de vaccin, avec des foyers réurgents majeurs, dès l'automne 2020 et pendant l'hiver 2021. Cette situation sanitaire conduit à maintenir des mesures de contrôle aux frontières, voire des confinements régionaux ou nationaux, ce qui limite les échanges transfrontaliers et contraint la reprise de l'activité touristique. L'espace Schengen reste fermé. L'Europe ne parvient pas à se coordonner sur des dispositions de contrôle communes, d'autant que les États restent très inégalement frappés par l'évolution de la pandémie.

Au niveau économique, les situations sont tout aussi hétéroclites (hétérogènes). La France, l'Italie et l'Allemagne se trouvent plus durement touchées par la chute de la demande mondiale et du commerce international. L'effondrement du tourisme place l'Italie en si grande difficulté que le pays doute de pouvoir honorer ses emprunts souverains, dont une grande partie arrive à échéance. Quant à l'Allemagne, elle est gravement fragilisée par la contraction du commerce international et la crise économique britannique qui annonce un Brexit dur.

Si les politiques d'urgence mises en place par la Commission et la Banque européenne d'investissement à l'attention des États membres et des entreprises sont bien activées à partir de juin 2020, la mise en place d'un deuxième paquet de mesures à plus long terme se heurte à l'opposition des pays dits « frugaux » (Pays-Bas, Autriche, Danemark, Suède) et des pays de l'Est qui refusent tout mécanisme de mutualisation de la dette des États du Sud. Ces derniers émettent eux-mêmes leurs réticences à accepter un système de soutien qui s'apparenterait à une mise sous tutelle de leur économie.

En janvier 2021, la situation de la dette italienne met la zone euro au pied du mur, si bien qu'il devient impensable pour les autres États et l'Union européenne (UE) de ne pas soutenir, coûte que coûte, l'Italie au risque de voir exploser la zone euro. Les divergences d'appréciation sur les mesures à prendre entraînent des mouvements spéculatifs importants sur les marchés financiers et les différences de taux d'emprunt entre pays de la zone euro augmentent. Fin 2021, une grande dépression s'installe en Italie et dans d'autres pays, affectant durablement les circuits de production, à tel point que des mesures de rationnement et des réquisitions deviennent nécessaires dans certaines régions.

Dans ce contexte instable, on observe une montée en puissance des mouvements sociaux anti-européens, anti-système, ainsi qu'un durcissement de l'extrême droite, parfois critique en Hongrie ou en Pologne notamment. L'autoritarisme de ces régimes populistes n'est pas sanctionné par les institutions européennes qui doivent pourtant garantir les cadres juridiques et les critères d'appartenance à l'UE. Elles s'en trouvent donc d'autant plus affaiblies. Certains pays sont tentés de suivre l'exemple donné par le Royaume-Uni, plusieurs jouent la politique de la chaise vide au Conseil européen pour exprimer leur désaccord ou leur désaveu. Des stratégies d'alliance bilatérale avec la Chine ou les États-Unis se développent, menaçant tout autant l'unité de l'Union. Quant à l'OTAN, ses actions se retrouvent fortement limitées du fait d'une diminution de son budget après le retrait des Américains.

L'Union européenne est donc soumise à des tensions intérieures et extérieures, ses régions frontalières étant de fait le théâtre de crises humanitaires majeures, qui aggravent la pression migratoire à ses portes. En l'absence totale d'accord, quel qu'il soit, entre les États membres, l'UE s'enlise alors dans une crise profonde, qui pose même la question de sa survie.

Scénario 2. Coopérations sélectives

Dans un contexte de reprise des foyers épidémiques, certains pays contraignent leurs partenaires clefs à adopter des mesures inédites (« permis d'immunité » qui autorise les déplacements des personnes ayant pu être testées, mais qui exclut toute une partie de la population européenne qui n'a pas accès à ces tests, tests récurrents, etc.). Certains pays conservent leurs frontières fermées aux mouvements de population car veulent se protéger du virus, mais cela n'empêche pas les partenaires économiques aux liens transfrontaliers vitaux de poursuivre leurs échanges.

Les États membres les plus touchés par la crise, et les plus désireux de maintenir une coopération européenne pour stabiliser leurs économies, n'hésitent pas à passer outre les oppositions des pays réticents à toute mutualisation des dettes pour se coordonner. Ainsi, si le plan de relance européen n'est pas ratifié par plusieurs États à l'automne 2020, l'Allemagne et la France conduisent tout de même de nouvelles négociations bilatérales visant à promouvoir temporairement des instruments de solidarité avec un cercle restreint de pays à la fin de l'année 2020. Courant 2021, des plans de relance ciblés par secteur se coordonnent ainsi en fonction des intérêts de quelques pays : construction aéronautique, filière automobile, industrie pharmaceutique et produits de santé. Dans ce contexte, les institutions européennes (notamment la BCE mais aussi la Commission et le Parlement) restent en retrait, car la plupart des décisions se font entre États membres.

Malgré ces quelques avancées en partenariat, la situation économique et sociale se dégrade fortement dans plusieurs pays. La France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce mais aussi la Hongrie et la Pologne connaissent une aggravation des tensions qui préexistaient à la crise du Covid-19, sans toutefois de basculement politique majeur. Mais les manifestations de type gilets jaunes en France, ou contre l'Europe dans les pays affaiblis économiquement ou partisans d'une Europe fermée aux mouvements migratoires, se multiplient.

Scénario 3. Vers le fédéralisme

La coordination sanitaire au sein de l'UE se met en place : création d'une réserve médicale commune, mutualisation de la recherche d'un vaccin et de traitements, ingénierie et industrialisation des tests, convergence des politiques de gestion sanitaire des foyers épidémiques résurgents. Les frontières entre pays avec situation sanitaire similaire sont ouvertes à l'été 2020.

Cette crise sans précédent soulève des problématiques inédites pour l'Europe : homogénéiser les stratégies de gestion de l'épidémie (périodes de confinement, ouverture des frontières, tests, etc.), mais aussi soutenir économiquement les pays moteurs les plus à risque pour éviter l'effondrement de tous. Coopérer et revitaliser les institutions européennes apparaissent en effet comme la seule réponse stratégique globale et cohérente. Plusieurs plans successifs sont ainsi mis en œuvre, et notamment un fonds de relance commun, alimenté par le premier emprunt indépendant de la Commission européenne sur les marchés financiers, et en partie remboursé par l'augmentation de la contribution des États membres au budget de l'Europe (2 % de leur PIB, contre 1,02 % en 2020). Cette mutualisation de la dette fondée sur le soutien des États les plus riches aux économies les plus en difficulté, redore le blason de l'UE et consolide la confiance des citoyens européens dans ses institutions. En parallèle, l'Union renforce son fédéralisme, en instaurant de nouvelles taxes — carbone et numérique — à ses frontières, pour développer de nouvelles ressources propres.

Ces politiques communautaires orientent l'UE vers une plus grande autonomie, notamment en matière énergétique et écologique, la protégeant ainsi des aléas de la situation internationale. De fait, les pressions migratoires ou les risques accrus d'attaque terroriste sont aussi des facteurs incitant à consolider la communauté européenne, et à gérer de manière consensuelle les politiques d'asile et les flux migratoires.

Dans ce contexte, le désir d'une gouvernance européenne de plus en plus importante se traduit par de premières discussions sur la possible refonte constitutionnelle des modalités de vote dans les grandes instances européennes, en accordant notamment plus de prérogatives au Parlement, et en envisageant le développement des votes à la majorité ou à la majorité qualifiée, plutôt qu'à l'unanimité, dans de nouveaux domaines, notamment économiques.

France

Situation française					
Scénarios		Dislocation	Sur le fil du rasoir	Green New Deal	Grandes Dépressions
Variables		Hypothèses			
D. SYSTÈME DE SOINS FRANÇAIS ET GESTION DE CRISE SANITAIRE	Microscénarios	2020 : Microscénario D4. Épidémie sous contrôle 2021 : Microscénario D3. Épidémie sous contrôle grâce à des politiques interventionnistes et fortement restrictives	Microscénario D2. Priorité à la vie économique et sociale dans une situation sanitaire hétérogène, avec une surmortalité assumée	Microscénario D4. Épidémie sous contrôle grâce à l'évolution naturelle du virus et au respect des gestes barrières	Microscénario D1. Tensions fortes sur le système de soins et restrictions soutenues des activités sociales et économiques à l'échelle nationale
	Dynamique de propagation du virus sur le territoire	Reprise à bas bruit de l'épidémie et perte de contrôle à l'échelle nationale en septembre 2020. <i>Wild card</i> <i>Forte deuxième vague dès l'été 2020</i> Épidémie sous contrôle à long terme	Clusters critiques à l'échelle régionale	Épidémie sous contrôle à long terme	Reprise à bas bruit de l'épidémie et perte de contrôle à l'échelle nationale en septembre 2020. <i>Wild card</i> <i>Forte deuxième vague dès l'été 2020</i>
	Politiques sanitaires françaises	Stratégie massive « tester-tracer-isoler » avec recours à des ressources nouvelles (réquisition) et des mesures plus intrusives	Gestion limitée de la circulation du virus, incitation au confinement des personnes fragiles et surmortalité assumée	Politiques sanitaires de contrôle et stratégie tester-tracer-isoler maintenues de manière continue jusqu'en décembre 2020, voire au-delà (jusqu'à vaccin ou disparition de l'épidémie)	Politiques sanitaires de contrôle et stratégie tester-tracer-isoler maintenues de manière continue jusqu'en décembre 2020, voire au-delà (jusqu'à vaccin ou disparition de l'épidémie)
	Capacités de l'État à faire respecter les mesures sanitaires	Faibles	Modérées	Fortes	Faibles
	Perception et comportements face au risque individuel et collectif	Relâchement rapide des mesures de prudence, minimisation du risque et faible adhésion aux mesures sanitaires dès l'été 2020 <i>Wild card</i> <i>Fortes réticences de la population à se faire vacciner</i>	Perception et adaptation hétérogènes en fonction de l'âge et de l'activité avec tensions sociales à moyen / long terme	Prudence maintenue à moyen / long terme dans une part suffisamment importante de la population pour garantir l'efficacité des mesures sanitaires	Relâchement rapide des mesures de prudence, minimisation du risque et faible adhésion aux mesures sanitaires dès l'été 2020
	État de santé de la population française	Dégradation générale de l'état de santé de la population française	État de santé contrasté en fonction du groupe social	État de santé contrasté en fonction des situations individuelles	Dégradation générale de l'état de santé de la population française

E. ÉCONOMIE ET FILIÈRES	Microscénarios	E2. Crise et rebond	E1. Casse limitée ; retour progressif à la normale	E3. Vers une économie verte et raisonnée	E4. Récession et économie informelle
	Impact économique direct du confinement de mars-avril 2020	Plongeon et rebond (baisse de 12 %-15 % du PIB en 2020, hausse de 8 %-10 % en 2021)	Rattrapage très progressif (baisse de 10 %-12 % du PIB en 2020, hausse de 4 %-6 % en 2021)	Plongeon et rebond (baisse de 12 %-15 % du PIB en 2020, hausse de 8 %-10 % en 2021)	Récession durable (baisse de 12 %-15 % du PIB en 2020, croissance nulle en 2021)
	Chômage et situation de l'emploi	Chômage et précarisation de l'emploi importants et très inégaux selon les secteurs	La hausse du chômage et de la précarité de l'emploi est contenue	Chômage et précarisation de l'emploi importants et très inégaux selon les secteurs	Le chômage augmente fortement, ainsi que le travail indépendant et l'économie informelle
	Consommation des ménages	Consommation durablement faible, priorité à l'épargne	Retour (relatif) à la normale	Consommation sélective et responsable	Fort développement de l'économie informelle
	Recomposition des chaînes de valeur des entreprises françaises	Les grandes entreprises mettent en place très progressivement des stratégies de résilience en 2021	Pas de modifications majeures des chaînes de valeur pour les grandes entreprises françaises	Plan de relance sous condition de localisation européenne de la production	Les grandes entreprises mettent en place très progressivement des stratégies de résilience en 2021
	Fonctionnement des secteurs économiques et services clefs	L'embolie des services publics handicape la reprise économique	Retour progressif à la normale	Retour progressif à la normale	Ruptures ponctuelles dans l'accès aux services essentiels <i>Wild card</i> <i>Crise majeure du système électrique</i>
	Tissu économique	Très nombreuses faillites de PME et TPE ; les grandes entreprises tiennent le coup	Le tissu économique fragilisé tient le choc et se renouvelle peu	Plans de relance ciblés	Effondrement de pans entiers de l'économie
F. CLIMAT SOCIAL ET POLITIQUE	Microscénarios	F3. Fragmentations, insurrections et État sécuritaire	F2. Stratification renforcée et État isolé	F1. Cohésion démocratique	F2. Stratification renforcée et État isolé
	Pilotage et organisation de l'État	Unité provisoire, dislocation rapide	Éclatements	Unité et cohésion	Éclatements
	État d'urgence sanitaire	Pilotage strict, surveillance forte pour tous	Certaines libertés individuelles restent profondément altérées sur le long terme, mais de manière inégale en fonction des territoires et des populations	Libéralisation et responsabilisation individuelle	Certaines libertés individuelles restent profondément altérées sur le long terme, mais de manière inégale en fonction des territoires et des populations
	Organisation du travail (entreprises, services publics, associations)	Retrait massif et persistant de la main-d'œuvre	Fortes disparités des conditions de travail entre travailleurs protégés et exposés	Prime à l'engagement puis retour à la normale	Fortes disparités des conditions de travail entre travailleurs protégés et exposés
	Confiance des individus envers les institutions publiques	Confiance très dégradée, climat insurrectionnel	Confiance dégradée mais sans trouble de l'ordre public notable	Confiance en hausse	Confiance dégradée mais sans trouble de l'ordre public notable
	Cohésion sociale	Dislocation sociale et générationnelle	Stratification sociale et anomie	Cohésion forte	Stratification sociale et anomie

	Solidarités	Organiques et centrées sur la famille et les communautés	Informelles et territorialisées	Prises en charge par l'État avec aide financière pour les grandes associations	Informelles et territorialisées
	Mouvements sociaux	Climat insurrectionnel	Revendications hétéroclites et peu structurées	Trajectoire pré-crise	Revendications hétéroclites et peu structurées
	Rapport au temps et aux activités	Dégradation de la perception du travail	Dissociation entre classes sociales	Le travail revalorisé	Dissociation entre classes sociales

Scénario 1. Dislocation

Points clefs du scénario

- Prolongement de l'épidémie jusqu'en 2021
- Situation sanitaire qui peut justifier des politiques interventionnistes drastiques
- Reprise économique en dents de scie, avec rebonds mais précarisation de l'emploi (chute du PIB de 12 %-15 % en 2020, hausse de 8 %-10 % en 2021)
- Climat social très dégradé, méfiance envers les pouvoirs publics et défiance interpersonnelle
- Multiples mouvements de contestation et émeutes
- Glissement vers un État sécuritaire même après le rebond économique de 2021

Été-automne 2020 : récession économique historique dans un contexte sanitaire aggravé

L'accalmie dans l'épidémie enregistrée après le déconfinement se révèle très brève. Le manque d'adhésion de la population aux mesures de distanciation physique et la difficulté pour les forces de l'ordre à réguler les comportements imprudents (notamment au cours des vacances d'été) entraînent une propagation du virus à bas bruit pendant plusieurs mois. À l'automne 2020, l'épidémie redémarre fortement.

Variante : dans ce scénario, une deuxième vague dès le début de l'été 2020 aggraverait la situation.

Ce rebond de l'épidémie et les mesures prises en conséquence plongent l'économie française dans une récession encore plus grave qu'anticipé au printemps : le PIB devrait diminuer de 15 % sur l'ensemble de l'année 2020. Le maintien de certaines restrictions et la morosité des consommateurs entraînent l'effondrement de secteurs fortement pourvoyeurs d'emplois (tourisme, restauration, bâtiment...). D'autres secteurs sont en revanche épargnés (e-commerce, agroalimentaire, santé, etc.).

La situation est encore aggravée par la réduction ou la suppression à la mi-automne 2020, des dispositifs gouvernementaux devenus trop coûteux (chômage partiel, report du paiement des charges des entreprises...). Par ailleurs, l'absence de vision partagée et mobilisatrice entraîne une démotivation de l'administration et une mise en œuvre inégale et aléatoire des dispositifs de sortie de crise, notamment entre les territoires.

À l'automne 2020, les mouvements sociaux sont nombreux : revendications sectorielles là où l'activité a été la plus durement touchée, regain du mouvement des « gilets jaunes », mouvements écologistes déçus du manque de prise en considération des enjeux environnementaux. En marge de ces mouvements, les actions violentes sont de plus en plus nombreuses. Un climat d'instabilité et d'insécurité se développe. En parallèle, à bas bruit, une partie des travailleurs se désengage du travail : les risques sanitaires liés à la reprise d'activité leur semblent d'autant moins justifiés que leur travail souffre d'un manque de reconnaissance sociale et salariale qui ne date pas de la crise.

Décembre 2020-mars 2021 : le système de soins débordé, la population surveillée

Présent sur l'ensemble du territoire national à l'hiver 2020-2021, le SARS-CoV-2 met inégalement sous tension les services de soins. Ces derniers n'ont pas, en effet, bénéficié d'un soutien conséquent ou suffisamment rapide de l'État, après le Ségur de la santé. Plusieurs souffrent alors plus fortement de la reprise de l'épidémie, notamment ceux qui avaient déjà été durement frappés par la première vague.

Cette situation de débordement du système de santé conduit progressivement le gouvernement à durcir les mesures sanitaires, en imposant de nouvelles périodes de confinement, adaptées aux situations locales et régionales dès janvier 2021. Des mesures de plus en plus intrusives sont également mises en place. En particulier, les tests et le *contact tracing* sont fortement généralisés, notamment via la mise en place progressive de politiques de tests réguliers menées par des acteurs non publics (entreprises, associations, etc.). Les tests sont développés dans le cadre professionnel (ce qui suppose l'adaptation du cadre réglementaire), voire pour autoriser la circulation entre territoires. De fait, les libertés

individuelles sont réduites. La police et l'armée sont sollicitées dès que nécessaire pour faire appliquer les mesures. Les outils technologiques (comme l'application StopCovid, les caméras thermiques, les drones, etc.) sont de plus en plus efficaces et adoptés. Ils permettent aussi de mieux contrôler l'évolution de l'épidémie via le contrôle des comportements individuels. Dans cette situation, l'appréhension du risque reste importante dans une part significative de la population, non pas tant par crainte pour sa santé, mais pour éviter de se voir contrainte par les mesures sanitaires dans sa vie quotidienne. Ces comportements prudents participent à contenir l'extension de l'épidémie à tout le territoire.

Printemps-été 2021 : forte dégradation du climat social malgré une reprise économique significative

Au printemps 2021, la reprise est assez forte (on anticipe une hausse de 8 % à 10 % du PIB par rapport à 2020), portée à la fois par les commandes publiques (renouvellement de flottes de véhicules par exemple) et par les grandes multinationales. Elle s'accompagne d'un renouvellement notable du tissu d'entreprises et des modifications conséquentes de l'organisation du travail. Mais, prudentes, les entreprises embauchent peu, sous-traitent beaucoup, automatisent quand elles le peuvent. Le travail indépendant et les contrats précaires sont donc nombreux. Malgré ce rebond, l'activité économique reste donc en dents de scie car fortement dépendante des évolutions de la situation sanitaire mondiale et nationale, et de ses conséquences.

Ce contexte économique très tendu, combiné avec le maintien des restrictions des libertés individuelles au nom de l'enjeu sanitaire, entraîne une forte dégradation du climat social et une exacerbation des tensions de toutes natures. Ainsi, les incompréhensions entre générations s'accroissent, face à une crise sanitaire qui touche plus les aînés et une crise économique qui touche au contraire davantage les jeunes. Les situations de précarité augmentent aussi, alors que les associations sont limitées par le manque de moyens financiers.

Les revendications déjà présentes à l'automne 2020 se multiplient alors et débouchent sur des mouvements de protestation plus organisés et violents. En particulier, certaines catégories de salariés enchaînent les grèves et les pratiques de désengagement pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail. Une partie de la population reproche aussi au gouvernement de maintenir à tout prix le « monde d'avant » en soutenant économiquement les plus grosses entreprises sans prise en compte des enjeux écologiques.

Progressivement, une conjonction de revendications et de luttes des mécontents se constitue (gilets jaunes, extrêmes gauches, libertaires, écologistes, etc.).

Parallèlement, l'état de santé de la population française est globalement détérioré, mais à des degrés divers selon les individus. Les confinements répétés et l'anxiété provoquée par la situation sanitaire ont généré des dégradations physiques et psychologiques importantes et notables. On observe aussi, et sur plus longue période, une forte aggravation des pathologies préexistantes ou non détectées à cause des urgences Covid-19.

Automne 2021 : prolongation de l'état d'urgence sanitaire et climat insurrectionnel

En l'absence de vaccin ou de traitements généralisés, l'état d'urgence sanitaire et ses mesures restrictives sont maintenus au moins jusqu'à l'automne 2021. Cette décision ne fait qu'empirer la situation de confrontation et entraîne la radicalisation de mouvements de défense des droits et libertés individuels. Les actions violentes et directes se multiplient (attaques contre des infrastructures vitales, contre les forces de l'ordre, contre les symboles de l'autorité, etc.). Des émeutes et mouvements spontanés difficilement contrôlables embrasent aussi régulièrement certains quartiers. Le climat global est insurrectionnel.

Scénario 2. Sur le fil du rasoir

Points clefs du scénario

- Réémergence hétérogène de l'épidémie sous forme de foyers territoriaux voire régionaux qui durent
- Politiques sanitaires différenciées selon les territoires et les populations, surmortalité assumée
- Politiques de relance économique « classiques », sans prise en compte des enjeux écologiques
- Chute du PIB de 10 %-12 % en 2020, croissance de 4 %-6 % en 2021, chômage élevé
- Contexte social morose, hausse des inégalités et des contestations mais sans explosion

Été-automne 2020 : *clusters* de contamination et redémarrage progressif et prudent

Après le sursis offert par le confinement, l'épidémie réémerge sur le territoire national dans le courant de l'été et de l'automne 2020, sous forme de foyers, apparaissant de manière chronique et hétérogène, en fonction des régions.

La reprise d'activité économique est progressive mais assez soutenue. Les aides de l'État ont permis d'amortir le choc. Le nombre de faillites d'entreprises reste assez limité, le chômage connaît une hausse importante au second semestre 2020 (12 % en moyenne sur l'année), il n'y a pas de modification notable de la structure de l'emploi. Néanmoins, les craintes de rebonds épidémiques, le maintien durable de certaines contraintes pesant sur le travail et sur la consommation limitent le retour de la croissance. Globalement, la reprise se fait sur des modèles très proches de l'économie d'avant-crise malgré quelques relocalisations d'activités et modifications des organisations du travail (télétravail). L'endettement des entreprises est fortement accru ; les investissements sont limités.

Les mouvements sociaux restent sporadiques et limités.

Décembre 2020-mars 2021 : l'État affaibli, certains territoires sous tension

En réponse à la présence persistante du virus sur le territoire national, la stratégie gouvernementale reste de ralentir la circulation du virus grâce aux tests et à l'isolement des cas suspects, sans pour autant remettre en place des politiques sanitaires trop interventionnistes. Les ministères continuent à encourager la responsabilisation individuelle et conseillent aux personnes fragiles de rester chez elles. Plusieurs lieux publics ou centres commerciaux mettent en place des mesures spécifiques (horaires réservés par exemple) pour protéger ces publics. Mais les situations de tension hospitalière ainsi que les décès liés au virus sont assumés, la priorité étant la reprise de la vie économique et sociale.

Mais la coordination entre État, administration et collectivités se révèle très affaiblie par la crise. Sur le plan sanitaire, les autorités étatiques ne parviennent pas à imposer leurs décisions et à les faire appliquer de manière homogène sur le territoire. Des régions, des métropoles et des collectivités mettent ainsi en place des mesures complémentaires voire contradictoires à celles de l'État, pour faire face à la situation sanitaire. Par exemple, certaines villes imposent des restrictions spécifiques aux populations jugées plus à risque ; à l'inverse, un relâchement ou une perte de contrôle de l'épidémie s'observe sur certains territoires. À la fin 2020, certains d'entre eux se trouvent de fait, totalement submergés, alors que d'autres parviennent à mieux contenir le virus.

Printemps-été 2021 : accommodement avec le risque viral mais stratification sociale dans un contexte de crise économique

Progressivement, la France jeune et active s'est habituée au SARS-CoV-2. Une grande partie de la population ne souhaite plus se sacrifier pour protéger les plus vulnérables, état d'esprit qui correspond au laisser-faire de l'État en matière sanitaire. La surmortalité qui en découle est assumée collectivement (ou oblitérée). On observe de fait un découplage fort dans les comportements individuels vis-à-vis du risque, les plus jeunes, les plus actifs et les plus précaires étant les plus enclins à reprendre une vie quasi normale. Ce découplage se traduit d'ailleurs par un état de santé contrasté des individus à l'horizon fin 2021, en fonction de leur classe sociale et de leurs possibilités de se

protéger. Il se révèle aussi dans la manifestation de tensions sociales entre prudents et imprudents, et entre générations. Les EHPAD restent ainsi quasiment confinés courant 2021, en l'absence de soutiens budgétaires suffisamment forts pour protéger les publics et soutenir le personnel.

Variante : ce scénario pourrait aussi se produire avec un essoufflement de l'épidémie dès l'été 2020, voire la disparition du SARS-CoV-2 à moyen-terme, grâce à l'évolution naturelle du virus (de moins en moins virulent, en cas d'une immunité collective par exemple), aux politiques sanitaires et au respect des règles sanitaires par la population.

La faible croissance économique participe aussi de cette augmentation des tensions sociales en bouchant les horizons de reprise de l'activité. Le PIB ne devrait augmenter que de 4 % à 6 % au cours de l'année 2021 par rapport à 2020. Le chômage semble se stabiliser autour de 10 %. Par ailleurs, la croissance de la dette publique réduit les marges de manœuvre de l'État en termes de politiques sociales. En conséquence, les inégalités se creusent au sein de la population : sur le marché du travail, entre les riches et les plus précaires, entre générations (retraités protégés et actifs mis en danger), mais aussi en termes d'accès à l'éducation et aux dispositifs d'aide de l'État.

La cohésion sociale pâtit fortement de cette stratification croissante de la société qui se manifeste dans les champs sanitaires et économiques. Les sentiments d'injustice et les hostilités envers les privilégiés s'accroissent. En l'absence de soutien financier de l'État, les solidarités elles-mêmes s'organisent de manière hétérogène et inégale, les individus se recentrent sur leur famille et leurs proches.

Automne 2021 : effervescence et perturbations

Dans ce contexte, les Français font de moins en moins confiance au gouvernement et aux institutions, à qui ils reprochent le manque de vision claire et de moyens suffisants pour faire face à la crise sanitaire et économique. De plus, certaines administrations, notamment la Justice et l'Éducation nationale, ont subi les contrecoups de la crise et n'ont pas assumé leur service normal tout au long de l'année 2021, ce qui pèse sur la vie quotidienne de nombreux Français (insécurité, problèmes de garde d'enfant, inquiétudes généralisées).

Les contestations se multiplient, mais avec une grande diversité d'objectifs, d'acteurs, de destinataires et de durée. Elles créent une perturbation permanente qui se traduit par un climat social sans arrêt en effervescence, mais sans explosion.

Scénario 3. *Green New Deal*

Points clefs du scénario

- **Pandémie contrôlée à l'automne 2020**
- **Chute du PIB de 12 %-15 % en 2020, croissance de 8 %-10 % en 2021**
- **La crise sanitaire est une opportunité pour mettre en place une transition écologique et sociale**
- **L'économie nationale est ainsi réorientée vers les activités à faible impact environnemental et climatique**
- **Un élan national est amorcé, se traduisant par des choix économiques et politiques forts**

Été-automne 2020 : renforcement de la cohésion nationale, plan de relance pour une économie verte et durable

Alors que plusieurs experts annonçaient une deuxième vague inévitable de Covid-19 en Europe à l'automne 2020, il s'avère que les caractéristiques du SARS-CoV-2 en diminuent naturellement la virulence, au fur et à mesure que l'immunité collective se développe, et que ses mutations le rendent progressivement moins agressif. Alors qu'il avait été vivement critiqué au début de l'épidémie, l'État bénéficie de l'essoufflement rapide de l'épidémie, obtenu, semble-t-il, grâce aux mesures sanitaires qu'il a mises en place. La quasi-totalité des politiques sanitaires restreignant les libertés individuelles et collectives finissent d'être levées à la fin septembre.

La confiance des Français envers les institutions tend donc à augmenter, l'État apparaît clairement comme un acteur essentiel pour garantir la sécurité de tous.

L'implication de tous les acteurs, y compris dans la fonction publique à la rentrée 2020, permet le retour à une situation normale des services publics et favorise le bon respect du droit.

Parallèlement, les nombreuses initiatives sociales mises en œuvre à plusieurs échelles pendant la période de confinement perdurent bien après. Ainsi, de nombreux individus, associations, entreprises, mais aussi corps de métier (comme l'armée) se mobilisent pour maintenir les liens et les soutiens entre générations et entre communautés.

Le gouvernement s'appuie sur la confiance renouvelée de la population grâce à la gestion de crise sanitaire pour proposer, dès la fin de l'été et durant l'automne 2020, un ambitieux plan de relance afin de favoriser l'émergence d'une économie verte et durable. Des investissements publics massifs sont programmés sur plusieurs années pour favoriser les reconversions des entreprises et des individus. Cette politique participe d'un regain d'optimisme au sein de la population. Globalement, la cohésion de la société française est consolidée à la fin de l'année 2020.

L'épidémie laisse cependant derrière elle une France très affectée sur le plan économique : en 2020, le PIB chute de 12 % à 15 %. Par ailleurs, la précarité du travail est en hausse, alors même que les attentes vis-à-vis du travail sont plus importantes que jamais. Les contestations et oppositions n'ont donc pas disparu, mais portent principalement sur les conditions de travail et le pouvoir d'achat.

2021 : vers une autonomisation du pays et une croissance verte

Quant à l'épidémie, elle n'a pas repris avec l'hiver. Le système de soins français n'observe donc pas de grands bouleversements. L'orage est passé, sans réellement faire bouger les lignes. Si le matériel vital pour faire face à la prochaine crise est stocké en quantité suffisante, le personnel soignant reste peu valorisé. Les politiques sanitaires de contrôle minimales sont maintenues courant 2021 (mesures barrières, tests, traçage et isolement), toutefois elles restent peu invasives, compte tenu de la diminution du risque.

Engagée dès 2021, la relance verte pilotée par l'État permet un rebond de la croissance économique et de la consommation des ménages. Le tissu de PME est profondément renouvelé, mais les grandes entreprises demeurent les principaux acteurs de cette « nouvelle économie ». Elles valorisent notamment la qualité de leurs produits et leur faible impact environnemental sur les marchés internationaux, ce qui leur permet d'accroître leurs exportations. L'État s'efforce de penser ses

décisions en bonne intelligence avec les régions et les métropoles, afin d'adapter les investissements aux spécificités des tissus productifs locaux. Le gouvernement assume donc la hausse de l'endettement public pour financer la croissance économique future.

Scénario 4. Grandes Dépressions

Points clefs du scénario

- **Situation sanitaire avec débordements chroniques et / ou rebonds de l'épidémie**
- **Crise économique majeure et généralisée, sans rebond significatif en 2021 (baisse du PIB de 12 %-15 % en 2020, croissance nulle en 2021)**
- **Explosion du taux de chômage et des faillites d'entreprises, essor de l'économie informelle**
- **Climat social de peur du virus et de perte de confiance envers l'État, conjonction des mécontentements (chômage, absence de transition écologique...)**
- **Dégradation de l'état de santé général de la population**
- **État impuissant, système de protection sociale sous tension**

Été-automne 2020 : reprise de l'épidémie, confiance dans les institutions érodée

Après l'accalmie de l'été, l'épidémie repart dès l'automne 2020, en même temps que d'autres virus saisonniers. En effet, le manque d'adhésion de la population aux mesures de distanciation physique et la difficulté rencontrée par les forces de l'ordre à réguler les comportements imprudents a permis au virus de continuer à circuler.

Face à une épidémie qui dure, le gouvernement ne parvient pas à imposer ses décisions ni à rassembler le pays autour d'une stratégie partagée. Au contraire, la confiance des Français s'érode, d'autant plus qu'ils souffrent de la dégradation des services publics, notamment de la Justice et de l'Éducation nationale (insécurité, problèmes de garde d'enfant, inquiétudes généralisées) qui peinent à reprendre à la rentrée. De leur côté, les collectivités sont de plus en plus nombreuses à revendiquer la nécessité de politiques sanitaires adaptées à leurs spécificités. De fait, elles mettent progressivement en place des mesures complémentaires à celles de l'État, et parfois même contradictoires avec ces dernières. Les découplages des trajectoires des territoires se renforcent donc en fonction de leur situation sanitaire et des moyens dont ils disposent pour y faire face. Il en résulte des inégalités croissantes pour les individus selon leur lieu de vie et leur profil de risque : contrôles renforcés pour certains, à l'inverse situations de relâchement dans certaines banlieues...

Décembre 2020-mars 2021 : nouveaux confinements et crise économique majeure

Avec l'hiver, le système de santé français se retrouve de nouveau débordé, même si de manière inégale selon les services et les régions. Le gouvernement est contraint d'imposer une ou plusieurs périodes de confinement (au niveau régional ou national) dès janvier 2021.

La poursuite de la crise sanitaire plonge la France dans une crise économique majeure : le PIB aura diminué de 15 % au cours de l'année 2020. La situation européenne et internationale ne laisse guère d'espoir d'un regain de la croissance. Certaines multinationales sont en grande difficulté et l'État est contraint de monter au capital voire de les nationaliser. Parmi les PME, les faillites sont nombreuses, et les licenciements massifs. Les impacts sont majeurs sur l'emploi, la hausse du taux de chômage est dramatique, y compris dans les secteurs qui avaient été initialement les moins touchés par la crise. Les revenus et la consommation baissent, et les aides de l'État sont insuffisantes pour relancer l'économie. Par ailleurs, la situation sanitaire tendue entraîne une dégradation de la santé des Français au cours de l'année 2021. Des pathologies préexistantes ou non détectées à cause des urgences Covid-19 sont aggravées, et les maladies psychologiques résultant des confinements et de l'anxiété ambiante se multiplient.

Printemps-été 2021 : précarisation de la population et essor des solidarités informelles

Dans un contexte de grande précarité économique et de stratification croissante de la société, les solidarités s'organisent de manière hétérogène et inégale. Les individus se recentrent sur leur sphère

de proximité. Les ménages sont de plus en plus amenés à recourir à des pratiques de débrouille locales (entraide, échanges de services). L'économie informelle se développe fortement. Les sorties de l'emploi traditionnel s'accroissent, pour échapper au chômage et à la dégradation des conditions de travail. Le travail n'est plus forcément une priorité, et peut même devenir une source de *stress* à laquelle de plus en plus d'individus cherchent à échapper. Le temps, la qualité de vie, la famille deviennent plus que jamais des priorités pour échapper à un contexte national anxiogène. Une partie de la population des grandes métropoles les quitte durablement.

Automne 2021 : un État impuissant, des Français isolés... Vers la fin du modèle de solidarité sociale ?

Les recettes de l'État s'amenuisent tout au long de l'année. Dès le dernier trimestre 2021, la pérennité du système de protection sociale est questionnée, entre déséquilibre financier et remise en cause de son principe même. Le retour à la normale apparaît maintenant improbable. La société française se reconstruit sur des communautés plus restreintes que la communauté nationale, et peine à trouver la motivation et le souffle nécessaires pour sortir collectivement de la crise. Au contraire, les Français sont de plus en plus nombreux à considérer qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, leurs proches, leurs communautés de vie pour s'en sortir, et construire des perspectives d'avenir meilleur.

Les contestations se multiplient mais avec une très grande diversité d'objectifs, d'acteurs, de destinataires et de durée. Elles créent une perturbation permanente qui se traduit par un climat social sans arrêt en effervescence, mais sans explosion.

Enjeux croisés

Nous avons jusqu'ici proposé des scénarios sur la crise actuelle à trois échelles : mondiale, européenne, française. Ces différents scénarios sont en interaction les uns avec les autres. Leur croisement fait apparaître 7 configurations de futurs possibles à l'horizon des 18 prochains mois que nous présentons ici brièvement.

Combinaisons possibles entre les différents scénarios

COMBINAISONS DE SYNTHÈSE / SCÉNARIOS	A. REBOND	B. CREUSET D'UN NOUVEAU MONDE	C. UN JEU OUVERT ET INSTABLE		D. L'EUROPE, APRÈS TOUT...	E. LÉOPARDS (GAGNANTS, PERDANTS)		F. UNION EUROPÉENNE : FIN DE PARTIE	G. DARK TIMES	
MONDE	RETOUR AUX AFFAIRES	UN MONDE MULTIPOLAIRE	RETOUR AUX AFFAIRES	UN MONDE MULTIPOLAIRE	LA NOUVELLE GUERRE FROIDE	LA NOUVELLE GUERRE FROIDE	LA NOUVELLE GUERRE FROIDE	LA NOUVELLE GUERRE FROIDE	LES ÂGES SOMBRES	LES ÂGES SOMBRES
UNION EUROPÉENNE	VERS LE FÉDÉRALISME	VERS LE FÉDÉRALISME	COOPÉRATIONS SÉLECTIVES	COOPÉRATIONS SÉLECTIVES	VERS LE FÉDÉRALISME	COOPÉRATIONS SÉLECTIVES	COOPÉRATIONS SÉLECTIVES	ENLISEMENT	ENLISEMENT	ENLISEMENT
FRANCE	GREEN NEW DEAL	GREEN NEW DEAL	FIL DU RASOIR	FIL DU RASOIR	FIL DU RASOIR	GRANDES DÉPRESSIONS	FIL DU RASOIR	DISLOCATIONS	GRANDES DÉPRESSIONS	DISLOCATIONS

Lecture : Les combinaisons cohérentes des différents scénarios se lisent en colonne. Les titres proposés pour chacune de ces combinaisons sont donnés sur la première ligne. Sur les lignes « Monde », « Union européenne », « France », les cases reprennent les titres des scénarios décrits plus haut dans ce document, correspondant à chacune de ces échelles géographiques. Ainsi, la combinaison « A. Rebond » correspond à l'articulation entre : le scénario « Retour aux affaires » à l'échelle mondiale, « Vers le fédéralisme » à l'échelle européenne, « Green New Deal » à l'échelle française.

Description brève des combinaisons de scénarios

A. Rebond

Dans une situation sanitaire globalement sous contrôle, notamment grâce au développement et à la disponibilité de traitements et / ou des vaccins à l'échelle mondiale, les échanges internationaux reprennent sur un mode proche de celui d'avant-crise au deuxième semestre 2021. La gestion de la crise économique à l'échelle européenne comme française suscite néanmoins un *aggiornamento* en faveur d'une plus grande cohésion européenne autour de politiques axées sur la transition écologique et une plus forte autonomie économique. Ces nouvelles ambitions, traduites rapidement (budgets européen et français) dans des orientations stratégiques articulant, de façon harmonieuse, préoccupations sociales, économiques, environnementales et politiques, entraînent une adhésion suffisante des opinions publiques en Europe et en France pour recréer une dynamique positive. L'Europe et notamment la France se présentent comme les fers de lance d'une « nouvelle économie » dans une économie mondiale encore structurée de façon traditionnelle.

Commentaire : ce scénario dépend très fortement de la capacité européenne, et notamment de ses États membres les plus importants, à concevoir et à initier rapidement une politique ambitieuse de ce type. Il peut permettre à la « vieille Europe » de ne pas se trouver totalement dépendante des choix économiques et stratégiques de la Chine et des États-Unis.

B. Creuset d'un nouveau monde

La situation sanitaire globalement sous contrôle, couplée à la prise de conscience généralisée des fragilités du système politique et économique international pré-crise, conduit la communauté internationale à refonder le multilatéralisme sur des institutions adaptées aux enjeux de sécurité sanitaire, environnementale et humaine. L'Union européenne, sous la pression de ses principaux États membres, est un acteur fondamental de ce mouvement.

Commentaire : ce scénario dépend d'une conjonction de facteurs et, notamment, de la capacité de l'Union européenne à s'entendre sur un programme ambitieux et de l'atténuation des tensions sino-américaines. La capacité de la France à proposer un programme ambitieux et cohérent sur les plans économique, social, environnemental et politique, dans un calendrier bien orchestré entre les échelles nationale et européenne, serait un point crucial.

C. Un jeu ouvert et instable

La situation épidémique n'est pas stabilisée à l'échelle internationale. Les recrudescences de l'épidémie sont fréquentes et de nombreuses régions sont durablement touchées. La gestion de la crise est diverse selon les pays. Plusieurs pays, notamment émergents, connaissent des situations socio-économiques et politiques proches du chaos. La priorité des pays est de relancer leur économie et de stabiliser la situation sociale et politique. Les tensions géoéconomiques, notamment entre la Chine et les États-Unis, sont fortes. Des coopérations économiques se nouent, en revanche, entre pays ayant des situations sanitaires comparables et de fortes interdépendances économiques et politiques. Ceci est vrai aussi au sein de l'Union européenne, qui ne parvient pas à convenir d'une stratégie unique à la hauteur des besoins. En France, la situation économique et sociale se dégrade significativement. Le climat social est tendu, sans explosion.

Commentaire : ce scénario est très instable. La situation de nombreux pays peut basculer très facilement dans le chaos, sous l'effet de nouveaux chocs exogènes ou de fortes contestations internes. En France notamment, cette situation de tension cache une grande fragilité sociale et peut déboucher rapidement sur des mouvements de contestation radicaux.

D. L'Europe après tout...

La situation économique mondiale reste durablement perturbée par une crise épidémique qui resurgit périodiquement, y compris dans les pays qui pensaient l'avoir jugulée, et selon des calendriers asynchrones. Les tensions entre la Chine et les États-Unis s'accroissent, et les relations commerciales entre pays sont durablement compliquées. Dans ce contexte, l'intérêt bien compris des différents pays européens les amène à concevoir une stratégie commune, économique et politique, beaucoup plus intégrée qu'auparavant mais supposant également des contreparties de la part des pays. Les efforts que la France doit consentir peinent à être acceptés et la situation y est particulièrement tendue.

Commentaire : ce scénario pose la question de la capacité de l'Europe à répondre à un contexte géoéconomique perturbé par le renforcement d'un marché européen plus structurant et structuré. Pour la France, les interrogations portent sur sa volonté et sa capacité à entrer de plain-pied dans un système européen plus intégré.

E. Léopards (gagnants, perdants)

La situation économique mondiale est durablement perturbée par une crise épidémique qui resurgit périodiquement y compris dans les pays qui pensaient l'avoir jugulée, et selon des calendriers asynchrones. Les tensions entre la Chine et les États-Unis s'accroissent, et les relations commerciales entre pays sont durablement compliquées. Les comportements de prédation économique et de fusions-acquisitions entre firmes mondiales s'accroissent.

Les pays de l'Union européenne ne parviennent pas à convenir d'une stratégie ambitieuse partagée. Toutefois, différentes coopérations spécifiques se structurent entre des pays européens aux situations sanitaires comparables et aux intérêts économiques complémentaires. Néanmoins, la France ne parvient pas à surmonter ses difficultés économiques liées à sa forte exposition au contexte international ; elle s'enfonce dans une dépression économique aggravée de multiples tensions sociales. Les « talents », certaines entreprises multinationales par exemple, quittent ou délaissent le territoire.

La situation française pourrait être moins catastrophique en fonction de la portée de plans de relance sectorielle communs avec l'Allemagne notamment, et de la capacité de rebond de secteurs stratégiques au niveau global.

Commentaire : dans ce scénario, certaines économies s'en sortent beaucoup mieux que d'autres, mais la France pourrait faire partie des perdants, car elle ne parvient pas à construire des alliances spécifiques au bon moment. Le risque est, ici, de ne plus disposer des ressources pour remonter à bord.

F. Union européenne : fin de partie

La situation économique mondiale est durablement perturbée par une crise épidémique qui resurgit périodiquement, y compris dans les pays qui pensaient l'avoir jugulée, et selon des calendriers

asynchrones. Les tensions entre la Chine et les États-Unis s'accroissent et les relations commerciales entre pays sont durablement compliquées.

Les pays de l'Union européenne ne parviennent pas à s'entendre et s'arriment de façon désordonnée aux économies américaines ou chinoise. L'Union est en voie de désintégration. En France, les tensions sanitaires demeurent, la fragilité de l'économie s'accroît et le rebond économique de 2021 s'accompagne d'une précarisation de l'emploi et de fortes tensions sociales aboutissant à un climat quasi insurrectionnel. L'économie comme les solidarités deviennent de plus en plus informelles ; les « talents » comme, par exemple, certaines entreprises multinationales quittent ou délaissent le territoire.

Commentaire : dans ce scénario, les institutions politiques et sociales européennes et françaises (État-providence) sont menacées. Les territoires où se créent des solidarités (et des économies) informelles s'en sortent sans doute mieux que d'autres qui cumulent isolement, misère et violences.

G. Dark Times

Dans ce scénario, tous les indicateurs sont au rouge à l'horizon fin 2021. La situation sanitaire internationale est mauvaise : pas de traitement ni de vaccin pour une épidémie qui circule d'un pays à l'autre de façon continue, et entraîne des perturbations fortes de l'économie mondiale. Les tensions sont vives entre grandes puissances, et notamment entre la Chine et les États-Unis qui n'hésitent pas à s'affirmer militairement pour préserver leurs intérêts stratégiques. Incapable de réagir, l'Union européenne s'enlise et est en voie de disparition. Les intérêts des États priment. En France, l'absence de choix politiques et économiques ambitieux, et soutenus par les acteurs économiques et sociaux, entraîne une situation de dépression économique, une grande misère sociale, et une montée des mouvements sociaux qui peuvent éventuellement se traduire en un climat quasi insurrectionnel.

Commentaire : ce scénario catastrophe dépend beaucoup de la situation sanitaire internationale et nationale, mais il résulte également du manque de coopérations entre États et, en France, entre les différents acteurs du corps social, pour affronter la crise dans ses différentes dimensions sanitaire, économique, sociale et politique. Comme dans le scénario précédent, les territoires où se sont créées des solidarités (et des économies) informelles s'en sortent sans doute mieux que d'autres, qui cumulent isolement, misère et violences.

Toile de fond

Situation mondiale

Sous-système A. Covid-19, évolution sanitaire mondiale

Microscénarios	Microscénario A1. Pandémie chronique et zones réservoirs	Microscénario A2. Pays-forteresses en attendant le vaccin	Microscénario A3. Pandémie sous contrôle
Variables	Hypothèses		
Contagiosité (incertitude scientifique)	Forte et durable	Assez forte	Moyenne. <i>Wild card</i> - Diminution de la contagiosité grâce à l'identification de « super-propagateurs »
Saisonnalité (incertitude scientifique)	Non saisonnier	Virus saisonnier	Virus saisonnier
Proportion de cas graves, par rapport aux cas repérés (incertitude scientifique et statistique)	Très fort (plus de 15 %)	Fort (de 9 % à 11 %)	Modéré ou faible (moins de 5 %)
Mortalité par rapport aux cas repérés (incertitude scientifique et statistique)	Très forte (plus de 3 % des personnes avec des symptômes). <i>Wild card</i> <i>Des mutations successives du virus le rendent de plus en plus mortel, y compris pour les plus jeunes</i>	Assez forte (plus de 2 % des personnes avec des symptômes)	Moyenne (moins de 1 % de la population mondiale <i>in fine</i>)
Effets à long terme du Covid-19 (incertitude scientifique)	Importants et handicapants, y compris pour les personnes ayant eu peu ou pas de symptômes en primo-infection. <i>Wild card</i> : <i>Virus chronique, avec des poussées récidivantes</i>	Modérés et progressivement résorbés, sauf pour les personnes cas graves	Modérés et progressivement résorbés, sauf pour les personnes cas graves
Immunisation naturelle après contact avec le virus (incertitude scientifique)	Faible ou inexistante	Temporaire	Définitive chez une part de la population seulement
Disponibilité de traitements	Traitements peu efficaces	Traitements partiels et seulement pour les pays développés	Traitements efficaces et disponibles à partir de l'automne 2020. <i>Wild card</i> <i>Traitement miracle à l'été 2020</i>
Disponibilité des tests PCR et sérologiques	Tests sélectifs jusqu'à la fin de l'épidémie	Tests généralisés en Europe et aux États-Unis à l'automne 2020	Tests généralisés Nord / Sud janvier 2021
Disponibilité de vaccin(s)	Indisponible ou inefficace. <i>Wild card</i> <i>Des mutations successives du virus rendent difficile la mise au point d'un vaccin (sans que le virus soit nécessairement plus dangereux)</i>	Disponible rapidement mais de manière sélective (les plus riches)	Généralisé au printemps 2021 dans l'hémisphère Nord, et à l'été 2021 dans l'hémisphère Sud

Dynamique de propagation mondiale	De manière chaotique et chronique, avec des zones réservoirs du virus	De manière continentale ou par grandes aires régionales, en fonction de conditions météorologiques ou de caractéristiques biologiques de la population	De manière hétérogène, par <i>clusters</i> au sein des pays, en fonction des politiques et capacités sanitaires nationales
Coopération scientifique et médicale internationale	Limitée par des logiques de compétition	Structurée autour de nouvelles alliances	Forte

Microscénario A1. Pandémie chronique et zones réservoirs

À la fin de l'année 2020 mais surtout courant 2021, un certain nombre d'incertitudes scientifiques entourant le SARS-CoV-2 ont été relativement tranchées. Elles confirment plusieurs hypothèses pessimistes concernant le virus, notamment sa forte contagiosité et sa dangerosité. En effet, les taux de mortalité dépassent les premières prévisions (+ 3 % des personnes développant des symptômes). Par ailleurs, une part significative des individus malades non hospitalisés, y compris les asymptomatiques, semble développer des séquelles handicapantes persistant plus de six mois après la primo-infection. Certains scientifiques craignent même que le virus ait en réalité des propriétés de type HSV (virus de l'herpès), faisant du Covid-19 une potentielle nouvelle pathologie chronique.

De fait, au printemps 2021, 50 % à 70 % de la population mondiale a été touchée. Les situations sanitaires sont très hétérogènes en fonction des pays. Certains, comme la Corée du Sud, l'Allemagne, ou Singapour sont relativement épargnés grâce à leurs mesures de test et de contrôle social efficaces, mais aussi par l'adoption de restrictions des mobilités nationales, interrégionales et internationales fortes. Ces États continuent en effet à faire face à de nouveaux cas au moindre assouplissement de ces restrictions.

D'autres pays, en revanche, connaissent des rebonds épidémiques chaotiques et répétés. Plusieurs zones régionales (Amérique du Sud par exemple) sont mêmes devenues de véritables réservoirs du virus, en l'absence de politiques sanitaires systématiques, recontaminant alors régulièrement les autres pays.

Alors que les recherches se poursuivent, les traitements restent partiels pour des cas isolés. Quant à l'obtention d'un vaccin, elle apparaît compromise, d'autant que de sérieux doutes pèsent sur la possibilité de former une immunité individuelle.

Microscénario A2. Pays-forteresses en attendant le vaccin

Après la première grande vague épidémique de SARS-CoV-2 qui a balayé le monde, de l'Asie au continent américain en passant par l'Europe, de décembre 2019 à la fin de l'été 2020, l'épidémie revient de manière cyclique, se diffusant toujours par grandes aires régionales. Toutefois, plusieurs pays y sont maintenant mieux préparés, notamment grâce à la systématisation des tests et la mise en quarantaine des cas suspects. Dans ces pays, la vie sociale et économique s'est adaptée à la persistance du Covid-19, en l'absence d'immunisation à long terme de l'ensemble de la population.

La mortalité est relativement forte à l'échelle internationale, mais ce sont surtout les États les moins préventifs en matière sanitaire qui sont dévastés, et / ou où la population est âgée ou en mauvaise santé (les États-Unis, le Brésil notamment). La pandémie a aussi un fort impact sur les pays en voie de développement, mais surtout en raison de l'interruption des chaînes d'approvisionnement alimentaire et de l'aide internationale.

Courant 2021, en l'absence de traitement suffisamment efficace et dans l'attente d'un vaccin qui peine à être rendu accessible à moindre coût, les pays les plus résilients maintiennent la fermeture de leurs frontières aux pays les plus touchés pour éviter d'être contaminés à nouveau.

Microscénario A3. Pandémie sous contrôle

Malgré les fortes inquiétudes qui ont agité la communauté scientifique au premier semestre 2020 et les mesures drastiques prises par les gouvernements asiatiques, européens et américains pour contenir la pandémie, force est de constater, à la fin de l'été 2020, qu'elle est relativement sous contrôle dans l'hémisphère Nord, initialement le plus touché. Les enquêtes épidémiologiques démontrent, dès l'automne 2020, que le SARS-CoV-2 est moins dangereux qu'initialement anticipé. Au regard de la population totale touchée, en large majorité asymptomatique, le nombre de morts (moins de 1 % de la population mondiale *in fine*) et de cas graves (moins de 5 % de la population totale) est faible.

De fin 2020 à mi-2021, les recherches scientifiques européennes et internationales aboutissent rapidement à l'élaboration de plusieurs traitements. Une fois combinés, ces derniers permettent de limiter la contagiosité des individus infectés et la proportion des cas hospitalisés, soulageant les

services d'urgence. Le virus continue à réémerger sporadiquement par *clusters* très localisés, en fonction des pays et de leurs politiques sanitaires. Ceux où la combinaison des tests, de traitements et d'une adhésion de la population aux mesures de distanciation physique ont été synchronisées sont mieux protégés et préparés. Les pays en voie de développement mis en difficulté par la crise sanitaire combinée à d'autres enjeux de santé (Ebola), ou des problématiques d'approvisionnement alimentaire, obtiennent le soutien de la communauté internationale.

Le vaccin est progressivement mis à disposition à partir du printemps 2021, ou bien la saisonnalité, les mutations progressives et de moins en moins agressives du SARS-CoV-2, et/ ou une relative immunité (croisée ou de groupe) permettent d'éradiquer progressivement le virus de la population générale.

Variable « Contagiosité »

Incertitude scientifique

Définition

Est appelé « contagiosité » le degré de contagion d'une personne contaminée, c'est-à-dire le nombre moyen d'individus susceptibles de contracter le virus après avoir été au contact d'un malade (avec ou sans symptômes).

Éléments d'analyse

Mi-avril 2020, la période d'incubation est estimée de 1 à 14 jours mais certains cas d'infection indiquent qu'elle pourrait aller jusqu'à 27 jours. La durée symptomatique est d'en moyenne 10 jours avant guérison. On ne sait pas si une personne est contagieuse après rémission. Une personne contaminée par le Covid-19 pourrait donc être contagieuse au minimum pendant 15 jours, au maximum pendant un mois et demi environ. Cela élève le taux de réplication du virus à 5,4 en moyenne (et jusqu'à 8 individus contaminés par une personne infectée), en l'absence de mesures prophylactiques. Par ailleurs, 30 % à 60 % des cas sont asymptomatiques, ce qui suppose que le virus peut être véhiculé par la personne infectée, sans suspicion possible, pendant une à trois semaines environ. Enfin, le temps de survie du virus sur les surfaces apparaît extrêmement variable : *a minima* plusieurs heures, mais parfois jusqu'à plusieurs jours (sept à neuf jours) et il semble persister dans l'air, ce qui augmente sa contagiosité.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

La contagiosité est :

Hypothèse 1. Forte et durable

Chaque personne infectée contamine plus de trois personnes, sur plus de trois semaines.

Hypothèse 2. Assez forte

Deux à trois personnes, trois semaines ou moins.

Hypothèse 3. Moyenne

Moins de deux personnes, moins de trois semaines — attention, peu probable.

Wild card

L'identification des individus « super-propagateurs » permet de fortement réduire la contagiosité de la Covid-19.

Dans les cas d'infections virales, 20 % des cas seulement suffisent à contaminer en moyenne 80 % de la population, règle biologique apparemment vérifiée dans le cas du Covid-19. Les super-propagateurs se rendent souvent à de grands rassemblements, un des facteurs explicatifs de cette contagiosité explosive. Mais certains facteurs propres à l'hôte (profil génétique, état immunitaire, co-infection avec un autre virus) pourraient aussi expliquer ce phénomène. S'ils sont identifiés, ces facteurs permettraient d'isoler plus facilement les individus super-propagateurs et d'ainsi limiter le retour massif de l'épidémie.

Variable « Saisonnalité »

Incertitude scientifique

Définition

La saisonnalité définit le caractère saisonnier d'un phénomène, c'est-à-dire sa périodicité au rythme des variations de température et d'humidité.

Éléments d'analyse

MERS-CoV et SARS-CoV-1, deux autres coronavirus, ne sont pas considérés comme dépendants de la saison (température / humidité).

Mais le Covid-19 semblait, dans un premier temps, s'être étendu selon un schéma restreint en termes de latitude, de température et d'humidité (5 mars 2020). Une étude chinoise montre cependant qu'un des hauts lieux de transmission à Wuhan fut un centre de bains publics, où la température avoisine les 41 °C et l'humidité dépasse 60 % (mars 2020). Une étude brésilienne, enfin, conclut à la faiblesse des preuves confirmant la saisonnalité du Covid-19, d'autant que le continent sud-américain et le continent africain sont, en juin 2020, de plus en plus touchés par le virus. En Iran, l'épidémie semble repartir de plus belle, avec 3 000 nouveaux cas déclarés en 24 heures le 1^{er} juin 2020, alors qu'il fait jusqu'à 35-40 °C (humidité inférieure à 10 %).

L'incertitude reste encore importante à date de rédaction de ce document, même s'il semblerait que ce soit plutôt la densité de la population et son âge moyen qui soient, en réalité, les facteurs déterminants de la dissémination importante ou non du virus sur un territoire.

Hypothèses à l'horizon 2021

Hypothèse 1. Le virus SARS-CoV-2 n'est pas saisonnier

Hypothèse 2. Le virus SARS-CoV-2 est saisonnier

Il s'éteint à l'été 2020 dans l'hémisphère Nord et revient à l'automne. Modèle grippe.

Variable « Proportion de cas graves par rapport aux cas repérés »

Incertitude scientifique et statistique

Définition

Cette variable cherche à estimer la gravité réelle du Covid-19 en comparant le nombre de personnes atteintes par le virus avec le nombre de personnes infectées qui nécessitent une hospitalisation.

Éléments d'analyse

La gravité réelle du Covid-19 ne pourra être correctement évaluée qu'une fois la dynamique de propagation du virus, le pourcentage de la population contaminée au total et le pourcentage d'individus n'ayant pas eu accès aux soins intensifs (car saturés) alors qu'ils en avaient besoin, correctement évalués. Cette évaluation dépend, entre autres, de la capacité à tester, même *a posteriori*, la population générale. Il apparaît toutefois que cette proportion est fortement corrélée à l'âge moyen des populations concernées dans les différents pays, ainsi qu'à leur état de santé. L'INSERM et l'Institut Pasteur publient régulièrement à ce sujet.

Hypothèses à l'horizon 2021

Le *ratio* personnes en état grave / personnes contaminées est :

Hypothèse 1. Très fort (plus de 15 %)

(Sur la base d'une aggravation de la situation italienne début avril 2020)

Hypothèse 2. Fort (de 9 % à 11 %)

(Sur la base de la situation chinoise en janvier 2020)

Hypothèse 3. Modéré ou faible (moins de 5 %)

(Sur la base des modélisations pour la France établies en mai 2020 ; estimé à 2,6 %)

Variable « Mortalité par rapport aux cas repérés »

Incertitude scientifique et statistique

Définition

Cette variable cherche à estimer la gravité réelle du Covid-19 en comparant le nombre de personnes atteintes par le virus avec le nombre de personnes qui décèdent des suites de l'infection.

Éléments d'analyse

Le taux de mortalité du Covid-19 ne pourra être réellement établi qu'une fois les données sur le pourcentage de personnes touchées au total et les évaluations de surmortalité par période fixées. Il pourrait être par ailleurs fortement variable en fonction des pays, si certains facteurs d'aggravation du risque (âge, comorbidités) se confirmaient comme étant particulièrement décisifs. Ainsi les situations pourront être très différenciées selon les régions, avec l'Europe et l'Amérique du Nord, où la population est vieillissante, particulièrement dévastés, mais les pays émergents (population plus jeune) relativement épargnés.

Source en dynamique de la mortalité mondiale à suivre.

Hypothèses à l'horizon 2021

La mortalité est :

Hypothèse 1. Très forte (plus de 3 % des personnes développant des symptômes)

(Sur la base de l'estimation de l'OMS en mars 2020)

Hypothèse 2. Assez forte (plus de 2 % des personnes développant des symptômes)

Hypothèse 3. Moyenne (moins de 1 % de la population totale contaminée dans le monde *in fine*)

(Sur la base des estimations pour la France en mai 2020)

Wild card

Des **mutations** successives du virus le rendent de plus en plus mortel, y compris pour les plus jeunes.

Variable « Effets à long terme du Covid-19 »

Incertitude scientifique

Définition

Cette variable a pour ambition de prendre en compte les potentielles conséquences à long terme de l'infection au Covid-19, y compris chez les personnes ayant développé peu ou pas de symptômes.

Éléments d'analyse

Le Covid-19 pourrait causer d'importantes séquelles plusieurs mois après la primo-infection (fatigue chronique, douleurs articulaires, gêne respiratoire), y compris chez les individus n'ayant pas nécessité d'hospitalisation. Cette variable est toutefois soumise à une forte incertitude scientifique puisque le corps médical ne dispose, à date de rédaction de ce document, que de données partielles et à court terme sur les conséquences du Covid-19 sur l'organisme. Par ailleurs, il est certain que de longs séjours en réanimation avec respirateur artificiel nécessitent des périodes longues de rééducation et convalescence, et entraînent des séquelles notamment chez les patients âgés.

Hypothèses à l'horizon 2021

Hypothèse 1. Les séquelles du Covid-19 sont importantes et handicapantes, chez une part significative des malades, y compris ceux n'ayant eu peu ou pas de symptômes en primo-infection.

Hypothèse 2. Les séquelles sont modérées et progressivement résorbées, sauf pour les personnes ayant été hospitalisées et mises sous respirateur artificiel.

Wild card

Le coronavirus a des propriétés de type VIH / HSV, c'est-à-dire qu'une fois contracté il est **chronique**, avec des **poussées récidivantes**.

Variable « Immunisation naturelle après contact avec le virus »

Incertitude scientifique

Définition

Est appelée immunisation naturelle la propriété d'un organisme à développer spontanément des anticorps suite à son contact avec un agent pathogène, lui permettant de résister à son action en cas de nouvelle exposition. L'appréciation de l'immunité individuelle permet de tirer, par extension, des hypothèses sur une possible immunité de groupe, c'est-à-dire l'immunisation d'une partie suffisamment importante de la population exposée au virus pour stopper l'épidémie.

Éléments d'analyse

L'adaptation naturelle du système immunitaire humain au SARS-CoV-2 ne pourra être évaluée qu'après plusieurs mois d'études épidémiologiques sur des populations infectées reprenant une vie normale à quasi-normale (sans mesures de confinement). Toutefois, quelques études préliminaires soulignent le risque qu'il n'y ait pas d'immunité collective, même si un pourcentage suffisant de la population était infecté. En l'absence d'immunisation naturelle, la possibilité de développer un vaccin serait fortement compromise.

Par ailleurs, suite aux constatations de propagation du virus non généralisée dans des endroits confinés et clos (comme le porte-avions Charles de Gaulle, avec 70 % de contaminés après test de l'ensemble des marins, paquebots de croisière...), de plus en plus d'études évoquent l'hypothèse d'une immunité croisée pour le virus. Certaines personnes seraient en partie protégées contre le SARS-CoV-2 par des défenses acquises en combattant d'autres infections. Si elle se vérifiait, cette hypothèse serait susceptible d'accroître fortement le taux de population immunisée.

Hypothèses à l'horizon 2021

L'immunité est :

Hypothèse 1. Faible ou inexistante

Hypothèse 2. Temporaire (saisonnière, protectrice mais non stérilisante et sans effet sur les mutations)

Type virus de la grippe.

Hypothèse 3. Définitive chez certains sujets, qui bénéficieraient par exemple, d'une immunité croisée (après avoir été en contact d'autres coronavirus) ou sous l'influence d'autres facteurs protecteurs encore non identifiés.

Type immunité au virus H1N1.

Variable « Disponibilité des traitements »

Définition

Le développement de traitements efficaces contre le SARS-CoV-2 pourrait permettre de réduire la période de contagiosité d'un individu contaminé, et de réduire la proportion de cas graves, et donc le taux de mortalité.

Éléments d'analyse

Après plusieurs tâtonnements, certaines pistes de traitement pour les cas très graves se dessinent. Toutefois, il apparaît que les patients réagissent de manière hétérogène au virus et aux médicaments qui leur sont administrés, ce qui obligerait à fortement personnaliser les soins et ralentirait la mise à disposition d'un traitement pour tous à l'échelle mondiale.

Quoi qu'il en soit, les essais se multiplient dans tous les pays et les efforts de la communauté scientifique sont tendus vers la confection de la solution la plus efficace possible.

L'INSERM et l'Institut Pasteur publient régulièrement à ce sujet.

Hypothèses à l'horizon 2021

Les traitements sont :

Hypothèse 1. Peu efficaces

Seuls quelques cas peuvent être traités.

Hypothèse 2. Partiels et seulement pour les pays développés

Progressivement disponibles pour tous les cas graves européens et américains à l'été 2020.

Hypothèse 3. Efficaces et disponibles à partir de l'automne 2020

Et du printemps 2021 pour les pays en voie de développement.

Wild card

Un **traitement miracle** à l'été 2020 qui serait développé grâce aux foisonnements d'initiatives et à l'effervescence des laboratoires de recherche.

Variable « Disponibilité des tests PCR et sérologiques »

Définition

La disponibilité de tests (PCR et sérologiques) efficaces pour identifier rapidement les individus contaminés par le SARS-CoV-2 pourrait permettre de réduire le taux de réplication du virus, et de limiter les mesures de confinement (ou de distanciation physique).

Éléments d'analyse

La capacité à tester est cruciale puisque l'on estime que (pour l'épidémie en Chine) 86 % des infections non documentées sont responsables de 79 % des cas documentés. Selon l'INSERM, pour que le dépistage soit efficace, il faudrait idéalement pouvoir isoler 75 % des personnes contaminées. Or, à date de rédaction de ce document, la capacité à tester efficacement est limitée pour deux raisons : 1) la capacité à produire massivement les unités de test nécessaires et à les traiter en laboratoire est difficile à mettre en œuvre rapidement (latence de production industrielle, pénurie de réactifs essentiels, etc.) ; en France, les annonces gouvernementales du 28 avril 2020 selon lesquelles le pays serait prêt à tester 700 000 personnes par semaine à partir du 11 mai interrogent donc fortement ; 2) les tests ne sont pas fiables à 100 %, et notamment les tests PCR qui produisent de nombreux faux négatifs.

Hypothèses à l'horizon 2021

Les tests sont :

Hypothèse 1. Sélectifs jusqu'à la fin de l'épidémie

Faible capacité à en produire ou à les administrer suffisamment pour couvrir l'ensemble de la population touchée.

Hypothèse 2. Généralisés en Europe et en Amérique du Nord à l'automne 2020

Hypothèse 3. Généralisés dans les hémisphères nord et sud à partir de janvier 2021

Variable « Disponibilité de vaccin(s) »

Définition

La possibilité et la date de disponibilité à grande échelle d'un vaccin est une variable déterminante dans l'évolution de la crise sanitaire mondiale puisqu'un vaccin pourrait durablement enrayer la propagation du virus.

Éléments d'analyse

Au vu des caractéristiques du virus, il apparaît possible de développer un vaccin. Mais il reste difficile d'évaluer son efficacité réelle (par analogie, le vaccin existant pour Ebola n'aurait un taux d'efficacité que de 63%). Les laboratoires et industries s'engagent pleinement dans la recherche. Si les efforts sont soutenus, il est envisageable d'obtenir un vaccin produit massivement pour le printemps 2021. Cependant, cette hypothèse reste soumise aux incertitudes liées à la capacité de progression scientifique et de production à grande échelle, dans un climat économique de plus en plus dégradé. Quoi qu'il en soit, le Leem estime qu'il faudra, au mieux, 18 à 24 mois pour obtenir un vaccin.

Hypothèses à l'horizon 2021

Le vaccin est :

Hypothèse 1. Indisponible ou inefficace

Les mutations du virus ou l'absence d'immunité naturelle empêchent la production d'un vaccin fonctionnel.

Hypothèse 2. Disponible rapidement mais de manière sélective

Seules les populations les plus aisées y ont accès, à l'hiver 2020.

Hypothèse 3. Généralisé au printemps 2021 dans l'hémisphère Nord, et à l'été 2021 dans l'hémisphère Sud

Variable « Dynamique de propagation mondiale »

Définition

Est qualifiée ainsi la propagation du virus par pays et, de ce fait, la persistance ou non de l'épidémie en fonction des régions.

Éléments d'analyse

La dynamique de propagation mondiale dépend fortement : 1) des caractéristiques intrinsèques du virus (notamment s'il atteint plus facilement des populations vieillissantes ou s'il est saisonnier) ; et 2) des mesures prophylactiques mises en œuvre par les pays. Ainsi, quand certains ont mis en place un confinement très strict (Chine, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne), d'autres ont, sur le même continent, préféré laisser toute liberté à leur population (Suède). Ces variations de stratégie sanitaire pourront avoir de forts impacts sur les *clusters* à venir de l'épidémie, ainsi que sur les interactions entre pays (et notamment ouverture / fermeture des frontières).

Hypothèses à l'horizon 2021

Le virus continue de se propager :

Hypothèse 1. De manière chaotique et chronique, avec des zones réservoirs du virus

Tous les pays sans exception connaissent des rebonds épidémiques chroniques jusqu'à l'obtention d'un vaccin ou de traitements suffisamment efficaces (horizon fin 2021). Certaines aires deviennent des zones réservoirs où le virus persiste sans être éradiqué et d'où la pandémie repart à plusieurs reprises.

Hypothèse 2. De manière continentale ou par grandes aires régionales, en fonction de conditions météorologiques ou de caractéristiques biologiques de la population

Le virus circule de manière périodique et cyclique par continent, depuis l'Asie jusqu'à l'Amérique du Sud, en passant par l'Europe.

Hypothèse 3. De manière hétérogène, par *clusters* au sein des pays, en fonction des politiques et capacités sanitaires nationales

La Chine, la Corée du Sud, Singapour finissent de stabiliser leur situation sanitaire début juin 2020 et de manière durable. L'Europe, les États-Unis en revanche connaissent des retours de l'épidémie par pays en fonction des politiques sanitaires nationales. Certains pays en voie de développement ne se stabilisent pas, en l'absence de mesures sanitaires efficaces.

Variable « Coopération scientifique et médicale internationale »

Définition

Cette variable évalue la capacité de la communauté scientifique à coordonner ses efforts de recherche et de mise en commun de matériel de soins.

Éléments d'analyse

Face à une menace transfrontalière et indiscriminée, la coordination internationale dans le domaine scientifique et médical est une variable décisive. C'est elle qui déterminera la capacité collective à freiner, voire stopper, la pandémie. Si de nombreuses équipes de recherche ont effectivement l'habitude de travailler ensemble et si l'on a pu observer de nombreuses initiatives d'aide entre pays par mise à disposition de matériel ou de soignants, par exemple, il apparaît aussi que les logiques de compétitivité se maintiennent fortement entre États. Ceci pourrait empêcher de structurer une réponse homogène globalisée au risque du Covid-19.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

La coordination scientifique et médicale internationale est :

Hypothèse 1. Limitée par des logiques de compétition

L'accès au vaccin ou au matériel de soin est devenu un tel enjeu politique que les logiques de compétitivité priment sur la solidarité.

Hypothèse 2. Structurée autour de nouvelles alliances

Alors que certains pays avaient l'habitude de travailler ensemble dans le domaine scientifique, de nouvelles alliances se forment (Chine / Europe) par exemple.

Hypothèse 3. Forte

Notamment sur la recherche et l'accès aux traitements et aux vaccins.

Situation mondiale				
Sous-système B. Grands équilibres mondiaux				
Microscénarios	Microscénario B1. Vers une guerre froide Chine / États-Unis	Microscénario B2. Renouveau du multilatéralisme	Microscénario B3. Vers un monde multipolaire et régionalisé	Microscénario B4. Crise mondiale et replis nationaux
Variables	Hypothèses			
États-Unis	Crise majeure et belligérances	Virage marqué et contrat sociopolitique renouvelé	Consolidation économique intérieure mais repli national	Grande Dépression et vellétés de sécession
Chine	Fuite en avant	Priorités intérieures et profil bas	La Chine en embuscade	Dégradation économique et affaiblissement du régime
Multilatéralisme et rôle des institutions internationales	Mise en défaut des espaces internationaux de négociation multilatérale	Nouveau système international fondé sur l'anticipation et la gestion des crises	Nouvelle puissance des clubs d'États	Mise en défaut des espaces internationaux de négociation multilatérale
Marchés financiers et régulation économique internationale	Marasme progressif ou de plus en plus marqué	Le sursaut vert	<i>In extremis</i>	Marasme progressif ou de plus en plus marqué
Marchés et échanges de ressources stratégiques	Marchés interrompus, chaînes brisées	Marchés stabilisés, chaînes maintenues	Marchés fragmentés, protectionnisme et concurrence sauvage	Marchés interrompus, chaînes brisées
Crises et conflits à grande portée sécuritaire	Aggravation des tensions Chine / États-Unis et affirmation des puissances régionales (Turquie, Russie, Israël...)	Tensions larvées sans conflit majeur, attentisme général	Impuissance des institutions internationales et régionalisation de la sécurité	Aggravation des tensions Chine / États-Unis et affirmation des puissances régionales (Turquie, Russie, Israël...)

Microscénario B1. Vers une guerre froide Chine / États-Unis

L'arrêt prolongé de l'économie mondiale entraîne une récession économique profonde. Les institutions de Bretton Woods sont prises en défaut. Elles n'ont pas les capacités d'intervention suffisantes pour soutenir les économies les plus défaillantes.

Fragilisés par la crise, les États-Unis entrent dans une période de grande dépression. La Chine de son côté, bien qu'atteinte durablement par la crise, s'appuie sur ses réserves monétaires pour mieux résister que son concurrent américain. Les deux pays s'engagent alors dans une guerre d'influence à l'échelle internationale. Les États-Unis adoptent une politique extérieure agressive à l'encontre de certains pays pour préserver leurs intérêts (pays du Golfe, Amérique latine), avec des interventions directes possibles (de type militaire grâce aux drones et cyberattaques, ou via des mesures économiques et financières). La Chine, elle, s'appuie sur des positionnements stratégiques (intelligence artificielle) et des alliances clefs (nouvelles routes de la soie, alliance avec la Russie) pour étendre son influence. Face à cet expansionnisme chinois, les États-Unis et leurs alliés tentent de réagir en imposant des sanctions financières et économiques à l'encontre de la Chine.

Les organisations internationales, affaiblies par la crise, ne parviennent pas à apaiser les tensions sino-américaines, qui freinent la reprise de l'activité économique mondiale. La guerre d'influence se dégrade alors en conflit larvé entre les deux puissances.

Microscénario B2. Renouveau du multilatéralisme

Les efforts conjoints de la communauté internationale, des institutions financières (FMI, Banque mondiale) et des États dans la coordination des politiques de soutien mises en œuvre permet de limiter l'impact de la crise sanitaire et économique. Le système financier international survit à la crise et les économies les plus fragiles résistent à la récession. Les chaînes d'approvisionnement internationales se maintiennent tant bien que mal et la décision concertée des pays de l'OPEP+ d'accompagner graduellement la reprise économique prévient la faillite des pays producteurs les plus en difficulté (Nigeria, Algérie, Iran, Venezuela entre autres). Les entreprises internationales (industrie, numérique, industries agroalimentaires, etc.) et leurs partenaires contribuent fortement, par leurs actions et relais d'influence, à la reconstitution des chaînes de valeur globales.

Devant l'ampleur de la crise sanitaire aux États-Unis, la contestation sociale s'intensifie et Donald Trump n'est pas réélu en novembre 2020. La Chine, de son côté, a jugulé durablement l'épidémie et se concentre sur son marché intérieur et la relance de la consommation. Les tensions entre les États-Unis et la Chine se maintiennent à leur niveau d'avant crise, alimentées par les politiques de pression sur les ressources stratégiques (pétrole, métaux rares) mises en place par les deux pays et les accusations répétées des États-Unis sur la responsabilité de la Chine dans la propagation du virus.

Face à la forte probabilité de crises sanitaire, environnementale et économique, majeures et à dimension mondiale, la communauté internationale s'accorde sur la nécessité de repenser les modalités d'anticipation, de prévention et de gestion de crise. Cette initiative rassemble la quasi-totalité des pays.

Microscénario B3. Vers un monde multipolaire et régionalisé

Les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ont été sous-estimées par la communauté internationale et les institutions financières. La fermeture des frontières et la multiplication de mesures protectionnistes fragilisent les échanges commerciaux de matières premières et créent des tensions sur les ressources vitales. L'incapacité des institutions internationales (de Bretton Woods et de l'ONU) à stimuler les échanges mondiaux fragilise encore davantage les pays les plus dépendants aux importations, qui connaissent des crises sociales et humanitaires majeures. Cette situation suscite de fortes tensions géopolitiques et favorise les alliances bilatérales, polarisées par la Chine et les États-Unis.

Les États-Unis, fortement touchés par la crise, opèrent un repli protectionniste afin de relancer l'activité économique et de lutter contre le chômage. Cet accent mis sur la politique intérieure entraîne

mécaniquement un désengagement extérieur, principalement au Moyen-Orient et en Amérique latine. L'impuissance des organes de l'ONU et le vide laissé par les États-Unis sur la scène internationale autorisent une recomposition des influences et des jeux d'alliance régionale (l'UE s'oriente vers l'Europe de l'Est, les États-Unis se tournent vers le Mexique, la Chine se concentre sur l'Asie du Sud-Est). La Chine, affaiblie par la crise, suspend provisoirement ses ambitions internationales. Elle se concentre alors sur sa zone d'influence, en intensifiant les partenariats commerciaux régionaux dans le cadre des nouvelles routes de la soie. Elle met fin aux vellétés d'indépendance de Hong Kong, accentue la pression sur Taiwan et appuie sa domination en mer de Chine méridionale. D'autres pays aux ambitions assumées (Russie, Turquie, Israël), profitant de l'impuissance de la communauté internationale et de la déstabilisation et de la division de certains acteurs (États-Unis, UE), affirment leurs ambitions territoriales (Caucase, Syrie, Liban).

L'évolution de l'épidémie de Covid-19 en pandémie souligne le degré élevé d'interdépendance des États et la nécessité de bénéficier d'instruments de coopération internationale performants. Néanmoins, l'impuissance et le déclin des organisations internationales rendent peu crédibles les aspirations à des organisations multilatérales puissantes à l'échelle mondiale. On observe alors le développement des organisations régionales existantes (Organisation de coopération de Shanghai [OCS], UE, Chine-ASEAN) qui s'investissent au-delà du champ économique qui était souvent le leur avant-crise. Des accords de coopération dans les domaines de la santé, de la recherche médicale, des énergies, sont ainsi conclus au sein d'alliances régionales (Asie du Sud-Est, UE).

Microscénario B4. Crise mondiale et replis nationaux

La crise économique, malgré les plans de soutien mis en œuvre par les États et les institutions financières, est systémique. Elle affecte l'ensemble des secteurs d'activités et paralyse les chaînes d'approvisionnement internationales. L'effondrement des cours du pétrole gèle le commerce mondial et la chute des recettes pétrolières condamne les pays rentiers fortement dépendant des exportations (Irak, Algérie, Iran, Nigeria et Venezuela notamment). Les organisations internationales ont des difficultés à rétablir et stimuler les échanges mondiaux, et la récession s'installe durablement, suscitant chez les populations le recours à l'économie de subsistance et contraignant les États à instaurer des mesures de rationnement, des priorités nationales.

La réduction prolongée des échanges commerciaux agricoles entraîne des conséquences dramatiques pour les populations des pays qui dépendent fortement des importations (au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine notamment). Les pressions migratoires, dans un contexte de tensions fortes entre États et de fermeture des frontières, se développent dans certaines régions (UE, certains pays africains). Les conditions de vie au sein des camps de réfugiés se dégradent et les violences entre migrants et nationaux augmentent. Ces situations peuvent dégénérer par endroits en crise humanitaire. Ce climat social instable favorise l'enracinement de structures mafieuses et d'organisations criminelles, qui prennent parfois le relais d'États démunis et défaillants (Sahel, États européens en difficulté, notamment la Grèce et l'Italie, Amérique centrale et latine). La gestion de la crise sociale et de ses multiples composantes (alimentaire, migratoire, humanitaire) s'impose comme la priorité des gouvernements, qui remettent à plus tard la gestion des crises sanitaire et environnementale.

L'économie américaine est sous tension et la sécurité intérieure menacée par des mouvements de protestation. À la récession économique s'ajoute une crise sociale durable. Cette crise renforce l'isolationnisme américain et les États-Unis se désengagent progressivement des accords et traités internationaux, retirent leurs troupes de zones clefs, et annulent leur participation budgétaire à plusieurs dispositifs d'aide internationale et humanitaire. La Chine, confrontée à des faillites dans les secteurs bancaire, industriel et agricole, est affaiblie par la crise économique et perd de son influence à l'échelle internationale. Profitant de l'espace vacant laissé par les organisations internationales et les États-Unis, les organisations djihadistes prospèrent et imposent leur autorité sur plusieurs territoires échappant au contrôle de l'État central (Sahel, Liban, Syrie). Face à cette situation dégradée et aux risques qu'elle implique pour leur sécurité, la plupart des États renforcent leurs politiques de défense et de sécurité propres, sans chercher à nouer des partenariats complexes, fragiles et consommateurs de temps et de moyens.

Variable « États-Unis »

Définition

Cette variable examine les conséquences économiques et politiques possibles de la crise du Covid-19 aux États-Unis. Elle envisage les réponses apportées par les autorités américaines et la situation des États-Unis sur le plan international.

Éléments d'analyse

La gestion à retardement de la crise sanitaire aux États-Unis, et ses conséquences sur l'économie et la situation de l'emploi fragilisent le président Trump. Combinées à des mouvements de lutte contre le racisme et les violences policières, elles sont à l'origine de tensions sociales fortes. Des émeutes ont ainsi éclaté dans plusieurs villes du pays depuis le 25 mai 2020 après le décès d'un homme noir lors d'un contrôle de police. Elles ont occasionné des scènes de pillage et d'affrontements avec les forces de l'ordre, ainsi que la mise en place de couvre-feu dans plusieurs grandes villes du pays. Le président Trump envisage de décréter l'état d'insurrection et de mobiliser l'armée pour lutter contre les fauteurs de troubles. Plusieurs figures d'autorité militaire et religieuse ont élevé leur voix contre cette stratégie, témoignant des divergences fortes au sein du pays.

S'agissant de la situation de l'emploi, la mise en œuvre d'un plan de soutien inédit aux ménages (qui dépasse 3 000 milliards de dollars US) doit permettre de limiter l'impact des destructions d'emplois (taux de chômage de 14,7 % début mai) et de préserver le pouvoir d'achat des ménages. La reprise rapide de la consommation intérieure permettrait d'éviter une récession durable. En outre, la Fed prévoit un programme de prêt aux entreprises de taille intermédiaire afin de relancer la croissance économique en freinant les licenciements.

Des capacités du pays à relancer l'activité économique dépend le positionnement des États-Unis sur le plan international, entre repli protectionniste et stratégie d'influence (Amérique latine et Moyen-Orient). Par ailleurs, l'évolution de ses relations avec la Chine, de plus en plus tendues à mesure que les deux puissances se sont mutuellement accusées d'être à l'origine de la pandémie, devrait avoir un impact majeur sur l'évolution du commerce international et des équilibres géopolitiques mondiaux.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Crise majeure et belligérences

La situation sanitaire américaine ne permet pas une reprise rapide de l'activité économique. Les plans d'aide mis en œuvre par le gouvernement et la Fed bénéficient avant tout aux entreprises et en dernier lieu aux ménages les plus atteints par la crise. L'accroissement massif des inégalités et la situation de la population afro-américaine, déjà fortement discriminée et plus touchée par le Covid-19, génèrent des mouvements de protestation toujours plus violents qui menacent la sécurité intérieure dès le printemps et tout l'été 2020. L'économie américaine est fragilisée par les restrictions aux exportations sur les biens alimentaires décidées par plusieurs pays, qui anticipent de possibles pénuries en conséquence du repli du commerce international connu lors du confinement de plus de la moitié de la planète au printemps 2020 (Russie, Viêt-nam, etc.). Une politique protectionniste est alors mise en œuvre pour lutter contre le chômage, via la mise en place de taxes et d'imposition spécifique sur les sociétés étrangères. Cette initiative s'accompagne d'une politique extérieure agressive à l'encontre de certains pays pour préserver les intérêts américains, avec des interventions militaires possibles (Iran, Venezuela, etc.). Elle se caractérise par l'intensification de la guerre commerciale (hausse des droits de douane) avec la Chine (désengagement économique des entreprises américaines du marché chinois) comme avec les alliés historiques (UE notamment). Cette situation aboutit à l'escalade des conflits par pays interposés en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique du Sud entre les deux puissances.

Hypothèse 2. Virage marqué et contrat sociopolitique renouvelé

Les tensions nationales s'apaisent (sociales, économiques et politiques) grâce à une politique de relance économique volontariste facilitée par la victoire démocrate aux élections présidentielles de

novembre 2020. Le président élu concentre son action sur la réduction des inégalités en créant des mécanismes de soutien aux ménages les plus en difficulté, ce qui contribue à accroître fortement l'endettement public du pays. L'efficacité de cette politique favorise un tournant dans la politique étrangère américaine. L'alliance avec l'Europe est renforcée grâce notamment à la suppression des restrictions aux exportations, et les relations avec la Chine s'améliorent, en raison de l'ouverture de nouvelles négociations commerciales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Hypothèse 3. Consolidation économique intérieure mais repli national

Les États-Unis se concentrent sur la relance de l'activité économique, paralysée par la crise du Covid-19 et le confinement, en donnant priorité à la lutte contre le chômage (41 millions de chômeurs au total entre mi-mars et mi-mai). Cet accent mis sur la politique intérieure entraîne mécaniquement un désengagement extérieur, caractérisé par le retrait des troupes américaines déployées dans certaines régions (Moyen-Orient, Amérique latine) et la démission de grandes institutions internationales (OMS, OTAN). Les relations avec la Chine se détériorent après que des restrictions commerciales supplémentaires sont décidées par l'administration américaine.

Hypothèse 4. Grande Dépression et velléités de sécession

La crise entraîne une récession économique majeure. Devant l'ampleur de la contestation sociale, le pouvoir central est fragilisé : pillages, violences, radicalisation de l'opinion publique, rejet de l'immigration... Cette crise sociale renforce l'isolationnisme américain et les États-Unis se désengagent progressivement des accords et traités internationaux, retirent leurs troupes de zones clés, et annulent leur participation budgétaire à plusieurs dispositifs d'aide internationale et humanitaire. Les élections présidentielles de novembre 2020 sont remises en cause par les violences qui secouent le pays. Les États-Unis délaissant la scène internationale, la Chine tente alors d'intensifier sa politique d'influence internationale. La gestion différenciée de la crise selon les États favorise la quasi-sécession de certains d'entre eux (notamment la Californie).

Variable « Chine »

Définition

Cette variable examine les impacts économiques et sociaux de la crise du Covid-19 sur l'économie chinoise et la manière dont ils sont susceptibles d'affecter la politique extérieure chinoise, caractérisée depuis plusieurs années par une volonté affirmée d'influence internationale (nouvelles routes de la soie, OCS, rivalité avec les États-Unis).

Éléments d'analyse

La Chine a expérimenté depuis plusieurs années un système de crédit social fondé sur la notation et l'évaluation du comportement des individus. Grâce à l'exploitation massive des données personnelles et à l'utilisation croissante de la vidéosurveillance (reconnaissance faciale), le gouvernement chinois est en mesure de surveiller sa population. Les applications de *tracking* ont d'ailleurs été massivement utilisées pour lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 en Chine. Et certaines municipalités ont eu recours au système de crédit social pour sanctionner les citoyens contrevenant aux règles sanitaires édictées par le gouvernement.

Grâce à des mesures drastiques et fortement contraignantes, la situation sanitaire en Chine apparaît stabilisée depuis le mois de mars, et maîtrisée à la fin du mois de mai 2020 (aucun nouveau cas détecté au 28 mai). De fait, le gouvernement chinois se concentre sur la reprise de l'activité économique, qui atteint, fin mai, 87,4 % de ses capacités normales grâce à un plan de soutien aux entreprises qui avoisine 500 milliards de dollars US. Les ambitions de la Chine sont avant tout de stabiliser le chômage, qui concerne 70 millions de personnes (taux de 20,5 %), en créant notamment neuf millions d'emplois urbains. Aucun objectif de croissance du PIB n'a été diffusé par les autorités chinoises.

La crise du Covid-19 peut opérer un basculement dans la stratégie d'influence mondiale chinoise (via l'intelligence artificielle et les nouvelles routes de la soie). L'évolution des relations sino-américaines et le positionnement agressif, défensif ou diplomate des deux grandes puissances auront très certainement un impact majeur sur le rôle géopolitique de la Chine dans les années à venir.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Fuite en avant

Malgré les accusations répétées des Américains et de leurs alliés sur son rôle dans la diffusion du virus du Covid-19, la Chine maintient son influence sur la scène internationale. Elle renforce prioritairement cette influence à l'échelle régionale, via des partenariats de coopération renforcée (OCS) et l'intensification des nouvelles routes de la soie en Asie du Sud-Est. Elle assoit également sa position de puissance régionale en mettant fin aux velléités d'indépendance de Hong Kong, en accentuant la pression sur Taiwan et en appuyant sa domination en mer de Chine méridionale. En conséquence, les relations sino-américaines se dégradent durablement et dégénèrent en conflit larvé durable.

Hypothèse 2. Priorités intérieures et profil bas

Subissant les critiques de la communauté internationale sur son rôle dans la diffusion du virus du Covid-19, la Chine se concentre sur son marché intérieur. Grâce à des politiques de relance nationale, elle réduit sa dépendance aux importations, notamment dans le domaine agricole. Enfin, elle privilégie l'intégration régionale en s'appuyant sur quelques partenariats clefs et délaisse temporairement son influence sur le plan international.

Hypothèse 3. La Chine en embuscade

La situation nationale se stabilise progressivement, notamment grâce à la capacité du pays à profiter de la baisse des cours du pétrole pour inonder le marché de produits bon marché. À l'échelle internationale, la Chine préfère reprendre ses politiques d'action habituelles : profil bas, rachat d'entreprises en faillite en Europe et en Afrique, et alliances sans coup d'éclat pour se positionner stratégiquement sur les marchés et développer discrètement son influence mondiale

(nouvelles routes de la soie, alliance avec la Russie, développement de l'intelligence artificielle et réseaux 5G).

Hypothèse 4. Dégradation économique et affaiblissement du régime

La Chine subit les conséquences économiques d'une deuxième vague de l'épidémie de Covid-19, entraînant une hausse du chômage et un nouvel arrêt du commerce international. Des faillites affectent les secteurs bancaire, industriel et agricole. En conséquence, la situation sociale se dégrade fortement et les mouvements de protestation sont réprimés. L'affaiblissement intérieur du régime signifie une perte d'influence à l'échelle internationale.

Variable « Multilatéralisme et rôle des institutions internationales »

Définition

Cette variable analyse les conséquences de la crise du Covid-19 sur le devenir du multilatéralisme et renseigne sur le degré de défiance de certains États vis-à-vis des institutions internationales.

Éléments d'analyse

La crise du Covid-19 peut transformer durablement le rôle et l'importance de certaines institutions internationales, notamment leur capacité à contraindre l'action des États. En témoigne le retrait des États-Unis de l'OMS le 29 mai, en raison de la dépendance supposée de l'institution envers la Chine.

On peut distinguer plusieurs types d'organisations internationales et différents modes de coopération multilatérale, qui sont inégalement affectés par les conséquences de la crise du Covid-19 :

- les institutions internationales économiques et financières comme le FMI ou la Banque mondiale ;
- les institutions de l'ONU, en déclin (FAO, OMS, UNESCO...) ;
- les accords internationaux comme l'accord de Paris ;
- les groupements d'États comme le G7 ou le G20.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Mise en défaut des espaces internationaux de négociation multilatérale

Les institutions internationales à visée économique (FMI, Banque mondiale) ont des difficultés à stimuler la coopération internationale et favoriser la reprise économique face à l'ampleur de la crise, à ses conséquences sociales (chômage, inflation) et au repli protectionniste de certains pays. En outre, certaines institutions de l'ONU déjà en déclin voient des puissances de premier plan se retirer de leur organisation, notamment les États-Unis, prenant prétexte des accusations pointant leur responsabilité supposée dans la crise du Covid-19 (OMS). Cet affaiblissement des institutions internationales fragilise aussi les accords internationaux, notamment l'accord de Paris sur le climat.

Hypothèse 2. Nouveau système international fondé sur l'anticipation et la gestion des crises

Frappés par l'ampleur des conséquences sanitaires, économiques et sociales de la crise du Covid-19 et devant le constat de l'inefficacité des organisations internationales à anticiper ce genre de crise, les États s'accordent sur la nécessité de repenser en profondeur le système international. La crise du Covid-19 a en outre révélé les liens étroits qui réunissent santé humaine et santé environnementale. Cette réforme vise alors à concentrer l'action des institutions internationales sur l'anticipation, la prévention et la gestion des crises environnementales. Cette initiative réunit autant l'UE que les pays en développement confrontés au changement climatique et les pays asiatiques frappés par les épidémies précédentes de Covid (dont la Chine), voire les États-Unis.

Hypothèse 3. Nouvelle puissance des clubs d'États

Face à l'ampleur de la récession plusieurs pays opèrent un repli protectionniste malgré les critiques de certaines institutions internationales (FMI, OMC), fragilisant de fait les conditions d'une reprise économique mondiale rapide. Ce mouvement de défiance vis-à-vis des institutions internationales multilatérales s'explique par la primauté des questions de souveraineté pour certaines grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie, Brésil). Les clubs d'États (sortes de partenariats de coopération renforcée entre plusieurs pays) prennent une importance croissante dans la gestion des affaires internationales. La volonté du président Donald Trump d'élargir le G7 à la Russie, la Corée du Sud, l'Australie et l'Inde en est un signe précurseur. Les organisations de l'ONU, impuissantes à fédérer la communauté internationale, laissent de fait les questions de sécurité se régler à l'échelle régionale. Certaines puissances peuvent alors affirmer leur ambition régionale (la Russie dans le Caucase, la Turquie en Syrie, Israël au Liban). Le devenir des accords internationaux contraignants s'annonce difficile (accord de Paris, traités sur les armes nucléaires à portée intermédiaire (INF) et « Ciel ouvert »).

Variable « Marchés financiers et régulation économique internationale »

Définition

Cette variable examine l'impact de la crise du Covid-19 sur l'économie mondiale et la capacité des institutions financières internationales (OMC, Banque mondiale, banques centrales) à coordonner leurs plans d'aide pour favoriser la reprise des échanges mondiaux.

Éléments d'analyse

La crise du Covid-19 devrait entraîner une contraction de l'économie mondiale de l'ordre de 4 % à 6 % pour 2020 (4,8 % selon Oxford Economics). Afin de limiter l'impact de la récession, les banques centrales ont mis en œuvre des plans de soutien d'ampleur inédite (3 000 milliards de dollars US aux États-Unis, 2 000 milliards d'euros dans l'UE) et les institutions financières ont constitué des fonds destinés aux pays les plus fragiles (160 milliards de dollars US de la Banque mondiale, 100 milliards de dollars US du FMI).

La capacité des institutions financières internationales et la volonté politique des États d'accompagner la reprise de l'activité économique dépend de la durée et de l'ampleur de la crise économique et financière, mais aussi de l'évolution des relations de confiance et d'échanges entre grandes puissances clefs.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Marasme progressif ou de plus en plus marqué

La consommation mondiale chute durablement tout au long de la fin de l'année 2020. La chute des cours du pétrole contamine le dollar US au premier semestre 2021. La crise économique s'installe et les faillites se succèdent, y compris pour certaines grandes multinationales. Au deuxième semestre 2021, les actifs financiers chutent et la faillite de plusieurs institutions financières (notamment celles accolées au pétrole et au gaz) aggrave la crise, qui est durable.

Hypothèse 2. Le sursaut vert

La crise du Covid-19 suscite un appel d'air en faveur de la transition écologique. Institutions internationales, banques centrales et certaines entreprises multinationales mettent en œuvre une relance volontariste et orchestrée, axée sur l'écologie et les énergies renouvelables.

Hypothèse 3. *In extremis*

La reprise de l'économie dans les pays développés est financée par les banques centrales (monnaie hélicoptère notamment) selon des modalités concertées à l'échelle internationale. La coopération économique internationale vise à éviter tout effondrement d'acteurs économiques clefs. Les zones à risque (Nigeria, etc.) et les pays en développement clefs bénéficient ainsi de politiques de soutien fortes organisées par les institutions financières (FMI, Banque mondiale).

Variable « Marchés et échanges de des ressources stratégiques »

Définition

Cette variable examine la situation des principaux marchés de ressources stratégiques, entendues comme les ressources essentielles au bon fonctionnement des économies nationales (pétrole, minerais, métaux rares, denrées agricoles).

Éléments d'analyse

Le baril de pétrole brut a perdu le tiers de sa valeur entre le 1^{er} janvier et mars 2020 (passant de 61,18 dollars US à 20,48 dollars US) et se stabilise depuis l'accord de l'OPEP+ du 12 avril aux alentours de 40 dollars US. Cette chute brutale fait craindre l'effondrement des pays producteurs de pétrole les plus fragiles (Iran, Venezuela, Irak, Nigeria et Algérie). L'accord entre les pays producteurs de pétrole (OPEP+) sur des quotas de production permet précisément de limiter ce risque : d'ailleurs, la demande de pétrole augmente en Asie et en Europe depuis les annonces de déconfinement. Il ne suffit pas en revanche à masquer les tensions géopolitiques entre les États-Unis, la Russie et l'Arabie Saoudite. Elles se cristallisent autour de la situation du Venezuela, objet d'un affrontement indirect entre la Russie et les États-Unis (soutenus par l'Arabie Saoudite) autour des sanctions extraterritoriales décidées à l'encontre du Venezuela, et des mesures restrictives prises à l'encontre des entreprises pétrolières russes par les Américains.

Des tensions similaires peuvent émerger s'agissant des métaux rares et des minerais. La concentration des métaux rares dans un nombre restreint de pays (États-Unis, Chine, Brésil, Russie, Afrique du Sud) crée une situation de monopole sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Cette situation fait ainsi redouter des difficultés d'approvisionnement croissantes pour l'industrie. En outre, la crainte de pénuries alimentaires n'a pas disparu, notamment dans les pays fortement importateurs de denrées de base. Elle pourrait être accentuée par les risques de sécheresse entraînés par une situation caniculaire anticipée pour l'été 2020. À plus long terme (2021), c'est de la situation économique des pays importateurs et de la reprise du commerce mondial que dépendront les capacités d'approvisionnement des pays importateurs.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Marchés interrompus, chaînes brisées

Les épisodes de sécheresse de l'été 2020 couplés à l'écroulement des cours du pétrole (en raison d'une chute de la demande) occasionnent l'effondrement des pays rentiers dépendants des ressources pétrolières, gazières et des importations agricoles (notamment le Venezuela, le Nigeria, l'Algérie). Les mécanismes de soutien mis en place par les institutions financières internationales ne suffisent pas à endiguer la chute des recettes pétrolières et gazières, et ces pays se retrouvent en situation de faillite et de pénurie alimentaire.

Hypothèse 2. Marchés stabilisés, chaînes maintenues

La coopération internationale soutenue permet de réduire la pression sur les ressources et d'éviter un effondrement des pays de l'OPEP+ les plus fragiles (Algérie, Nigeria, Venezuela). Les échanges de matières premières s'intensifient et les limitations de production, notamment de pétrole, sont progressivement levées. La hausse des recettes pétrolières consécutive à un rebond de la demande fin 2021 stimule la reprise économique dans les pays émergents et en difficulté.

Hypothèse 3. Marchés fragmentés, protectionnisme et concurrence sauvage

La fermeture des frontières et la multiplication de mesures protectionnistes fragilisent les échanges commerciaux de matières premières et de ressources vitales. La pénurie de main-d'œuvre dans des secteurs clefs (agriculture) suscite des famines et des crises humanitaires majeures, notamment dans les pays les plus dépendants aux importations (les pays « faillis » et les pays en développement). Cette situation génère de fortes tensions géopolitiques autour de ressources stratégiques et de nouvelles stratégies d'alliance régionale.

Variable « Crises et conflits à grande portée sécuritaire »

Définition

Cette variable examine les conséquences géopolitiques de la crise du Covid-19 et s'attache à déterminer les ensembles régionaux susceptibles d'être confrontés à des crises sécuritaires majeures, voire des conflits. Cette variable considère comme élément pivot les tensions entre la Chine et les États-Unis et ses évolutions possibles.

Éléments d'analyse

Plusieurs foyers de tension préexistant à la crise du Covid-19 peuvent dégénérer en des conflits d'une intensité supérieure, notamment :

- les tensions sino-américaines ;
- les relations conflictuelles de la Chine avec ses voisins, Taiwan et Hong Kong en particulier, et son ambition régionale en mer de Chine méridionale ;
- l'impact de la baisse des recettes pétrolières au Moyen-Orient ;
- l'aggravation des questions de sécurité humaine dans les pays africains les plus fragiles (Burkina Faso, Mali, république démocratique du Congo, Niger, Nigeria...) ;
- les stratégies d'expansion de certains régimes à tendance autoritaire comme la Turquie, la Russie, Israël... ;
- l'évolution des ambitions américaines en Amérique latine (Venezuela, Bolivie) et la capacité de certains pays à supporter les conséquences sociales de la crise économique à venir (Amérique centrale, Brésil, Argentine, Chili...) ;
- les réseaux criminels, qui profitent de la crise pour se développer.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Tensions larvées sans conflit majeur, attentisme général

Les conséquences de la crise économique ont réduit les capacités de nuisance des États, facilitant l'apaisement des tensions dans plusieurs zones (relations sino-américaines, Moyen-Orient, Amérique latine). Les grandes puissances (Chine, États-Unis, Russie) tempèrent leurs ambitions régionales, suscitant un *statu quo* général. Seuls les États déjà fragilisés avant la crise sanitaire voient leur situation s'aggraver, en particulier certains pays africains (Sahel) en proie à des mouvements djihadistes en expansion. Les réseaux criminels et les organisations terroristes profitent de cette inattention passagère de la communauté internationale pour se développer.

Hypothèse 2. Aggravation des tensions Chine / États-Unis et affirmation des puissances régionales (Turquie, Russie, Israël...)

Les pressions américaines appelant les entreprises étrangères à se désengager des chaînes d'approvisionnement chinoises et les accusations visant la responsabilité de la Chine dans la propagation du virus conduisent à l'escalade des tensions entre les deux pays. Alors que les États-Unis élèvent des barrières tarifaires à l'encontre des produits chinois et militent pour l'instauration d'un régime de sanctions drastique, la Chine s'appuie sur les métaux rares et sa consommation intérieure pour résister à la pression américaine. Les conséquences de cet affrontement sur l'économie mondiale fragilisent davantage les pays pauvres. Profitant de ces tensions entre les deux pays, certains États (Turquie, Russie, Israël...) affirment leur puissance régionale (Syrie, Caucase, Palestine, Liban...).

Hypothèse 3. Impuissance des institutions internationales et régionalisation de la sécurité

La crise du Covid-19 et ses conséquences économiques et sociales dramatiques conduisent les États à délaisser les questions extérieures, entraînant la paralysie des institutions internationales (ONU). Devant les difficultés financières rencontrées par les bailleurs de fonds internationaux, plusieurs opérations de maintien de la paix (Sahel) sont suspendues, suscitant l'effondrement de pays fragiles (Sahel) et la croissance des mouvements djihadistes. L'impuissance des institutions internationales a comme corollaire la régionalisation de la sécurité, qui favorise les stratégies d'expansion régionale de certains acteurs (Chine, États-Unis en Amérique latine, Russie, Turquie...).

Union européenne

Sous-système C. Situation Union européenne			
Microscénarios	C1. Enlèvement	C2. Coopérations renforcées	C3. Vers le fédéralisme
Variables	Hypothèses		
Situation sanitaire et gestion de crise	Coordination réduite dans un contexte sanitaire dégradé avec deuxième vague et confinement dans certains États	Coordination partielle dans un contexte hétérogène avec nouveaux foyers épidémiques régionaux	Coopération forte et émergence d'un modèle de gestion de crise à l'européenne
Situation économique	Crise profonde : Italie proche du défaut, vers un Brexit dur, France et Allemagne en grandes difficultés	Crise asymétrique : plans de relance ciblés et discriminants	Crise partagée : recomposition des politiques communautaires d'aides financières, mutualisation d'une partie de la dette, nouvelles ressources fiscales
Climat social	Dislocations et replis nationalistes	Tensions intérieures croissantes mais contenues	Relative stabilisation
Situation sécuritaire et multilatéralisme	Pressions extérieures et jeux des acteurs fragilisent l'UE	Une UE stabilisée grâce à des politiques ambitieuses et humanitaires et / ou sous pressions extérieures	Une UE stabilisée grâce à des politiques ambitieuses et humanitaires et / ou sous pressions extérieures

Les microscénarios de ce sous-système correspondent aux scénarios de synthèse, détaillés pages 16 et suivantes.

Variable « Situation sanitaire et gestion de crise »

Définition

La variable traite des politiques sanitaires mises en œuvre par les États membres pour gérer l'épidémie à l'échelle nationale et communautaire, et des possibilités de reprise de la pandémie aux échelles régionale et nationale.

Éléments d'analyse

Cette variable dépend de l'évolution globale de la pandémie. Elle est aussi fortement contrainte par les décisions des États membres et leur aptitude à coopérer ou non au sein d'un cadre communautaire. La santé n'est pas une prérogative de l'Union européenne. Si un certain nombre de dispositifs à l'échelle de l'UE ont été mis en place dès le printemps 2020 et laissent ainsi entrevoir la possibilité d'une réponse commune des 27 à la crise, de nombreuses incertitudes subsistent encore sur la mise en cohérence de stratégies de gestion des foyers pandémiques, de tests, d'ouverture / fermeture des frontières, etc. Un document, établi par la Commission le 15 avril 2020, définit des critères sanitaires communs pour établir ces stratégies. Il appelle à une action solidaire et coordonnée des États membres. Trois conditions principales à la reprise des activités économiques et sociales sont identifiées dans ce texte : la baisse substantielle et durable du nombre d'hospitalisations ou de nouveaux cas de Covid-19 ; la capacité du système de santé à accueillir un nouvel afflux de malades ; et la capacité à tester en masse et isoler les cas suspects. Bien que ce texte pose les fondamentaux de l'harmonisation des politiques sanitaires européennes, il ne garantit pas son effectivité réelle, en l'absence de contraintes juridiques.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Coordination réduite dans un contexte sanitaire dégradé avec deuxième vague et confinement dans certains États

Malgré les différents dispositifs de contrôles et de tests, l'épidémie reste difficilement maîtrisable sur le Vieux Continent, en l'absence de traitement et / ou de vaccin, avec des foyers réurgents majeurs, dès l'automne 2020 et pendant l'hiver 2021. Cette situation sanitaire conduit à maintenir des mesures de contrôle aux frontières, ce qui limite les échanges transfrontaliers et contraint la reprise de l'activité touristique. Plusieurs régions connaissent rapidement des confinements répétés. L'espace Schengen reste fermé. Les dispositions à partir de l'automne 2020 varient donc d'un État à l'autre, sans réelle coordination européenne, dans un contexte où les pays de l'UE sont très différemment touchés par l'évolution de la pandémie.

Hypothèse 2. Coordination partielle dans un contexte hétérogène avec nouveaux foyers épidémiques régionaux

Dans un contexte de reprise des foyers épidémiques et d'inertie des institutions européennes, les stratégies mises en œuvre par les États membres diffèrent. Certains choisissent de réinstaurer des confinements nationaux ou régionaux, d'autres développent abondamment des solutions de suivi plus ou moins invasives. D'autres encore préfèrent laisser le virus circuler à la recherche d'une immunité de groupe. Certains pays contraignent alors leurs partenaires clés à adopter des mesures inédites (« permis d'immunité » qui autorise les déplacements des personnes ayant pu être testées, mais qui exclut toute une partie de la population européenne qui n'a pas accès à ces tests, tests récurrents, etc.). Il est aussi possible de rouvrir des frontières pour des raisons économiques aux pays les plus sûrs, mais surtout les plus rentables (*cf.* Grèce / Allemagne)

Certains pays conservent leurs frontières fermées aux mouvements de population car ils veulent se protéger du virus.

Hypothèse 3. Coopération forte et émergence d'un modèle de gestion de crise à l'européenne

La coordination sanitaire au sein de l'UE se met en place : création d'une réserve médicale commune, mise à disposition de lits et de personnels soignants pour les États membres les plus

démunis, achat groupé de matériel, *green lanes* assurant la circulation prioritaire de matériel aux frontières, mutualisation de la recherche d'un vaccin et de traitements, ingénierie et industrialisation des tests, convergence des politiques de gestion sanitaire des foyers épidémiques réurgents. Les frontières entre pays avec situation sanitaire similaire sont ouvertes à l'été 2020.

Variable « Situation économique »

Définition

Cette variable cherche à évaluer les trajectoires économiques possibles de l'UE, en fonction notamment des stratégies de coopération et d'aide mises en œuvre entre pays ou à l'échelle communautaire.

Éléments d'analyse

En Europe, de nombreux pays sont confrontés à des répercussions socio-économiques considérables, qui déstabilisent profondément la vie sociale des habitants et l'activité des entreprises, avec un risque d'élévation durable du chômage et de la précarité. Face à la diversité des répercussions et des cultures politiques nationales, l'éloignement des positions entre les pays pourrait s'accroître. Impossible donc d'anticiper ces évolutions sans prendre en compte la situation de chaque pays avant la crise. Les vulnérabilités préexistantes sont mises en lumière et accrues.

Les évolutions à l'échelle de l'UE et de la zone euro seront fortement dépendantes de la mobilisation et de la modification des outils financiers communautaires, et donc, *in fine*, de l'appétence des États à mutualiser ou non les impacts, et à s'engager sur des investissements ou plans de relance communs, impliquant une vision économique partagée.

Dès le début de la crise, un fonds de garantie de 100 milliards d'euros a été mis en place par la Commission via le programme SURE (*Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency*), pour aider les États à déployer les mesures de chômage partiel, sous forme de prêts spécifiques à moindre coût. Simultanément, la Banque européenne d'investissement (BEI) s'est engagée à mettre 200 milliards d'euros d'emprunts à disposition des entreprises et des PME européennes. Enfin, 240 milliards d'euros sous forme de lignes de crédit ont été débloqués par le Mécanisme européen de stabilité (MES) pour les pays de la zone euro. Ces derniers peuvent y recourir à hauteur de 2 % de leur PIB. Ces mesures d'urgence sont effectives depuis juin 2020.

En parallèle et dans une perspective de plus long terme, la Commission européenne a soumis, le 28 mai 2020, au Parlement et au Conseil un plan de relance détaillé. Y sont envisagées des mesures de mutualisation de la dette européenne inédites. En effet, la Commission souhaite lever 750 milliards d'euros sur les marchés financiers, pour alimenter un fonds d'aide spécifique, qui s'ajouterait au budget pluriannuel de l'UE. Pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, la Commission propose d'emprunter en son nom, se soustrayant ainsi à l'équilibre du budget européen ; 500 milliards de subventions seraient alors alloués en priorité aux États membres les plus touchés par la pandémie (l'Italie et l'Espagne en tête puisque le nombre de victimes devrait jouer dans le calcul des répartitions). Ces subventions pourront aussi être attribuées à des régions ou à des filières industrielles stratégiques. Les 250 milliards restants seront, eux, attribués sous forme de prêts plus classiques aux États.

La Commission propose aussi d'augmenter de manière durable le budget pluriannuel de l'Union (pour pouvoir rembourser sa dette), hausse qui serait financée par de nouvelles ressources propres (taxes numériques et environnementales notamment) et par l'augmentation des contributions des États (à hauteur de 2 % de leur revenu national brut, contre 1,02 % actuellement). C'est en cela qu'une partie de la dette (les 500 milliards d'euros de subventions) du fonds de relance serait mutualisée, puisque les États les plus riches participeraient au budget de manière mécaniquement plus importante que les plus pauvres.

Pour être adopté d'ici le 1^{er} janvier 2021, date à laquelle la Commission souhaite le voir effectif, ce plan doit d'abord être soumis au Parlement (qui s'était prononcé pour un fonds de relance beaucoup plus ambitieux, à hauteur de 2 000 milliards d'euros et devrait donc soutenir cette version), et au Conseil. Ensuite, il devra être ratifié à l'unanimité par les États membres. À ce jour, plusieurs pays (dits « frugaux ») sont opposés aux mesures « conduisant à la mutualisation de la dette ». Ainsi, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Danemark préféreraient proposer de simples prêts. Les pays de l'Est (notamment la Hongrie), quant à eux, craignent que le plan de relance ne réoriente massivement les aides vers les pays du Sud, au détriment de la Politique agricole commune (PAC), par exemple.

Les pays bénéficiaires restent eux-mêmes réticents à certaines conditions d'attribution des aides. Le plan de relance devrait, selon les pays « frugaux », occasionner une réforme structurelle des économies ainsi soutenues. L'Italie ou l'Espagne refusent de telles contraintes, qui s'apparentent selon leurs gouvernements à une mise sous tutelle de leurs économies.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Crise profonde : Italie proche du défaut, vers un Brexit dur, France et Allemagne en grandes difficultés

La France, l'Italie et l'Allemagne se trouvent durement touchées par la chute de la demande mondiale et du commerce international, et l'effondrement du tourisme, au point que l'Italie se trouve même en très grande difficulté d'honorer ses emprunts souverains, dont une grande partie arrive à échéance.

Le Royaume-Uni, très durement touché par la crise sanitaire du Covid-19 et ses effets collatéraux, traverse une crise économique sans précédent. Cette situation fragilise encore plus l'Allemagne, déjà affaiblie par la contraction du commerce international et pour qui la Grande-Bretagne était le cinquième client mondial en 2018 (6 % des exportations totales). Un Brexit dur se profile dans un contexte de grande déstabilisation des institutions européennes.

Les politiques d'urgence mises en place dès juin 2020 sont bien garanties par la BEI et la Commission. Cependant, la mise en œuvre d'un deuxième paquet de soutien aux économies, notamment via des subventions directes et sans contrepartie immédiate aux États, se heurte au blocage de certains pays (Pays-Bas, Autriche, Danemark, Suède, pays de l'Est). En janvier 2021 toutefois, la situation de la dette italienne met la zone euro au pied du mur, si bien qu'il devient impensable de ne pas soutenir l'Italie au risque de voir exploser la zone euro. Les divergences d'appréciation sur les mesures à prendre entraînent des mouvements spéculatifs importants sur les marchés financiers et les différences de taux d'emprunt entre pays de la zone euro augmentent. Fin 2021, une grande dépression s'installe en Italie et dans d'autres pays, affectant durablement les circuits de production, à tel point que des mesures de rationnement et des réquisitions deviennent nécessaires dans certaines régions.

Hypothèse 2. Crise asymétrique : plans de relance ciblés et discriminants

Face à l'ampleur de la crise socio-économique, les États membres s'accordent sur le besoin d'une réponse européenne coordonnée via un vaste plan de relance européen, au-delà des mesures de soutien nationales.

Après une première vague de mesures de soutien inédites mises en place en juin 2020 (540 milliards d'euros déployés via SURE, le MES et la BEI), les négociations achoppent notamment sur une mutualisation de la dette au niveau européen et les moyens à consacrer au Fonds de relance européen, compte tenu des effets différents de la crise sur les structures économiques des pays et des régions (croissance économique, chômage, dette, situation sociale, climat politique). Les pays les moins durement touchés refusent de payer pour les autres. Faute d'accord rapide à 27, l'Allemagne et la France conduisent de nouvelles négociations bilatérales visant à promouvoir temporairement des instruments de solidarité avec un cercle restreint de pays à l'hiver 2020. Courant 2021, des plans de relance ciblés par secteur se coordonnent alors entre États en fonction des intérêts des pays : construction aéronautique, filière automobile, industrie pharmaceutique et produits de santé.

Hypothèse 3. Crise partagée : recomposition des politiques communautaires d'aides financières, mutualisation d'une partie de la dette, nouvelles ressources fiscales

Face à la crise et aux problématiques nouvelles qu'elle soulève d'homogénéisation des stratégies sanitaires et économiques pour les pays fortement interdépendants, un approfondissement inédit de l'UE sur le plan politique et économique apparaît comme la seule réponse stratégique globale et cohérente. C'est notamment le cas pour l'Allemagne, le poids des échanges avec l'UE qui représentaient avant crise plus de 60% du commerce allemand s'accroît dans un contexte de demande mondiale (notamment américaine et chinoise) réduite.

Plusieurs plans successifs sont mis en œuvre. Le Fond de relance, mesure inédite, est ainsi adopté fin 2020 et activé dès le 1^{er} janvier 2021. Une part des dettes des États est alors mutualisée. Une fiscalité européenne, reposant sur la taxe carbone et des taxes numériques couplées à un impôt européen sur les sociétés, permettent de développer de nouvelles ressources propres. La contribution des États membres au budget est relevée à 2 % de leur PIB (contre 1,02 % en 2019). Les règles budgétaires sont assouplies, un plan de redressement économique est mis en œuvre. Les politiques de la BCE permettent aux États de stabiliser relativement leurs économies et d'éviter à l'Italie, notamment, de faire défaut sur sa dette.

Plusieurs plans coordonnés sont engagés entre États et avec l'appui de l'UE. Les politiques communautaires sont orientées vers une plus grande autonomie de l'économie européenne (notamment dans l'industrie de la santé) et dans une perspective de transition écologique. Il apparaît évident aux 27 qu'il est nécessaire de coordonner leurs efforts, dans un contexte où l'arrêt économique d'un des pays moteurs de l'UE serait catastrophique même pour les pays dits « frugaux ».

Variable « Climat social »

Définition

Est entendu ici par climat social l'état des liens (confiance, solidarité) entre individus, et entre représentants politiques et citoyens, au sein d'un pays ou de l'Union.

Éléments d'analyse

Les tensions fortes auxquelles sont soumis l'ensemble des pays européens mettent en exergue les conflits sociaux et politiques qui préexistaient à la crise mais s'en trouvent aggravés. Ainsi certains citoyens français, allemands ou espagnols s'opposent-ils à la gestion de crise telle qu'opérée par leur gouvernement. Similairement, la confiance dans l'UE est faible en mai 2020, dans les pays les plus touchés (France 3,75/10 ; Allemagne 5,25/10 ; Italie 4,1/10 selon un sondage Eurofound). En Italie, le gouvernement craint une forte montée de l'euroscepticisme, suite à la réaction de soutien tardive de l'Union européenne. Même constat en France, où moins de la moitié des Français (46 %) pensent l'UE capable de gérer de manière adéquate la crise.

De l'autre côté du spectre, toutefois, on observe aussi durant la crise la consolidation de solidarités infra-sociétales, via la multitude d'initiatives d'aide et de soutien apportés aux plus fragiles ou aux « premières lignes ». Résonne aussi dans les discours politiques l'injonction forte de la part de plusieurs États membres (en particulier l'Allemagne, France, Italie) et des dirigeants des institutions européennes de faire de cette épreuve un *momentum* pour raviver une UE sociale et solidaire, et ainsi regagner la confiance des citoyens.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Dislocations et replis nationaux

On relève une forte montée en puissance des mouvements sociaux anti-européens ou anti-système, une protestation populaire, se traduisant dans les scrutins électoraux nationaux polonais dès fin juin 2020 et en Allemagne en août 2021.

Ces mouvements influencent les positions sur de grands débats européens, et notamment la fermeture des frontières, la fin de la politique d'asile, ou encore le refus de payer pour les pays les plus en difficulté ; un durcissement de certains régimes démocratiques est engagé. L'enlisement de la crise migratoire et le refus d'un nombre toujours plus grand de pays d'augmenter leurs capacités d'accueil (France, Allemagne, etc.) fait craindre l'explosion des tensions sociales dans les pays du Sud contraints de les accueillir (Grèce, Italie, etc.). Cette situation peut favoriser l'élection de partis d'extrême droite dans ces pays. Certains pays, sous l'effet de leur opinion publique, sont tentés de se tourner vers des partis politiques faisant une claire promotion de la sortie de l'UE, à l'instar de l'exemple donné par le Royaume-Uni.

Hypothèse 2. Tensions intérieures croissantes mais contenues

On note une grande fragmentation des situations socio-économiques au sein des pays, avec des mouvements sociaux majeurs dans certains territoires, sans basculement politique d'ensemble. Les tensions sociales peuvent être de plusieurs ordres selon les pays : colère sociale en France, mouvements de protestation dans les pays lésés par la crise, orientés principalement contre l'UE (Italie, Espagne, Grèce) ; manifestations contre l'immigration dans certains pays d'Europe centrale (Hongrie, Pologne). Les difficultés rencontrées par les pays les plus touchés par la crise économique (Espagne, Italie, Grèce, etc.) favorisent l'explosion du marché noir et du commerce informel. Des réseaux criminels et des mafias profitent de cette situation pour étendre leur influence dans ces pays.

Hypothèse 3. Relative stabilisation

Grâce aux aides sociales fortes déployées au sein des pays, rendues possibles par le soutien de l'Europe, les troubles sociaux, notamment ceux générés par la crise économique sont globalement atténués. Relative stabilisation, pas de heurts politiques majeurs, reprise.

Variable « Situation sécuritaire et multilatéralisme »

Définition

Sont considérés dans cette variable les risques sécuritaires encourus par les pays de l'Union européenne et le rôle des institutions pour les contenir, ainsi que la place que l'Europe peut prendre sur la scène internationale.

Éléments d'analyse

La crise du Covid-19 a mis à mal la capacité des États européens et de l'Union à se protéger des risques sécuritaires qui préexistent à l'épidémie et lui survivront. Ainsi, les entraînements et exercices militaires ont été réduits, annulés ou revus pour s'adapter à la situation sanitaire. Plusieurs États ont mobilisé leurs troupes pour faire face au virus sur leur sol (la France notamment, via la construction d'un hôpital de campagne et le transfert des malades pour alléger la charge des services d'urgence les plus touchés). Les Pays-Bas ont limité leurs missions en Irak, l'exercice Norvège-OTAN « Cold Response » a été reporté. Quant aux mécanismes de coopération entre pays de l'Union européenne, ils se voient eux aussi enrayés par la crise sanitaire. Le budget de la défense européenne (European Defence Fund) pourrait bien ainsi être significativement réduit en 2021, pour répondre aux priorités sociales et économiques. De même, l'avenir de l'OTAN au regard de la situation économique de ses États membres est un facteur important de l'avenir de la situation sécuritaire européenne.

Sur la scène internationale, l'évolution de ces différentes variables pourrait affecter le poids de l'Union européenne dans la structuration et le pilotage d'un multilatéralisme occidental, au sein duquel ses intérêts pourraient être défendus. Cette situation pourrait être particulièrement déstabilisante dans un contexte de tensions sino-américaines accrues.

Au regard de la situation actuelle, tout facteur de déstabilisation supplémentaire pourrait alors avoir des conséquences dramatiques sur l'UE et ses membres. Crise migratoire, crise climatique mais aussi évolutions de la situation internationale et positionnements des États européens et étrangers (notamment la Turquie) auront donc des impacts à échelle variable en fonction de leur ampleur et des politiques nationales et européennes.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Pressions extérieures et jeux des acteurs fragilisent l'UE

La crise sanitaire du Covid-19 a de nombreuses répercussions humanitaires sur les régions frontalières de l'Union européenne. Les pressions migratoires, notamment, sont particulièrement accrues. Les populations les plus démunies cherchent à échapper à la forte dégradation de leurs conditions de vie, dans un contexte de diminution, voire d'interruptions de l'aide alimentaire et sécuritaire internationale. La situation devient critique dès la fin 2020 à la frontière gréco-turque, engendrant de fortes tensions entre l'Union européenne et la Turquie autour de la question migratoire, mais aussi des conflits internes entre les États membres, certains ne souhaitant pas rouvrir l'espace Schengen. En l'absence de gestion au niveau communautaire, la crise migratoire s'aggrave rapidement, creusant encore la confiance des citoyens en l'UE.

Courant 2021, certains États refusent toujours catégoriquement d'autoriser la libre circulation des marchandises et des personnes. Ils s'opposent à l'accord sur les « voies vertes » (*green lanes*), sous prétexte de protéger leur population de tout retour épidémique. En parallèle, plusieurs autres pays se rapprochent soit des États-Unis (Allemagne, France), soit de la Chine (pays de l'Est) et s'engagent vers des alliances bilatérales dans l'espoir d'y trouver un soutien économique et stratégique. Mais cette scission fragilise fortement l'Union européenne.

Quant à l'OTAN, l'impact de la crise économique aux États-Unis conduit ceux-ci à réduire fortement le budget consacré à l'organisation. Les pays européens ne parviennent pas à s'entendre pour le rééquilibrer, au vu de leurs fortes contraintes économiques nationales. L'OTAN reste en place, mais amputée de certaines de ses capacités, faute de budget suffisant.

Enfin, les organisations criminelles profitent de cette situation chaotique pour étendre leurs emprises sur les économies nationales et européennes, à l'image de la mafia italienne qui fait main basse sur les aides de reprise économique dispensées par l'UE.

Hypothèse 2. Une UE stabilisée grâce à des politiques ambitieuses et humanitaires, et / ou sous l'influence de pressions extérieures qui l'obligent à se consolider

Dans cette hypothèse, la pression migratoire ou les nouveaux risques liés aux organisations terroristes deviennent un prétexte de l'UE pour consolider sa coopération en matière de défense et de sécurité. La gestion de l'ouverture ou de la fermeture des frontières, tant extérieures qu'au sein de l'UE, est bien coordonnée. Elle s'accompagne d'une gestion consensuelle de la politique d'asile, d'un contrôle rigoureux des flux migratoires et de la circulation des ressortissants européens. L'UE soutient notamment la Grèce, pour qui l'aggravation de la crise migratoire est particulièrement forte depuis mars 2020. Si le budget de l'OTAN diminue, du fait d'un moindre investissement américain, les pays européens parviennent à un consensus pour le maintenir à flot. À l'échelle internationale, l'UE se positionne en faveur d'un soutien important des pays en voie de développement les plus touchés par la crise sanitaire et ses répercussions humanitaires. Elle ouvre la voie à une revitalisation de certaines institutions internationales en perte de vitesse, et offre une réponse de plus en plus convaincante aux tentatives de la Chine de renverser l'ordre géopolitique international pré-crise.

Situation française

Sous-système D. Système de soins français et gestion de crise sanitaire

Microscénarios	Microscénario D1. Tensions fortes sur le système de soins et restrictions soutenues des activités sociales et économiques à l'échelle nationale	Microscénario D2. Priorité à la vie économique et sociale dans une situation sanitaire hétérogène, avec une surmortalité assumée	Microscénario D3. Épidémie sous contrôle grâce à des politiques interventionnistes et fortement restrictives	Microscénario D4. Épidémie sous contrôle grâce à l'évolution naturelle du virus et au respect des gestes barrières
Variables	Hypothèses			
Dynamique de propagation du virus sur le territoire	Reprise à bas bruit de l'épidémie et perte de contrôle à l'échelle nationale en septembre 2020 <i>Wild card</i> <i>Forte deuxième vague dès l'été 2020</i>	<i>Clusters</i> critiques à l'échelle régionale	Épidémie sous contrôle à long terme	Épidémie sous contrôle à long terme
Capacités d'adaptation du système de santé à l'horizon fin 2021	Faibles <i>Wild card</i> <i>Canicule à l'été 2020 ou maladies saisonnières combinées à un retour du Covid-19 à l'hiver 2021 viennent mettre sous forte tension les services de soins</i>	Améliorées mais système sous tension	Renforcées et évolutions des organisations	Améliorées mais système sous tension
Politiques sanitaires françaises	Politiques sanitaires de contrôle et stratégie tester-tracer-isoler maintenues de manière continue jusqu'en décembre 2020, voire au-delà (jusqu'à vaccin ou disparition de l'épidémie)	Gestion limitée de la circulation du virus, incitation au confinement des personnes fragiles et surmortalité assumée	Stratégie massive « tester-tracer-isoler » avec recours à des ressources nouvelles (réquisition) et des mesures plus intrusives	Politiques sanitaires de contrôle et stratégie tester-tracer-isoler maintenues de manière continue jusqu'en décembre 2020, voire au-delà (jusqu'à vaccin ou disparition de l'épidémie)
Capacités de l'État à faire respecter les mesures sanitaires	Faibles	Modérées	Fortes	Modérées
Perception et comportements face au risque individuel et collectif	Relâchement rapide des mesures de prudence, minimisation du risque et faible adhésion aux mesures sanitaires dès l'été 2020 <i>Wild card</i> <i>Fortes réticences de la population à se faire vacciner</i>	Perception et adaptation hétérogènes en fonction de l'âge et de l'activité avec tensions sociales à moyen / long terme	Prudence maintenue à moyen / long terme dans une part suffisamment importante de la population pour garantir l'efficacité des mesures sanitaires	Relâchement rapide des mesures de prudence, minimisation du risque et faible adhésion aux mesures sanitaires dès l'été 2020
État de santé de la population française	Dégradation générale de l'état de santé de la population française	État de santé contrasté en fonction du groupe social	État de santé contrasté en fonction des situations individuelles	État de santé contrasté en fonction des situations individuelles

Microscénario D1. Tensions fortes sur le système de soins et restrictions soutenues des activités sociales et économiques à l'échelle nationale

La France a connu une brève accalmie, favorisée, semble-t-il, par le confinement du 17 mars au 11 mai 2020 et le maintien d'un certain nombre de politiques sanitaires de contrôle (tests, mais aussi fermeture des lieux publics en espace clos, interdiction des grands rassemblements...). Cependant, à l'automne 2020, l'épidémie repart, en même temps que d'autres virus saisonniers. La propagation à bas bruit du Covid-19 dans les mois qui ont suivi le déconfinement s'explique par le manque d'adhésion de la population aux mesures de distanciation physique et par la difficulté des forces de l'ordre à réguler les comportements imprudents, notamment au cours des vacances d'été. L'appréhension du risque a fortement diminué chez les Français depuis le printemps. Beaucoup souhaitent retrouver la vie d'avant, pour des raisons autant économiques (en particulier dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration) que sociales.

Présent sur l'ensemble du territoire national à l'hiver 2021, le SARS-CoV-2 met inégalement sous tension les services de soins. Ces derniers n'ont pas, en effet, bénéficié d'un soutien conséquent ou suffisamment rapide de l'État, après le « Ségur de la santé ». Plusieurs souffrent alors plus particulièrement de la reprise de l'épidémie, notamment ceux qui avaient déjà été durement frappés par la première vague. Cette situation de débordement du système de santé conduit progressivement le gouvernement à durcir les mesures sanitaires, en imposant de nouvelles périodes de confinement, adaptées aux situations locales et régionales dès janvier 2021.

À la fin de l'année 2021, l'état de santé de la population française s'est fortement dégradé. Les confinements répétés et l'anxiété provoquée par la situation sanitaire ont généré des dégradations physiques et psychologiques importantes et notables. On observe aussi, et sur plus longue période, une forte aggravation des pathologies préexistantes ou non détectées à cause des urgences Covid, ainsi que des conséquences plus violentes que prévu sur d'autres pathologies, comme l'autisme.

Microscénario D2. Priorité à la vie économique et sociale dans une situation sanitaire hétérogène, avec une surmortalité assumée

Après le sursis offert par le confinement, l'épidémie réémerge sur le territoire national dans le courant de l'été et de l'automne 2020, sous forme de *clusters*, apparaissant de manière chronique et hétérogène, en fonction des régions. À l'hiver 2020, certaines d'entre elles se trouvent submergées, d'autres parviennent à mieux contenir le virus. Au niveau gouvernemental, la stratégie est de temporiser la circulation du virus grâce aux tests et à l'isolement des cas suspects, sans pour autant remettre en place de mesures de contrôle trop strictes. Les autorités continuent à encourager la responsabilisation individuelle, et conseillent aux personnes fragiles de rester chez elles. Plusieurs lieux publics ou centres commerciaux mettent en place des mesures spécifiques (horaires réservés par exemple) pour protéger ces publics. Les EHPAD restent quasiment confinés courant 2021, en l'absence de soutiens budgétaires suffisamment forts pour protéger les publics et soutenir le personnel.

Cette situation d'accommodation de la vie sociale et économique au risque pandémique s'accorde avec l'état d'esprit général de la population française. Une grande partie d'entre elle ne souhaite plus se sacrifier pour protéger les plus vulnérables. La surmortalité qui en découle est assumée collectivement (ou oblitérée). On observe de fait un découplage fort dans les comportements individuels vis-à-vis du risque, les plus jeunes, les plus actifs et les plus précaires étant les plus enclins à reprendre une vie quasi normale. Ce découplage se traduit, de fait, par un état de santé contrasté des individus à l'horizon fin 2021, en fonction de leurs classes sociales et de leurs possibilités de se protéger. Il se révèle aussi dans la cristallisation de tensions sociales entre prudents et imprudents, et entre générations.

Microscénario D3. Épidémie sous contrôle grâce à des politiques interventionnistes et fortement restrictives

Suite au Ségur de la santé en juillet 2020, l'État s'engage fortement dans une politique de restructuration du système de soins français. L'objectif est de, simultanément, renforcer les capacités

de gestion de crise pandémique, notamment en assurant l'autonomie nationale dans la production de médicaments et de tests, et d'améliorer le quotidien et la coordination des équipes soignantes. Sont ainsi mises en œuvre de nouvelles passerelles entre cliniques privées et hôpitaux publics, par exemple.

Alors que l'épidémie semble se poursuivre à bas bruit dans le courant de l'été, le gouvernement décide aussi de durcir ses stratégies sanitaires pour empêcher toute deuxième vague. Les mesures se font alors plus intrusives. Les tests et le *contact tracing* sont fortement généralisés dès l'automne 2020, notamment via la mise en place progressive de politiques de tests réguliers menées par des acteurs non publics (entreprises, associations, etc.). Les tests sont développés dans le cadre professionnel (ce qui suppose l'adaptation du cadre réglementaire), voire pour autoriser la circulation entre territoires. De fait, les libertés individuelles sont réduites. La police et l'armée sont sollicitées dès que nécessaire pour faire appliquer les mesures. Les outils technologiques (comme l'application StopCovid, les caméras thermiques, les drones, etc.) sont de plus en plus efficaces et adoptés. Ils permettent aussi de mieux contrôler l'évolution de l'épidémie via le contrôle des comportements individuels. Certains systèmes d'attestation sont remis ponctuellement en place ainsi que des confinements régionaux ou locaux. Dans cette situation, l'appréhension du risque reste importante dans une part significative de la population jusqu'à la fin 2021, non pas tant par crainte pour sa santé, mais pour éviter de se voir contraint dans sa vie quotidienne. Ces comportements prudents participent à contenir l'épidémie sur le territoire.

Dans ce contexte, l'état de santé physique des individus est contrasté en fonction de leurs situations individuelles, certaines pathologies existantes ayant été aggravées par la situation sanitaire par exemple. Mais il règne un climat de tensions et de surveillance qui joue sur le moral des Français et sur le climat social.

Microscénario D4. Épidémie sous contrôle grâce à l'évolution naturelle du virus et au respect des gestes barrières

Alors que plusieurs médecins annonçaient une deuxième vague inévitable de Covid-19 en Europe à l'automne 2020, il s'avère que les caractéristiques du SARS-CoV-2 en diminuent naturellement la virulence, au fur et à mesure que l'immunité collective se développe et que ses mutations le rendent progressivement moins agressif.

Le système de soins français n'observe pas, dans ce contexte, de grands bouleversements. L'orage est passé, sans réellement faire bouger les lignes. Si le matériel vital pour faire face à la prochaine crise est stocké en quantité suffisante, le personnel soignant reste peu valorisé.

Les politiques sanitaires de contrôle minimales sont maintenues courant 2021 (mesures barrières, tests, traçage et isolement), toutefois elles restent peu invasives, compte tenu de la diminution du risque. Le Covid-19 se fait progressivement oublier de la population, qui reprend ses habitudes de vie sociale et économique.

Variable « Dynamique de propagation du virus sur le territoire »

Définition

La dynamique de propagation du virus sur le territoire français est fortement dépendante des caractéristiques du SARS-CoV-2 (saisonnalité, immunisation réelle...), sur lesquelles reposent de grandes incertitudes scientifiques et des décisions sanitaires nationales et régionales qui, au regard de ces incertitudes, sont tout aussi cruciales.

Éléments d'analyse

À la date de rédaction de ce document, les épidémiologistes ne disposent que de peu de données pour projeter l'évolution de l'épidémie à court, moyen et long termes. Ainsi, certaines scientifiques affirment que l'épidémie de SARS-CoV-2 est terminée, grâce à l'immunisation d'une part suffisante de la population et / ou grâce à la saisonnalité du virus, voire via sa mutation en formes moins agressives. D'autres, à l'inverse, soulignent qu'en l'absence de certitudes sur la sensibilité du virus aux conditions météorologiques, et au vu du peu de connaissances sur l'immunité réelle d'un organisme infecté, il est essentiel de se préparer à une possible deuxième vague, voire à une épidémie devenant chronique, sur le modèle de la grippe.

Quant aux pays touchés plus tôt que la France par le Covid-19, ils semblent connaître des trajectoires différentes plusieurs mois après leurs premiers pics épidémiques. Certains, comme la Chine, déclarent maintenir l'épidémie sous contrôle depuis mai 2020. D'autres, comme l'Iran, ont annoncé une nouvelle explosion du nombre de cas détectés (3 000 de plus en 24 heures au 1^{er} juin 2020), un mois et demi après avoir relâché les mesures sanitaires. Ces maigres retours d'expérience semblent confirmer l'importance de mesures de tests, suivi et contrôle sanitaires strictes.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Reprise à bas bruit de l'épidémie et perte de contrôle à l'échelle nationale en septembre 2020

Reprise progressive de l'épidémie à bas bruit pendant l'été. Forte deuxième vague à l'automne 2020, puis retours importants et chroniques de l'épidémie jusqu'au vaccin.

Hypothèse 2. Clusters critiques à l'échelle régionale

Clusters régionaux importants, chroniques et hétérogènes.

Hypothèse 3. Épidémie sous contrôle à long terme

Petits *clusters* locaux, identifiables et progressivement limités.

Wild card

Forte deuxième vague dès l'été 2020.

Variable « Capacités d'adaptation du système de santé à l'horizon fin 2021 »

Définition

Cette variable a pour ambition de déterminer les différents gradients possibles d'adaptation du système de santé français, en fonction, notamment, des politiques publiques déterminées dans le cadre du Séjour de la santé (annoncé le 25 mai 2020).

Éléments d'analyse

Le système de soins français a été soumis à rude épreuve de mars à fin avril 2020. Pénuries de matériel (masques, gel hydroalcoolique, respirateurs, équipements de protection, etc.), manque de personnel, engorgement des hôpitaux ont ainsi été mis en évidence.

À l'inverse, toutefois, le personnel soignant a aussi montré sa capacité d'adaptation et sa résilience, tandis que plusieurs entreprises françaises aux savoir-faire appropriés se sont mises rapidement en ordre de marche pour produire les outils manquants.

À la date de rédaction de ce document, les solutions hydroalcooliques et les masques abondent. Des interrogations subsistent encore sur les tests qui, s'ils ont été annoncés en grande quantité à partir du 11 mai, restent difficiles à produire et à systématiser. La coordination des différents services de soins, y compris privés, reste, enfin, à explorer.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Capacités faibles

Le matériel vital est bien en quantité suffisante mais les services sont faiblement restructurés (notamment pour diffuser les tests à échelle plus fine via une coordination des acteurs de la santé). Le personnel soignant est insuffisamment revalorisé, ce qui pourrait conduire à moyen terme à une pénurie de main-d'œuvre.

Hypothèse 2. Capacités améliorées mais système sous tension

Le matériel vital est stocké en quantité suffisante et les services de soins sont largement et durablement restructurés pour améliorer la gestion de crise épidémique. En revanche, le personnel soignant reste peu revalorisé, et soumis à de fortes tensions budgétaires et psychologiques, ce qui fragilise l'ensemble du système (notamment dans les EHPAD et les hôpitaux). Les tests sont toujours sélectifs et destinés aux cas identifiés et cas contacts.

Hypothèse 3. Capacités renforcées et évolutions des organisations

Les investissements dans le matériel et dans la production nationalisée des médicaments et des tests, mais aussi les propositions de restructuration en profondeur des services de soins et de revalorisation du personnel soignant (embauches, salaires) annoncées dès juillet 2020, participent à consolider progressivement le système français. De nouvelles passerelles de coopération sont mises en œuvre, en particulier avec les cliniques privées qui avaient été peu ou pas sollicitées lors de la première vague épidémique.

Variable « Politiques sanitaires françaises »

Définition

Face aux incertitudes scientifiques qui entourent toujours le SARS-CoV-2, les autorités françaises ont à leur disposition une palette d'outils : tester, isoler les cas suspects, tracer pour identifier les cas contacts, confiner et / ou réguler les activités sociales et économiques.

Éléments d'analyse

Si les autorités françaises disposaient de peu d'éléments pour anticiper (mauvaise appréciation du risque épidémique aux échelles nationale et internationale) et gérer (absence de tests) la crise Covid-19 en début d'année 2020, il en va différemment après le premier confinement d'ampleur nationale connu par le pays. Non seulement les capacités à tester la population se sont accrues, mais aussi les possibilités de suivre les individus et d'identifier les cas suspects. En parallèle, une meilleure connaissance des périodes d'incubation et de contagiosité permet de déterminer la durée des quarantaines nécessaires pour isoler les cas avérés. Enfin, le gouvernement dispose déjà d'un retour d'expérience précieux, suite à la décision d'arrêter presque totalement la vie sociale et économique du pays. Décision à double tranchant puisque, si le confinement a prouvé qu'il était possible de mettre en œuvre des mesures strictes, individuelles et collectives, pour contenir une épidémie (permettant ainsi d'éviter jusqu'à 62 000 décès selon une étude), il a aussi rapidement entraîné de graves répercussions socio-économiques.

Quoi qu'il en soit, la mise en œuvre des politiques sanitaires (choix sanitaires et articulation des mesures) devrait être décisive pour l'avenir de l'épidémie sur le territoire.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Politiques sanitaires de contrôle (mesures barrières, *testing* et *contact tracing*) et stratégie tester-tracer-isoler maintenues *sine die* : politiques appliquées et maintenues de manière continue jusqu'en décembre 2020, voire au-delà (jusqu'à un vaccin ou à la disparition de l'épidémie).

Hypothèse 2. Gestion limitée de la circulation du virus, incitation au confinement des personnes fragiles et surmortalité assumée

En sus des politiques précédentes, notamment en cas de reprise épidémique, les autorités laissent le virus circuler, avec une très forte incitation au confinement des populations fragiles et âgées, une augmentation des capacités de réanimation et la gestion des malades non hospitalisés en lieux adaptés (hôtels...). Les EHPAD sont dans une situation de quasi-confinement. La surmortalité en résultant est assumée.

Hypothèse 3. Stratégie massive « tester-tracer-isoler » avec recours à des ressources nouvelles (réquisition de certaines entreprises pour produire du matériel) et des mesures plus intrusives

Confinement possible de certaines villes ou territoires en cas de foyer épidémique. Les cas suspects sont systématiquement mis en quarantaine. Les tests et le *contact tracing* sont fortement généralisés dès l'automne 2020, notamment via la mise en place progressive de politiques de tests réguliers menées par des acteurs non publics (entreprises, associations, etc.). Développement des tests dans le cadre professionnel (supposant adaptation du cadre réglementaire), voire des circulations entre territoires.

Variable « Capacités de l'État à faire respecter les mesures sanitaires »

Définition

L'État doit être en possession de moyens humains et techniques pour assurer la bonne mise en œuvre de ses politiques sanitaires. Ces moyens doivent servir à coordonner les différents services impliqués et à contrôler l'adhésion de la population aux mesures.

Éléments d'analyse

L'État a, jusqu'à ce jour, déployé deux stratégies pour faire respecter les mesures sanitaires :

- la responsabilisation individuelle (notamment en ce qui concerne le port du masque dans les espaces publics ouverts, l'adoption de l'application StopCovid, ou encore l'isolement des publics fragiles) ;
- les directives strictes, appuyées par divers outils (attestations de sortie, surveillance vidéo dans les transports en commun...), associées à une possible répression par les forces de l'ordre (amendes, garde à vue, et emprisonnement même en cas de récidive).

Alors qu'un certain nombre d'activités (notamment restauration et bars) reprennent, mais toujours sous contraintes strictes en juin 2020, la question de savoir si l'État est en mesure d'assurer leur bonne mise en œuvre est cruciale.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Capacités faibles

Les forces de l'ordre ne peuvent pas contrôler la diversité des situations individuelles et collectives de non-respect des mesures. Les outils technologiques ne sont pas suffisants ou sont inefficaces. Désorganisation à l'échelle territoriale ; certains acteurs préfèrent ne pas respecter les mesures pour relancer l'activité économique et sociale, notamment dans le cadre des activités touristiques (été 2020, hiver 2020-2021).

Hypothèse 2. Capacités modérées

Les forces de l'ordre parviennent à garder un contrôle relatif, notamment lors de la reprise saisonnière des activités de loisir. Drones, caméras de surveillance et systèmes d'amendes forfaitaires permettent de globalement dissuader le manquement aux règles sanitaires. Toutefois, le comportement de la population reste fortement hétérogène et il est toujours difficile d'empêcher certains rassemblements (fêtes, cérémonies, ouverture de lieux clandestins...) contrevenant aux mesures de sécurité. L'application StopCovid est par ailleurs peu adoptée, ce qui en réduit l'efficacité.

Hypothèse 3. Capacités fortes

La police et l'armée sont sollicitées dès que nécessaire pour faire appliquer les mesures. Les outils technologiques sont de plus en plus efficaces, et permettent de mieux contrôler l'évolution de l'épidémie et les comportements individuels. Certains systèmes d'attestation sont remis en place dans le cas de reprise de l'épidémie.

Variable « Perception et comportements face au risque individuel et collectif »

Définition

La perception du risque et les comportements qui en découlent dépendent fortement de la capacité de chacun à :

- apprécier ce risque (connaissances sur son ampleur, sa gravité...);
- pondérer ou négliger sa probabilité d'occurrence au regard d'autres risques (sociaux, économiques...).

Éléments d'analyse

Dans le cadre du Covid-19, la juste perception individuelle du risque est d'abord rendue complexe par le foisonnement d'avis scientifiques sur la gravité réelle du virus SARS-CoV-2, incertitudes entretenues par le discours hésitant des autorités politiques. Ces dernières, en effet, encouragent les Français à se responsabiliser individuellement et à limiter les risques de contamination. En parallèle, elles autorisent pourtant un certain nombre d'activités collectives, sources de propagation du virus (maintien du premier tour des élections municipales juste avant le confinement, par exemple). Elles tiennent aussi des propos contradictoires (notamment sur le port du masque), et ce depuis le début de l'épidémie.

Ajoutés à cela, si le confinement a bien permis d'endiguer l'épidémie et de limiter le nombre de morts, ses effets délétères sur la situation économique et l'état de santé psychologique d'une part conséquente de la population suscitent de nombreuses réactions de rejet des mesures sanitaires. Le relâchement de la distanciation physique ou du port du masque s'observe notamment au sein de la population jeune et active, qui se sent moins à risque. Les populations précaires sont, quant à elles, forcées de subordonner leur santé à leur survie économique.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Relâchement rapide des mesures de prudence, minimisation du risque et faible adhésion aux mesures sanitaires dès l'été 2020

L'appréhension individuelle du risque diminue progressivement pour la quasi-totalité de la population. La priorité est donnée aux liens sociaux et à la reprise économique. Le risque collectif d'un retour de l'épidémie est peu pris en compte.

Hypothèse 2. Perception et adaptation hétérogènes au risque, en fonction de l'âge et de l'activité, avec apparition de tensions sociales à moyen / long terme

La population se scinde : d'un côté les jeunes et actifs, ainsi que les plus précaires qui ont peur pour leur situation économique, veulent reprendre la vie d'avant. De l'autre, les personnes âgées, fragiles, retraitées craignent le virus et ses conséquences.

Hypothèse 3. Prudence maintenue à moyen / long terme dans une part suffisamment importante de la population pour garantir l'efficacité des mesures sanitaires mises en œuvre

L'appréhension du risque individuel et collectif reste importante dans une part suffisamment significative de la population pour permettre que le respect des gestes barrières et des mesures sanitaires mis en œuvre par ce pourcentage averti de la population ralentisse efficacement la propagation du virus.

Variable « État de santé de la population française »

Définition

La crise du Covid-19, notamment la période de confinement, a eu trois types d'impact sur la santé des Français :

- 1) les conditions de vie ont été modifiées : alimentation, activité physique, relations sociales et équilibre psychologique ;
- 2) l'accès aux soins pour les autres pathologies a été réduit ;
- 3) la population des soignants a été particulièrement frappée par la crise.

Éléments d'analyse

Le confinement a globalement accru la sédentarité de la population française. Parallèlement, le confinement a pu aggraver les situations de solitude chez les personnes isolées, mais aussi plus largement générer ou aggraver des fragilités psychologiques : angoisse, dépression... Néanmoins, pendant le confinement, une réduction de 55 % des accidents de la route a été enregistrée, certains risques professionnels ont diminué ou disparu, la pollution de l'air a aussi décliné.

L'accès aux soins a été fortement réduit pendant la période de confinement car une partie des professionnels de santé ont été réquisitionnés et que les opérations non urgentes ont été reportées. Néanmoins, le recours aux téléconsultations s'est beaucoup développé, sans toutefois garantir la même qualité d'auscultation et de diagnostic. L'absence de détection de certains cancers fait partie des craintes principales de certains médecins : la surmortalité augmente de 10 % à 25 % par mois de retard. La période de confinement aura donc probablement des impacts disparates sur la santé des Français, selon leur lieu de vie, leur catégorie sociale et leur état de santé préalable.

Le personnel soignant, enfin, a été fortement sollicité tout au long de cette crise, soumis, dans certaines régions, à des rythmes intensifs et à des situations douloureuses psychologiquement. Il est donc à craindre de réelles répercussions physiques et psychologiques, surtout dans un contexte où les services de soins sont souvent saturés (avec ou sans épidémie) et où le métier reste, pour le moment, peu valorisé.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Dégradation générale de l'état de santé de la population française

Le confinement initial, ainsi que les confinements répétés voire durables pour les plus vulnérables, à cause d'une crise sanitaire qui devient chronique, génèrent des dégradations notables et globales de l'état de santé de la population française (apparition de certaines pathologies : surpoids, douleurs musculaires, squelettiques, mais aussi augmentation des prévalences de troubles psychologiques voire psychiatriques, en raison du *stress* généré par la situation, de la mauvaise communication de crise, de la rupture des liens sociaux notamment pour les plus isolés, de la perte de proches, etc.). On observe aussi et sur plus longue période une forte aggravation des pathologies préexistantes ou non détectées à cause des urgences Covid, ainsi que des conséquences plus violentes que prévu sur d'autres pathologies (autisme, etc.), très imparfaitement suivies pendant la période de confinement et la reprise progressive des activités.

Hypothèse 2. État de santé contrasté en fonction du groupe social

L'appartenance au groupe social et le degré de précarisation de celui-ci déterminent l'état de santé des individus pendant et après le confinement, tout au long de 2021. Les classes moyennes supérieures, les personnes en capacité de faire du télétravail verront leur état de santé se stabiliser, voire s'améliorer.

En revanche, certains groupes sociaux verront leur état de santé durablement dégradé, notamment les étudiants, les soignants, les personnes pauvres et marginalisées, les travailleurs « en première ligne » (caissiers, livreurs, chauffeurs), les travailleurs du BTP, etc.

Hypothèse 3. État de santé contrasté en fonction des situations individuelles

Globalement, les autorisations d'exercice physique pendant le confinement ont permis de limiter la prévalence de troubles de santé liés à l'inactivité pour la quasi-totalité de la population française (y compris dépressions, addictions, etc.). En revanche, on note bien dès l'été et l'automne 2020 une aggravation des pathologies préexistantes ou non détectées en raison de la diminution du recours aux soins durant le confinement et après.

Certains secteurs (santé), certaines professions ou métiers ont été particulièrement sollicités, ce qui se traduit par une recrudescence des pathologies de surmenage. On les retrouve particulièrement chez les individus confrontés à la difficile articulation entre vie professionnelle et vie familiale (actifs isolés avec enfants en bas âge notamment), ou chez les (jeunes) adultes isolés.

Situation française

Sous-système E. Économie et filières

Microscénarios	Microscénario E1. Casse limitée ; retour progressif à la normale	Microscénario E2. Crise et rebond	Microscénario E3. Vers une économie verte et raisonnée	Microscénario E4. Récession et économie informelle
Variables	Hypothèses			
Impact économique direct du confinement de mars-avril 2020	Rattrapage très progressif (baisse de 10 %-12 % du PIB en 2020, hausse de 4 %-6 % en 2021)	Plongeon et rebond (baisse de 12 %-15 % du PIB en 2020, hausse de 8 %-10 % en 2021)	Plongeon et rebond (baisse de 12 %-15 % du PIB en 2020, hausse de 8 %-10 % en 2021)	Récession durable (baisse de 12 %-15 % du PIB en 2020, croissance nulle en 2021)
Chômage et situation de l'emploi	La hausse du chômage et de la précarité de l'emploi est contenue	Chômage et précarisation de l'emploi importants et très inégaux selon les secteurs	Chômage et précarisation de l'emploi importants et très inégaux selon les secteurs	Le chômage augmente fortement, ainsi que le travail indépendant et l'économie informelle
Consommation des ménages	Retour (relatif) à la normale	Consommation durablement faible, priorité à l'épargne	Consommation sélective et responsable	Fort développement de l'économie informelle
Recomposition des chaînes de valeur des entreprises françaises	Pas de modifications majeures des chaînes de valeur pour les grandes entreprises françaises	Les grandes entreprises mettent en place très progressivement des stratégies de résilience en 2021	Plan de relance sous condition de localisation européenne de la production	Les grandes entreprises mettent en place très progressivement des stratégies de résilience en 2021
Fonctionnement des secteurs économiques et services clefs	Retour progressif à la normale	L'embolie des services publics handicape la reprise économique	Retour progressif à la normale	Ruptures ponctuelles dans l'accès aux services essentiels <i>Wild card</i> <i>Crise majeure du système électrique</i>
Tissu économique	Le tissu économique fragilisé tient le choc et se renouvelle peu	Très nombreuses faillites de PME et TPE ; les grandes entreprises tiennent le coup	Plans de relance ciblés	Effondrement de pans entiers de l'économie

Microscénario E1. Casse limitée ; retour progressif à la normale

À la suite du confinement du printemps 2020, la reprise d'activité est progressive mais assez soutenue. Les aides de l'État ont permis d'amortir le choc. Le nombre de faillites d'entreprise reste assez limité, le chômage connaît une hausse importante au second semestre 2020 (12 % en moyenne sur l'année), mais se stabilise autour de 10 % en 2021. Il n'y a pas de modification notable de la structure de l'emploi. Néanmoins, les craintes de rebond épidémique, le maintien durable de certaines contraintes pesant sur le travail et sur la consommation limitent le retour de la croissance économique, qui reste faible en 2021 (4 %-6 %). Globalement, la reprise se fait sur des modèles très proches de l'économie d'avant-crise malgré quelques relocalisations d'activités et modifications des organisations du travail (télétravail). L'endettement des entreprises et de l'État est fortement accru ; les investissements sont limités.

Microscénario E2. Crise et rebond

L'impact sur l'économie réelle de la crise sanitaire est plus fort qu'anticipé en mai-juin 2020 et provoque une baisse de 15 % du PIB. Les retours épidémiques à l'automne, le maintien durable de certaines restrictions, la persistance d'une épargne forte au détriment de la consommation, l'impossibilité de prolonger durablement les aides consenties au début de la crise provoquent en effet l'effondrement de certains secteurs fortement pourvoyeurs d'emplois (tourisme, restauration, bâtiment...). D'autres secteurs sont en revanche épargnés (e-commerce, agroalimentaire, santé, etc.). En 2021 néanmoins, la reprise est assez forte (8 %-10 %), portée à la fois par les commandes publiques (renouvellement de flottes de véhicules par exemple), et par les grandes multinationales. Elle s'accompagne d'un renouvellement assez fort du tissu d'entreprises et de modifications conséquentes de l'organisation du travail. Prudentes, les entreprises embauchent peu, sous-traitent beaucoup, automatisent quand elles le peuvent. Le travail indépendant et les contrats précaires sont nombreux. L'activité économique est en dents de scie, car fortement dépendante des évolutions de la situation sanitaire mondiale et nationale, et de ses conséquences.

Microscénario E3. Vers une économie verte et raisonnée

L'impact de la crise sanitaire sur l'économie est fort (comme dans le microscénario E2) et, dès l'été 2020, il est anticipé une baisse de 12 % à 15 % du PIB en 2020. Face à cette situation, mais à l'impossibilité de maintenir durablement l'ensemble des aides consenties en début de crise, un plan de relance est établi. Des investissements publics très importants sont programmés sur plusieurs années pour provoquer une transformation profonde de l'économie et favoriser l'émergence d'une économie verte et durable. Les fonds investis favorisent les reconversions des entreprises et des individus. Engagée dès 2021, cette relance permet un rebond de la croissance économique et de la consommation des ménages. Le tissu de PME est assez profondément renouvelé, mais les grandes entreprises demeurent les principaux acteurs de cette « nouvelle économie ». L'endettement public est important.

Microscénario E4. Récession et économie informelle

La crise économique est majeure dès l'été 2020 (baisse de 15 % du PIB escomptée pour 2020). La situation européenne et internationale ne laisse guère d'espoir d'un regain de la croissance. Certaines multinationales sont en grande difficulté et l'État est contraint de monter au capital voire de les nationaliser. Parmi les PME, les faillites sont nombreuses, et les licenciements massifs. Les impacts sont majeurs sur l'emploi, la hausse du taux de chômage est dramatique, y compris dans les secteurs qui avaient été initialement les moins touchés par la crise. Les revenus et la consommation baissent. La situation sociale est très dégradée dès l'automne 2020. Les aides de l'État sont insuffisantes pour pallier une situation de récession qui perdure en 2021. Les ménages sont de plus en plus amenés à se recentrer sur des situations de débrouille locale ; l'économie informelle se développe fortement. Les sorties de l'emploi traditionnel s'accroissent. Une partie de la population des grandes métropoles les quitte durablement. Les recettes de l'État s'amenuisent. En 2021, la pérennité du système de protection sociale est en question. Le retour à la normale semble de moins en moins probable.

Variable « Impact économique direct du confinement de mars-avril 2020 »

Définition

Cette variable cherche à examiner les conséquences directes sur l'économie de la période de 56 jours de confinement, et propose des hypothèses de reprise.

Éléments d'analyse

Au cours du premier trimestre 2020, la croissance économique a diminué de 5,3 % en France selon l'INSEE. Selon les dernières estimations du gouvernement, début juin 2020, la croissance économique française pourrait diminuer de 11 % en 2020 (contre 8 % envisagés précédemment). Le déficit public atteindrait près de 10 % du PIB et la dette publique 116 % du PIB. Le coût du chômage partiel pourrait être compris entre 24 et 58 milliards d'euros.

La capacité des secteurs les plus touchés (commerce, hébergement et restauration, soit plus de 16 % de l'emploi total) à maintenir l'emploi, et l'efficacité des mesures de soutien mises en œuvre par l'État (formation, appui aux filières stratégiques) déterminent en grande partie la situation de l'économie française fin 2021.

Selon le FMI, la croissance économique pourrait atteindre 4,5 % en France en 2021. Le gouvernement français n'avait pas encore proposé de prévision à la date de rédaction de ces scénarios.

Une des grandes inconnues sera la nature du soutien aux acteurs économiques : soutien concentré sur le maintien en emploi (chômage partiel) et / ou soutien à l'activité (comme dans certains pays) ? Sur ce deuxième pan, les dispositifs sectoriels existent pour le tourisme et l'automobile, et se discutent au cas par cas pour les autres secteurs (Camaïeu, etc.).

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Rattrapage très progressif

Baisse de 10 %-12 % du PIB en 2020 (confinement mars-avril 2020, et reprise progressive et dynamique de l'activité dès le mois de juillet 2020).

Reprise, mais très progressive, en 2021 (hausse de 4 %-6 % du PIB en 2021).

Hypothèse 2. Plongeon et rebond

Baisse de 12 % à 15 % du PIB en 2020 (confinement mars-avril, et reprise très progressive en 2020, notamment dans secteurs durablement touchés : restauration, hôtellerie, tourisme).

Reprise vigoureuse en 2021 : hausse de 8 % à 10 % du PIB en 2021.

Hypothèse 3. Récession durable

Baisse de 12 % à 15 % du PIB en 2020 (confinement mars-avril, et reprise très progressive, notamment dans secteurs durablement touchés : restauration, hôtellerie, tourisme).

En 2021, la croissance du PIB est nulle car de nouveaux confinements interviennent ou des restrictions durables d'activités sont imposées, ou de nombreux secteurs sont durablement sinistrés et entraînent des faillites en cascade.

Variable « Chômage et situation de l'emploi »

Définition

Cette variable cherche à analyser la situation de l'emploi en France à l'horizon fin 2021 par rapport à janvier 2020.

Éléments d'analyse

L'évolution de la situation de l'emploi en France n'est pas homogène selon les secteurs d'activités, inégalement affectés par la crise. De l'ampleur et de la durée des mesures de soutien à l'économie décidées par l'État dépend la survie des secteurs les plus fragilisés par la crise (indépendants, secteur culturel, hôtellerie et restauration, transport aérien).

L'évolution de la crise sanitaire et les possibles pics épidémiques futurs peuvent aggraver la situation de l'emploi et condamner certains secteurs parmi les plus fragiles (industries « saisonnières » et culturelles).

Fin avril 2020, selon la DARES, la France comptait 4,5 millions de chômeurs en catégorie A, soit une hausse d'un million en trois mois. Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite, c'est-à-dire qui ont travaillé durant le mois précédent (catégories B et C) baisse fortement en avril. La croissance des demandeurs d'emploi toutes catégories confondues (A, B, C) est de 200 000 personnes environ en avril. Au total, plus de six millions de personnes recherchent un emploi fin avril 2020.

À court terme, la situation de l'emploi dépendra : 1) de la reprise des activités dans les secteurs qui ont le plus licencié et sont le plus sensibles à la conjoncture ; 2) de la nature des emplois (re)créés : CDI, CDD, intérimaires, externalisation et recours au travail indépendant ; 3) du maintien de l'emploi dans les entreprises qui ont bénéficié des aides de l'État et notamment des dispositifs de chômage partiel de première génération.

Selon la ministre du Travail, Murielle Pénicaud, en avril 2020, 8,6 millions de salariés étaient au chômage partiel. Un dispositif « d'activité partielle de longue durée » (un à deux ans) devrait être mis en place selon la ministre (annonce du 8 juin 2020) pour soutenir les entreprises où les perspectives de reprise d'activité sont plus tardives que les autres.

Toujours selon la ministre, le taux de chômage devrait dépasser 10 % en 2020, alors qu'il s'est établi à 8 % environ au premier trimestre 2020. Selon la Commission européenne, il resterait proche de 10 % en moyenne en 2021.

Par ailleurs, dans ce contexte économique très morose, les entreprises sont plus réticentes à embaucher, notamment en CDI.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. La hausse du chômage et de la précarité de l'emploi est contenue

Le taux de chômage augmente de manière notable (environ 12 % en moyenne en 2020, ce qui signifie une forte hausse durant le second semestre 2020). Toutefois, les mesures de soutien à l'économie de l'État sont maintenues, ce qui permet d'endiguer la hausse, en maintenant à flot les entreprises. Les CDI des cadres sont préservés, et on observe une multiplication des CDD dans les domaines d'activité les plus sollicités. Le statut des indépendants, fortement fragilisés pendant le confinement, est refondé pour leur offrir une plus grande stabilité, en s'inspirant du modèle des intermittents du spectacle, lui-même revalorisé et reconstitué, compte tenu de l'impact de la crise sur le secteur culturel. Plusieurs inactifs sont encouragés à renforcer les rangs des secteurs les plus en demande. À partir de janvier 2021, les entreprises qui le peuvent mettent en place des formations accélérées pour recruter rapidement. En 2021, en moyenne, le taux de chômage redescend à 10 %, sans retrouver son niveau d'avant la crise (environ 8 %).

Hypothèse 2. Chômage et précarisation de l'emploi importants et très inégaux selon les secteurs

Certains secteurs s'effondrent complètement, et les PME sont les plus touchées (commerce, BTP, tourisme, etc.). En l'absence de moyens de formation, et sans soutien public fort, la main-d'œuvre inactive n'est pas réorientée efficacement vers les entreprises les plus en demande. En parallèle, la difficulté à reprendre une activité économique et sociale normale conduit à la multiplication des temps partiels, des statuts de chômage technique, de chômage partiel. Les indépendants et intermittents du spectacle ne disposent d'aucune aide particulière. On observe une forte hausse du travail précaire, l'ubérisation de certains secteurs se poursuit, notamment dans le domaine de la livraison qui connaît une forte hausse d'activité.

Le taux de chômage au niveau national est contenu (environ 12 % en 2020 et 2021) mais ce chiffre n'est plus révélateur de la situation réelle de l'emploi : il cache des disparités entre secteurs, une croissance notable du travail indépendant précaire, une baisse du salariat, une sortie importante de l'emploi.

Hypothèse 3. Le chômage augmente fortement, ainsi que le travail indépendant et l'économie informelle

La France, comme le reste des pays développés, connaît une crise économique et financière majeure, dans un contexte sanitaire toujours dégradé, qui empêche d'envisager de reprendre des activités économiques normales, y compris en 2021. Dès lors, la hausse du chômage est dramatique, y compris dans les secteurs initialement plus favorisés.

Dès décembre 2020, se développe fortement une économie informelle sur la base de troc et de travail au noir. Sont restructurés et mobilisés plusieurs réseaux de solidarité hyperlocale, notamment entre petits producteurs et artisans et population locale, mais aussi entre voisins. En revanche, en l'absence d'employeurs, la protection sociale individuelle diminue, ce qui fragilise les individus, les rendant plus vulnérables aux risques de santé. La France connaît une situation économique similaire à celle de la Grèce après la crise de 2008. Le taux de chômage atteint 15 % à 18 % en 2020 et se maintient à ce niveau en 2021.

Variable « Consommation des ménages »

Définition

Cette variable renseigne sur les évolutions des pratiques de consommation et d'épargne suscitées par la crise du Covid-19.

Éléments d'analyse

La crise sanitaire et le confinement ont entraîné une chute inédite de la consommation des Français : en mars 2020, les dépenses de consommation des ménages en biens ont diminué de 17,9 % en volume. La baisse atteint 42 % pour les biens fabriqués. Début mai, la consommation était inférieure d'un tiers à son niveau d'avant confinement.

Une semaine après le déconfinement, elle avait presque retrouvé son niveau d'avant-crise : le rattrapage a donc été rapide et massif, et même plus élevé que dans les autres pays européens.

La crise a aussi accentué certaines pratiques déjà présentes, et qui pourraient donc se maintenir :

— le e-commerce et le *drive* ;

— le recours aux producteurs locaux et / ou français : 8 Français sur 10 souhaitent les privilégier à la sortie du confinement.

Par ailleurs, la crise pourrait aussi accélérer la tendance à la sobriété :

— Contrainte, compte tenu des baisses de revenu observées et à venir, et de l'épargne de précaution que les ménages pourraient constituer. Ainsi, 8 Français sur 10 souhaitent faire attention à leurs dépenses et épargner après le déconfinement.

— Volontaire, la période de confinement ayant accentué les aspirations à consommer « moins mais mieux ». La moitié des Français affichaient cette intention juste avant le déconfinement. Et près de 6 sur 10 considèrent que le confinement constitue une rupture forte qui les conduira à changer leurs habitudes de consommation.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Retour (relatif) à la normale

Suite au déconfinement et après une période de rattrapage, la consommation des Français retrouve progressivement et assez rapidement (phénomène « années folles » pendant l'été 2020) son niveau et sa structure du début d'année 2020.

Les pratiques se diversifient, le e-commerce continue à croître ainsi que les achats *made in France* et le recours aux commerces de proximité.

Hypothèse 2. Consommation durablement faible, priorité à l'épargne

Les Français restent durablement marqués par la crise, financièrement et psychologiquement. Ils continuent à privilégier l'épargne (quand ils le peuvent) et les dépenses essentielles. Certaines dépenses sont par ailleurs rendues impossibles par la non-reprise de certaines activités. Jusque fin 2021, la consommation reste inférieure à son niveau de début 2020.

Hypothèse 3. Consommation sélective et responsable

Les habitudes de consommation prises pendant le confinement deviennent finalement la nouvelle norme. Les Français continuent à consommer mais sont plus sélectifs et réfléchis. Le principe du « consommer moins mais mieux » se généralise : priorité donnée aux loisirs et à la culture, aux produits *made in France*, aux achats durables, aux produits écologiques...

Hypothèse 4. Fort développement de l'économie informelle

Pour faire face à la baisse des revenus, une partie des Français, en particulier ceux vivant dans les territoires ruraux, réorientent leurs pratiques de consommation, localement, sur la base de troc, d'échanges de services, ou de travail au noir échappant aux cadres institutionnels classiques. Cette hypothèse peut coexister avec les trois précédentes.

Variable « Recomposition des chaînes de valeur des entreprises »

Définition

L'économie nationale française est de plus en plus mondialisée. C'est-à-dire que son fonctionnement dépend pour une part croissante de la production et de la vente de biens à l'étranger. La crise va-t-elle entraîner une réorganisation de ces chaînes de valeur par les entreprises ?

Éléments d'analyse

Pendant la crise, l'arrêt de la production chinoise et, de façon générale, la forte perturbation des chaînes de valeur mondiales ont mis en lumière la fragilité de ces chaînes de valeur et des entreprises qui en dépendent. En France, cela s'est notamment manifesté par la difficulté à importer le matériel médical nécessaire à la bonne gestion de la crise sanitaire. Pour de nombreuses entreprises, c'est une partie de leurs approvisionnements (en biens intermédiaires ou finaux) qui s'est tarie, et / ou leurs débouchés commerciaux.

Au printemps 2020, la déstructuration des chaînes de valeur mondiales provoquée par la crise sanitaire n'a cependant pas entraîné de pénurie vitale pour l'économie nationale française et n'a pas conduit, à ce stade, à des faillites massives.

Le taux d'ouverture de l'économie française reste assez faible comparé à d'autres pays.

Les importations françaises de biens intermédiaires proviennent ainsi à 66 % de l'Union européenne, contre 9,3 % des États-Unis et 5,1 % de Chine. Les ordres de grandeur sont similaires concernant les exportations. Les 50 premières entreprises françaises en termes de chiffre d'affaires représentent à elles seules 40 % du total des exportations (et les 500 premières en représentent les deux tiers).

Ce sont essentiellement quelques grandes multinationales qui sont inscrites dans les chaînes de valeur mondiale et subissent donc directement les coupures d'approvisionnement ou celles des débouchés ; mais ces entreprises ont un effet d'entraînement majeur sur l'économie, notamment via leurs sous-traitants.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Pas de modifications majeures des chaînes de valeur pour les grandes entreprises françaises

Amortissement du choc lié au(x) confinement(s) grâce aux aides de l'État aux grandes multinationales fragilisées (apports de trésorerie). Quelques relocalisations sur secteurs considérés comme stratégiques et mis en lumière pendant la crise (médicaments, matériel médical notamment). *Statu quo* pour le reste : augmentation relative des stocks en prévision de nouveaux chocs, mais la priorité est à la reprise de la production à un coût limité, y compris avec de nouvelles vagues de délocalisations d'activités.

Hypothèse 2. Les grandes entreprises mettent en place très progressivement des stratégies de résilience en 2021

Analyses de risques accrues, diversification des approvisionnements, mouvement de recentrage de la production sur l'Europe, automatisation de la production, stocks. Mouvement qui peut être poussé par assureurs et financeurs. Ou imposé par l'État dans des secteurs stratégiques (au sens de la loi), ou quand l'État est actionnaire.

Hypothèse 3. Plan de relance sous condition de localisation européenne de la production

Les grandes multinationales françaises et européennes, très fragilisées, dépendent des aides et des investissements des États et de l'Union européenne. Ceux-ci sont consentis sous condition, notamment de localisation de l'essentiel de la production en Europe, d'une décarbonation importante de l'ensemble de la chaîne de valeur, de la constitution de stocks suffisants pour répondre à de futurs chocs et interruptions de la production.

Variable « Fonctionnement des secteurs économiques et services clefs »

Définition

On entend ici par secteurs économiques et services clefs, ceux qui sont essentiels au fonctionnement de l'économie nationale, à savoir : agroalimentaire, réseaux et infrastructures, services bancaires et financiers, éducation, santé, police, transports, services publics administratifs divers.

Éléments d'analyse

Les secteurs économiques et les services clefs ont été touchés entre janvier et juin 2020 par les perturbations des chaînes de valeur mondiales, mais surtout par le confinement et le respect des protocoles sanitaires qui ont entravé le bon fonctionnement des organisations.

Différentes mesures ont été prises notamment dans l'agriculture. La mobilisation du personnel soignant a été également la priorité. Dans l'ensemble, les réseaux notamment de télécommunications ont absorbé la hausse des débits. La distribution d'eau, d'énergie, la collecte des déchets ou le traitement des eaux usées ont été compliqués mais n'ont pas connu de rupture massive. Les services bancaires se sont maintenus malgré des engorgements, notamment pour l'accès aux services des plus précaires. Les services de transport et d'éducation, tous deux essentiels à la reprise généralisée du travail, ont durant le confinement été plus ou moins arrêtés ou transformés — enseignement (disparate) à distance.

Les questions se posent davantage sur la reprise : capacités d'absorption des retards dus à la période de confinement, retour effectif au travail malgré les risques sanitaires.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Retour progressif à la normale

L'ensemble des services publics reprend progressivement le travail et la rentrée de septembre 2020 se fait normalement. Des mesures spécifiques permettent d'alléger certaines administrations (justice, fisc, etc.) et d'absorber le temps d'arrêt du confinement et des premières phases de déconfinement. Les opérateurs de réseaux parviennent à absorber eux aussi les baisses de revenu, et à mettre en place les opérations de maintenance essentielles au bon fonctionnement des réseaux. Il n'y a pas de perturbations majeures des activités économiques et des services essentiels.

Hypothèse 2. L'embolie des services publics handicape la reprise économique

Les retards accumulés dans le traitement des dossiers dans certaines administrations, couplés avec le faible taux de retour au travail, entraînent une paralysie de certains services publics essentiels à la reprise de la vie économique. L'Éducation nationale notamment ne parvient pas à reprendre un cours normal, y compris à l'automne (maintien de consignes sanitaires, faibles retours au travail, etc.) : les enjeux de garde d'enfants sont cruciaux pour une partie de la population active. L'embolie de la Justice entraîne par ailleurs un sentiment d'impunité qui favorise la délinquance (de rue, financière, etc.). Les transports publics fonctionnent de façon fluctuante en fonction de la situation sanitaire. Les métropoles sont congestionnées.

Cette situation handicape le bon fonctionnement de certains secteurs économiques essentiels mais sans créer de rupture dramatique. On ne connaît pas, à l'horizon de 18 mois, de rupture majeure dans l'approvisionnement alimentaire ni dans le fonctionnement du système de santé.

Hypothèse 3. Ruptures ponctuelles dans l'accès aux services essentiels

Comme dans le scénario 2, les services publics reprennent de façon erratique. De même, les rebonds épidémiques et leurs conséquences perturbent l'organisation de la production dans des secteurs clefs : agroalimentaire, entretien et fonctionnement des réseaux, services de santé. L'accès aux services essentiels (alimentation, santé, énergie, télécommunications) n'est pas assuré partout et en permanence, ce qui entraîne un sentiment d'insécurité parmi la population.

Wild card**Crise majeure du système électrique**

Les opérateurs du système électrique confrontés à la baisse de la demande, à une chute de leurs revenus, à un difficile accès à la main-d'œuvre pour les opérations de maintenance ne peuvent empêcher un *black-out* important à l'hiver 2021. Cf. Note de France Stratégie.

Variable « Tissue économique »

Définition

On se réfère dans cette variable au nombre, à la structure et à l'état général des entreprises françaises. Cette variable est très liée aux variables précédentes, aux politiques de soutien à l'économie et à la variable « effets directs du confinement de mars-avril » qui comprend des hypothèses de croissance économique.

Éléments d'analyse

La crise sanitaire s'est muée en crise économique du fait d'une baisse de la production (liée aux difficultés d'approvisionnement et à l'indisponibilité de la main-d'œuvre pendant le confinement) et d'une baisse de la demande liée la difficulté de consommer pendant la période de confinement et celle qui a suivi.

Pour le moment, les défaillances d'entreprises restent limitées, mais : 1) il n'existe pas encore de chiffres stabilisés de la Banque de France sur les mois d'avril et mai 2020, 2) les mesures de soutien à l'économie ont eu un effet d'amortisseur, 3) il peut y avoir un effet trompe-l'œil car les tribunaux de commerce ont fermé mi-mars. En Grande-Bretagne ou aux États-Unis, où les entreprises sont moins protégées, les faillites semblent importantes (plus de 20 000 en Grande-Bretagne au premier trimestre) et les dettes des entreprises explosent.

En France, les mesures de soutien à l'économie permettent aux entreprises de retarder leurs échéances de paiement et visent à préserver l'emploi. Néanmoins, hormis pour les secteurs donnant lieu à des plans de soutien spécifiques (automobile, tourisme), la chute de l'activité n'est pas compensée. La survie des entreprises dépendra donc d'éventuelles modifications des mesures de soutien public, mais surtout de leur capacité absorber cette baisse, et à reprendre après la mise en sommeil du confinement. Ceci dépendra de l'importance de la remise en état opérationnel de l'appareil de production, de la disponibilité de la main-d'œuvre, du rythme et des modalités de la reprise de la consommation.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Le tissu économique fragilisé tient le choc et se renouvelle peu

Faillites limitées, reprise de la consommation, soutiens aux secteurs et grandes entreprises les plus fragilisés. Les résultats sont moroses, les dettes s'accroissent et pèsent au moins jusqu'en 2022. Croissance faible. Économie en large partie sous perfusion.

Hypothèse 2. Effondrement de pans entiers de l'économie

Les soutiens publics sont indiscriminés, mais la situation de crise s'éternise. Faillites de grandes multinationales que le maintien d'une situation sanitaire et du commerce international défavorables empêche de sauver. Faillites en cascades et secteurs sinistrés : hôtellerie, restauration, tourisme qui ne résistent pas à des limitations sanitaires et à la perte de clientèle internationale pendant 18 mois.

Hypothèse 3. Très nombreuses faillites de PME et TPE ; les grandes entreprises tiennent le coup

Les grandes entreprises vitales pour l'économie sont soutenues jusqu'à ce que les affaires reprennent. En revanche, de nombreuses PME et TPE, notamment dans les secteurs où la reprise est très progressive, ferment lorsque les soutiens s'amenuisent (été, automne 2020). Renouvellement important du tissu économique en 2020-2021.

Hypothèse 4. Plans de relance ciblés

La crise sanitaire et économique dure. Des plans de relance français / européens sont nécessaires. Des choix politiques amènent à cibler les investissements sur le soutien à l'industrie européenne et à la transition écologique. Une transformation importante du tissu industriel se met en place. Les entreprises qui ne parviennent pas à s'adapter ferment ; de nouvelles émergent. L'organisation de formations professionnelles pour faciliter les mobilités est devenue une priorité.

Situation française			
Sous-système F. Climat social et politique			
Microscénarios	Microscénario F1. Cohésion démocratique	Microscénario F2. Stratification renforcée et État isolé	Microscénario F3. Dislocations, insurrections et État sécuritaire
Variables	Hypothèses		
Pilotage et organisation de l'État	Unité et cohésion	Éclatements	Unité provisoire, dislocation rapide
État d'urgence sanitaire	Libéralisation et responsabilisation individuelle	Certaines libertés individuelles restent profondément altérées sur le long terme, mais de manière inégale en fonction des territoires et des populations	Pilotage strict, surveillance forte pour tous
Organisation du travail (entreprises, services publics, associations)	Prime à l'engagement puis retour à la normale	Fortes disparités des conditions de travail entre travailleurs protégés et exposés	Retrait massif et persistant de la main-d'œuvre
Confiance des individus envers les institutions publiques	Confiance en hausse	Confiance dégradée mais sans trouble de l'ordre public notable	Confiance très dégradée, climat insurrectionnel
Cohésion sociale	Cohésion forte	Stratification sociale et anomie	Dislocation sociale et générationnelle
Solidarités	Prises en charge par l'État avec aide financière pour les grandes associations	Informelles et territorialisées	Organiques et centrées sur la famille et les communautés
Mouvements sociaux	Trajectoire pré-crise	Revendications hétéroclites et peu structurées	Climat insurrectionnel
Rapport au temps et aux activités	Le travail revalorisé	Dissociation entre classes sociales	Dégradation de la perception du travail

Microscénario F1. Cohésion démocratique

Face à la crise, l'État et les collectivités ont su, après les confusions initiales, prendre des mesures qui ont globalement rassuré la population. La stabilisation de l'épidémie permet de lever, à partir de l'été 2020, la quasi-totalité des mesures restreignant fortement les libertés individuelles et collectives.

La confiance des Français envers les institutions tend donc à augmenter. Le solide accompagnement à la fois des acteurs économiques et des plus précaires permet de stabiliser cette confiance, au moins jusqu'à l'automne 2020. L'État apparaît clairement comme un acteur essentiel pour garantir la sécurité de tous.

L'implication de tous les acteurs, y compris dans la fonction publique à la rentrée 2020, permet le retour à une situation normale des services publics et favorise le bon respect du droit.

Parallèlement, les nombreuses initiatives sociales mises en œuvre à plusieurs échelles pendant la période de confinement perdurent bien après. Ainsi, de nombreux individus, associations, entreprises, mais aussi corps de métier (comme l'armée) se mobilisent pour maintenir les liens et les soutiens entre générations et entre communautés.

De leur côté, les collectivités locales acquièrent une plus grande autonomie dans certains domaines grâce à la mise en place de dispositifs spécifiques en bonne intelligence avec les dispositifs nationaux.

Néanmoins, la précarisation du marché du travail entraîne une dégradation des conditions de travail d'une partie des salariés, alors même que les attentes vis-à-vis du travail sont plus importantes que jamais.

Les contestations et oppositions n'ont donc pas disparu, mais portent principalement sur les conditions de travail et le pouvoir d'achat. Globalement, la cohésion de la société française est renforcée en 2021.

Microscénario F2. Stratification renforcée et État isolé

Le gouvernement et l'administration ne parviennent pas à imposer leurs décisions et à les faire appliquer de manière homogène sur le territoire.

Des collectivités investissent certains champs régaliens et mettent en place des mesures complémentaires à celles de l'État pour la gestion de l'épidémie. Les découplages des trajectoires des territoires se renforcent.

Certaines libertés individuelles restent altérées, mais de manière inégale en fonction des territoires et des populations : des contrôles sont maintenus pour les populations jugées plus à risque ; à l'inverse, un relâchement ou une perte de contrôle s'observe sur certains territoires.

La confiance des Français envers le gouvernement et les institutions se dégrade, car leur bilan de la gestion de la crise est jugé globalement négatif. De plus, certaines administrations, notamment la Justice et l'Éducation nationale, subissent les contrecoups de la crise, et n'assument pas leur service normal, ce qui pèse sur la vie quotidienne de nombreux Français (insécurité, problèmes de garde d'enfant, inquiétudes généralisées).

Les inégalités se creusent aussi : sur le marché du travail, entre les riches et les plus précaires, entre générations, mais aussi en termes d'accès à l'éducation et aux dispositifs d'aide de l'État. La cohésion sociale pâtit fortement de cette stratification croissante de la société, les sentiments d'injustice et les hostilités envers les privilégiés s'accroissent.

En l'absence de soutien financier de l'État, les solidarités elles-mêmes s'organisent de manière hétérogène et inégale, les individus se recentrent sur leur sphère de proximité.

Les contestations se multiplient mais avec une grande diversité d'objectifs, d'acteurs, de destinataires et de durée. Elles créent une perturbation permanente qui se traduit par un climat social sans arrêt en effervescence, mais sans explosion.

Microscénario F3. Dislocations, insurrections et État sécuritaire

La gestion à court terme de la crise a mobilisé toutes les énergies et lissé pour un temps les différends sociaux et politiques. Mais les dissensions ressurgissent fortement à partir de l'été 2020. En effet, l'absence de vision partagée et mobilisatrice entraîne une démotivation de l'administration, et une mise en œuvre inégale et aléatoire des dispositifs de sortie de crise, notamment entre les territoires.

Les conséquences économiques et sociales de la crise éclatent véritablement à l'automne, lorsque les dispositifs gouvernementaux sont réduits ou supprimés (chômage partiel, report du paiement des charges des entreprises...). Les tensions entre générations s'exacerbent aussi, face à une crise sanitaire qui touche plus les aînés et une crise économique qui touche au contraire davantage les jeunes. Face à la baisse des moyens d'action des associations, les solidarités se recentrent sur les familles.

Les revendications se multiplient, et entraînent des mouvements de protestation plus ou moins organisés et violents. En particulier, certaines catégories de salariés subissent une dégradation de leurs conditions de travail à cause de la crise et ses conséquences. Ils enchaînent donc les grèves et les pratiques de désengagement.

Une conjonction de revendications et de luttes des mécontents se constitue (gilets jaunes, extrêmes gauches, libertaires, écologistes, etc.) dès l'automne 2020. Des émeutes et mouvements spontanés difficilement contrôlables embrasent aussi régulièrement certains quartiers. Le climat global est insurrectionnel.

En réponse, l'état d'urgence est maintenu au moins jusqu'à l'été 2021. Courant 2021, le gouvernement durcit certaines mesures mises en œuvre pendant la crise sanitaire, notamment le recours aux dispositifs de traçage qui deviennent progressivement obligatoires pour accéder à plusieurs lieux ou services. Ces décisions ne font qu'empirer la situation de confrontation, et entraînent la radicalisation de mouvements de défense des droits et libertés individuels. Les actions violentes et directes se multiplient (attaques contre des infrastructures vitales, contre les forces de l'ordre, contre les symboles de l'autorité, etc.).

Variable « Pilotage et organisation de l'État »

Définition

Cette variable évalue le fonctionnement des institutions pendant la crise, le niveau de coordination entre l'exécutif, le Parlement, les administrations et les collectivités sur le terrain.

Éléments d'analyse

Il est reproché au gouvernement de ne pas avoir sérieusement anticipé une pandémie mondiale, ni pris suffisamment au sérieux la menace au début de l'épidémie (absence de stocks de matériel vital, maintien du premier tour des élections municipales...). Les parlementaires (Les Républicains) ont déclaré vouloir créer une commission d'enquête parlementaire à l'automne pour investiguer ces manquements. Ces tensions internes liées à la gestion de crise ont de fait déjà conduit à la création d'un nouveau groupe à l'Assemblée (« Écologie, démocratie, solidarité »), qui fait perdre de justesse à La République en marche la majorité absolue au Parlement (le 19 mai 2020).

Les pouvoirs locaux ne se sont pas sentis épaulés pendant le déconfinement. En témoigne l'exigence des élus de bénéficier d'une immunité pénale en cas de reprise de l'épidémie sur leur commune. La complémentarité entre les différentes couches de l'action publique semble cependant s'être améliorée.

Les élections municipales prévues fin juin 2020 seront un test en trois temps pour le gouvernement : 1) accompagnement à l'organisation de ces élections par le pouvoir central : les pouvoirs locaux seront-ils satisfaits ? ; 2) le taux de participation pourra être un marqueur de la confiance des populations ; 3) l'apparition de *clusters* de malades suite aux élections pourrait provoquer une nouvelle vague de scandales et de mécontentements.

Plusieurs régions ont mis en place des fonds régionaux pour soutenir l'économie locale — *cf.* Grand Est avec le fonds Covid Résistance, ou l'Île-de-France (« Fonds résilience », « PM'Up Covid-19 »).

Plusieurs mouvements de désobéissance ont été lancés par les policiers et gendarmes. La disponibilité des forces de l'ordre pour la surveillance des mesures sanitaires qui intervient à la suite de fortes mobilisations de ces services n'est pas garantie.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Unité et cohésion

Les institutions fonctionnent sans accroc majeur avec pilotage de la crise, de sa gestion et de la sortie de crise par l'exécutif s'appuyant sur l'administration, et en bonne articulation avec le Parlement et les collectivités locales.

L'urgence nationale sert de ciment et lisse les différends. Les élections municipales prévues fin juin 2020 se passent sans accroc, avec une participation assez haute. Les collectivités locales acquièrent une plus grande autonomie dans certains domaines grâce à la mise en place de dispositifs spécifiques (plan de relance pour l'emploi, etc.) adaptés aux spécificités territoriales, en bonne intelligence avec les dispositifs nationaux.

Hypothèse 2. Éclatements

Désarticulation progressive du pouvoir politique et de l'outil administratif conduisant à une démotivation de l'administration, favorisant une application erratique du droit (y compris maintien de l'ordre). La participation aux municipales est inégale sur le territoire.

Des collectivités territoriales s'émancipent plus ou moins largement et investissent certains champs régaliens, notamment dans les grandes villes où des partis d'opposition ont été élus confortablement. Concernant la gestion de l'épidémie, celles qui le peuvent mettent en place des mesures complémentaires (tests massifs par exemple, aide à la gestion de la quatorzaine pour les personnes malades, etc.).

Hypothèse 3. Unité provisoire, dislocation rapide

La gestion à court terme de la crise mobilise toutes les énergies et lisse les différends pendant le temps de l'urgence sanitaire. Mais une fois le premier orage passé, l'absence de vision partagée et mobilisatrice entraîne démotivation de l'administration qui se ressent parmi la population. Fin juin 2020, l'abstention aux élections municipales atteint des records. La mise en œuvre des dispositifs de sortie de crise (aide aux entreprises, etc.) et de relance est aléatoire, ainsi que les mesures prises pour anticiper de possibles rebonds épidémiques. Les mesures prises sont inégales selon les territoires, ce qui entraîne des tensions au sein de la société dans son ensemble.

Variable « État d'urgence sanitaire »

Définition

La déclaration de l'état d'urgence sanitaire autorise le Premier ministre à prendre par décret :

- des mesures limitant la liberté d'aller et venir, la liberté d'entreprendre et la liberté de réunion ;
- des mesures de réquisition de tous biens et services nécessaires pour mettre fin à la catastrophe sanitaire ;
- des mesures temporaires de contrôle des prix.

Éléments d'analyse

L'état d'urgence sanitaire, créé par la loi du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, a été déclaré pour deux mois, jusqu'au 23 mai 2020. Sa prolongation a été actée par le Parlement jusqu'au 10 juillet 2020 inclus.

Les régimes de quarantaine et d'isolement sont précisés : ils peuvent avoir lieu au choix des personnes à leur domicile ou dans des lieux d'hébergement adaptés. La durée initiale de la mesure est limitée à 14 jours, son renouvellement nécessite un avis médical.

Le Premier ministre peut réglementer par décret les déplacements, l'accès et l'usage des transports, et l'ouverture des établissements recevant du public (et non plus seulement limiter ou interdire).

Le ministre de la Santé est autorisé à mettre en œuvre, via un système d'information créé par décret, le traitement et le partage des données de santé des personnes malades et des personnes ayant été en contact avec elles, le cas échéant sans leur consentement. Ces données sont accessibles à un certain nombre d'intervenants, y compris à des professionnels non médicaux.

Il s'agit de permettre le recensement des cas confirmés à destination d'un dispositif de *tracing* et de mettre en œuvre le *tracing* lui-même. Le système d'information doit reposer sur deux outils :

- le fichier SI-DEP (service intégré de dépistage et de prévention), qui doit centraliser les informations sur les tests Covid-19 afin de les partager avec les acteurs sanitaires ;
- et le fichier « Contact Covid » de l'Assurance maladie, pour suivre les patients et identifier les cas contacts.

Les parlementaires ont autorisé ce système pour une durée au plus de six mois à partir de la fin de l'état d'urgence sanitaire. Les données collectées sont limitées, notamment au statut virologique ou sérologique d'une personne à l'égard du Covid-19. Elles ne peuvent pas être conservées plus de trois mois. Elles n'alimenteront pas l'application StopCovid.

Cette application StopCovid vise à stopper la circulation du coronavirus après la levée des mesures de confinement. Une fois téléchargée sur smartphone, elle permet de suivre les contacts (*contact tracing*) qui ont eu lieu avec une personne touchée par le Covid-19. Lorsqu'un individu se déclare malade, ce dispositif alerte les personnes ayant eu des relations avec lui pendant au moins 15 minutes. La CNIL et le CNNum ont donné leur feu vert au développement de StopCovid, leurs avis insistent cependant sur une nécessaire prudence dans sa mise œuvre.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Libéralisation et responsabilisation individuelle

La stabilisation de l'épidémie permet de lever, à partir de l'été 2020, la quasi-totalité des mesures restreignant fortement les libertés individuelles et collectives (par exemple de rassemblement, qui empêchait jusqu'alors toute manifestation). Les mesures de distanciation sociale, appuyées par certains outils technologiques et épidémiologiques reposent sur la base du volontariat. Un organe de contrôle spécifique est créé en complément ou au sein de la CNIL, dès l'automne 2020, pour s'assurer que les données personnelles collectées dans le cadre de la lutte contre l'épidémie (fichiers SI-DEP et « Contact Covid », application StopCovid, etc.) soient effectivement anonymisées et conservées sur le territoire. Fin de l'état d'urgence sanitaire, et de tous les procédés dérogatoires qu'il permettait, dès l'été 2020.

Hypothèse 2. Certaines libertés individuelles restent profondément altérées sur le long terme, mais de manière inégale en fonction des territoires et des populations

L'état d'urgence sanitaire est prolongé pour pouvoir réagir rapidement en cas de reprise de l'épidémie. Mais dans les faits, peu de nouvelles mesures de restriction sont mises en place. Certaines autorités maintiennent des contrôles particuliers pour les populations jugées plus à risque (personnes âgées, ou avec facteurs de comorbidité) qui voient leurs droits et libertés réduits plus longtemps que les autres, bien au-delà de l'été 2020. À l'inverse, on observe un relâchement ou une perte de contrôle sur certains territoires ou dans certaines populations qui sont de plus en plus réticentes aux restrictions et aux mesures de contrôle.

Hypothèse 3. Pilotage strict, surveillance forte pour tous

Parce que (ou sous prétexte que) l'épidémie n'est pas ou insuffisamment contrôlée, ou bien sous prétexte de prévenir de prochains risques sanitaires, l'état d'urgence est maintenu au moins jusqu'à l'été 2021. Courant 2021, le gouvernement durcit certaines mesures mises en œuvre pendant la crise sanitaire, notamment le recours aux dispositifs de traçage qui deviennent progressivement obligatoires pour accéder à plusieurs lieux ou services.

Variable « Organisation du travail »

Définition :

Cette variable correspond aux modalités d'organisation de la production par les entreprises et les organisations. Ces dernières ont été fortement perturbées notamment par le confinement, les restrictions de déplacement et l'arrêt de certaines activités. L'organisation du travail a toutefois été très différemment modifiée selon les secteurs d'activité, la localisation géographique et le type d'entreprise.

Éléments d'analyse

La crise Covid-19 s'est traduite par une explosion du recours au télétravail : entre un quart et un tiers des Français affirmaient être en télétravail en mars 2020.

Le taux de recours au chômage partiel a lui aussi explosé, puisque'il concernait plus d'un salarié du secteur privé sur deux début mai 2020. Ce dispositif a permis de freiner la hausse du taux de chômage pendant la crise.

Les risques sanitaires accrus ont aussi accentué les tensions, voire les conflits, entre salariés et entreprises : à La Poste, chez Amazon, ou encore dans le bâtiment. En réponse, des mesures de prévention et de compensation ont été mises en place à la fois par l'État (primes, décrets pour encadrer les conditions de travail...) et par les entreprises.

À plus long terme, les employeurs vont être confrontés à des choix d'organisation du travail pour aborder une reprise incertaine : recours accru à des organisations du travail combinant automatisation et travail indépendant ou mise en place de collectifs de travail soudés et réactifs.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Prime à l'engagement puis retour à la normale dans le droit du travail

Les employeurs des secteurs stratégiques compensent, dès le printemps 2020, les carences dans la protection prophylactique des travailleurs par des primes pour les inciter à poursuivre ou reprendre leur activité. En parallèle, se négocient plusieurs dérogations aux règles sur les temps de travail et de repos, via une majoration des heures supplémentaires le temps de la progressive relance économique jusqu'en 2021. L'État fait de même avec les fonctionnaires. La précarisation du marché du travail entraîne une dégradation des conditions de travail d'une partie des salariés, alors même que les attentes vis-à-vis du travail sont plus importantes que jamais. Des campagnes de recrutement volontaire sont organisées par l'État et des entreprises en manque de main-d'œuvre dans des secteurs stratégiques : agriculture, secteur sanitaire et social... Cette situation entraîne présentisme dans certains secteurs, surmenage et *burn-out* dans d'autres dès la fin 2020.

Hypothèse 2. Fortes disparités des conditions de travail entre travailleurs protégés et exposés

Le télétravail est massivement maintenu dans les secteurs qui peuvent y recourir, notamment grâce à de nouveaux systèmes contractuels (mi-temps pour garde d'enfants, etc.) pour faire face aux mesures de distanciation physique qui perdurent tout au long de l'année 2021. Les inégalités s'accroissent donc entre ceux qui disposent d'une certaine autonomie dans leur organisation de travail (y compris lieu et temps) et les autres. Cette situation aggrave la dissociation entre la France « du haut » et celle « du bas », notamment dans les grandes métropoles.

Hypothèse 3. Retrait massif et persistant de la main-d'œuvre dans de nombreux secteurs car la crise sanitaire perdure sur le temps long ou car la situation a eu un impact sur le rapport des individus au travail. Les salariés de plusieurs secteurs et de la fonction publique se désengagent massivement (droit de retrait, arrêts maladie, congés) face à des conditions de travail qu'ils jugent à risque, ou bien suite à une recomposition de leurs priorités personnelles (santé, famille, plutôt que carrière). Dans les entreprises, les réquisitions et les conflits sociaux se multiplient sans apaisement des tensions. Seuls les plus précaires continuent à travailler dans les secteurs exposés au risque sanitaire, sans grande garantie juridique, le droit du travail restant toujours fortement dégradé par le maintien de l'état d'urgence bien après l'été 2021.

Variable « Confiance des individus envers les institutions publiques »

Définition

Cette variable évalue la confiance que les Français accordent aux acteurs et institutions publiques.

Éléments d'analyse

Les Français sont traditionnellement très méfiants envers les acteurs politiques. Début 2020, moins d'un Français sur trois faisait confiance au gouvernement, à l'institution présidentielle et à l'Assemblée nationale. Cette méfiance s'est aggravée pendant la crise : en avril et en mai 2020, moins d'un Français sur deux faisait confiance au gouvernement pour « faire face efficacement au coronavirus ». En revanche, ils font majoritairement confiance aux institutions « de protection » : hôpital, armée, police ; et près de 50 % estiment que l'État est en mesure d'aider les entreprises en difficulté...

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Confiance en hausse

La confiance envers l'État et les autres institutions publiques augmente au fur et à mesure que la situation s'améliore, dès le printemps 2020 et jusqu'à fin 2021. La sortie de crise progressive et la découverte de traitements font taire les grandes controverses liées à la gestion sanitaire. Le solide accompagnement à la fois des acteurs économiques et des plus précaires permet de stabiliser cette confiance au moins jusqu'à l'automne 2020. L'État est par ailleurs à nouveau vu comme un acteur nécessaire pour garantir la sécurité de tous. Certaines institutions régaliennes sont de plus en plus appréciées (armée).

L'implication de tous les acteurs, y compris dans la fonction publique, à la rentrée de septembre 2020 (avec primes, revalorisations, etc.) permet le retour à une situation normale des services publics et favorise le bon respect du droit.

Hypothèse 2. Confiance dégradée mais sans trouble de l'ordre public notable

La mauvaise anticipation et gestion de la crise sanitaire laisse de profondes marques dans la confiance des Français envers le gouvernement et les institutions publiques, à qui il est demandé de rendre des comptes dès l'été 2020, quand la situation sanitaire s'est stabilisée. Toutefois, ces comptes se règlent par les voies classiques de recours à la justice et aux dispositifs démocratiques, et les mesures sanitaires mises en place par les autorités restent bien respectées jusqu'à fin 2021.

Mais certaines administrations restent durablement touchées par la crise, avec des répercussions notables sur le climat social. Ainsi, l'engorgement judiciaire est tel que le sentiment d'impunité s'accroît fortement durant l'été 2020 et perdure ensuite. Tout au long de l'année scolaire 2020-2021, l'Éducation nationale peine à mettre en place des modalités de fonctionnement adaptées à la fois au manque de personnel et au maintien de règles sanitaires contraignantes.

Hypothèse 3. Confiance très dégradée, climat insurrectionnel

La cacophonie sur les meilleures mesures sanitaires et médicales à mettre en œuvre, déjà présente au printemps 2020, s'aggrave en l'absence de coordination entre autorités et scientifiques, et de disponibilité d'un traitement efficace. Cela met en péril les capacités à déployer des politiques publiques efficaces, et questionne même sur la possibilité de diffuser massivement un vaccin lorsque celui-ci sera disponible.

Les mesures sanitaires, pourtant toujours en vigueur jusqu'à fin 2021 ne sont pas ou peu respectées, dans un contexte où le système judiciaire est fortement fragilisé par les interruptions répétées qu'imposent les rebonds épidémiques. Un sentiment d'impunité croissant monte depuis la société civile mais aussi chez certaines personnes morales qui en profitent pour déroger à leurs obligations (les contrats d'assurance ne sont pas respectés, par exemple). On observe une conjonction de revendications et de luttes des mécontents (gilets jaunes, extrêmes gauches, libertaires, écologistes, etc.). Des coalitions hétéroclites mais convergentes se forment contre le pouvoir. Le climat est insurrectionnel dès l'automne 2020.

Wild card

Plusieurs territoires font ouvertement acte de désobéissance vis-à-vis de l'État central. S'ouvre ainsi le premier acte d'une sécession de certains d'entre eux.

Variable « Cohésion sociale »

Définition

Il s'agit ici d'évaluer les différents états possibles de la confiance interindividuelle, mais aussi plus généralement les relations entre catégories sociales, ethniques, religieuses, et entre générations.

Éléments d'analyse

La crise sanitaire et le confinement ont, comme sur d'autres plans, exacerbé certaines tendances en matière de cohésion sociale.

Ainsi, les liens avec les proches se sont renforcés : physiquement pour les personnes vivant sous le même toit, via les outils de communication pour les personnes séparées géographiquement. Pendant le confinement, près de 8 Français sur 10 déclarent avoir communiqué avec leur famille et / ou leurs amis plusieurs fois par semaine, voire tous les jours. Parallèlement, la solitude s'est aussi renforcée : un Français sur quatre déclare s'être senti seul pendant le confinement et presque autant déclare « n'avoir eu personne vers qui se tourner ». La méfiance s'est aussi accrue envers les inconnus, considérés comme de possibles vecteurs du virus. Ainsi, en avril 2020, seuls 25 % des Français faisaient confiance aux personnes qu'ils rencontrent pour la première fois, soit trois points de moins qu'en début d'année.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Cohésion forte

Les nombreuses initiatives sociales mises en œuvre à plusieurs échelles pendant la période de confinement perdurent bien après. Ainsi, de nombreux individus, associations, entreprises, mais aussi corps de métier (comme l'armée) se sont mobilisés pour maintenir les liens et les soutiens entre générations, entre communautés, et pour les minorités vulnérables. Outre la multiplication des aides aux personnes âgées isolées, de nombreux acteurs privés ou publics s'engagent pour permettre un accès le plus équitable possible à l'enseignement, par exemple, élément clef pour résorber l'impact inéquitable de la fermeture des écoles et des universités.

Hypothèse 2. Stratification sociale et anomie

Une hostilité de plus en plus forte se développe contre les privilégiés. Le sentiment d'injustice déjà présent chez les Français augmente alors que le découplage entre les plus riches (mieux soignés, mieux protégés, plus libres de circuler, de travailler à leur convenance, etc.) et les plus pauvres s'accroît. Les situations d'isolement, exacerbées pendant le confinement, perdurent aussi pour les individus contraints d'arrêter de travailler et pour les personnes vulnérables qui évitent les relations sociales pour ne pas être contaminées.

De plus, les fractures sociales s'aggravent progressivement tout au long de l'année 2021 (accès inégal à l'éducation, aux aides, à la protection de l'emploi). Les corrélations s'accroissent entre milieu social et accès aux études et à l'emploi, lui-même polarisé autour de quelques secteurs clefs qui embauchent toujours ou permettent de travailler en sécurité. Cela renforce les découplages des trajectoires des territoires, eux aussi préexistants à la crise.

H3. Dislocation sociale et générationnelle

Les tensions surgissent de toutes parts et ne concernent pas simplement une opposition de classes, mais aussi des fractures entre les générations. Les plus âgés peuvent en vouloir aux plus jeunes d'être trop téméraires ou de les avoir négligés pendant le pic épidémique, en les abandonnant à leur sort. À l'inverse, une forte acrimonie se développe envers les retraités et personnes âgées, qui ne subissent aucun contrecoup d'une crise économique et sociale qui provoque perte de revenus et endettement public majeur pesant sur les actifs et les jeunes, et ce, alors même que les risques sanitaires s'avèrent de plus en plus concentrés sur les personnes âgées. Le contrat social vacille. Il n'y a pas forcément de confrontations frontales, mais de plus en plus de jeunes se désengagent de la vie politique et sociale. Les fractures sont aussi perceptibles entre communautés ethniques et religieuses, avec un racisme aggravé et des tensions à la hausse.

Variable « Solidarités »

Définition

Au sein de la société française coexistent des systèmes de solidarité organisés par les pouvoirs publics (au premier rang desquels le système de protection sociale) et des dispositifs de solidarité gérés par des associations et des collectivités. S’y ajoutent également des solidarités informelles, au sein des familles et des réseaux de proximité.

Éléments d’analyse

Les Français sont traditionnellement très attachés au système de protection sociale : les deux tiers d’entre eux trouvent « normal » que la France consacre un tiers du revenu national au financement de la protection sociale.

Parallèlement, les réseaux de solidarité restent multiples et s’incarnent notamment au travers des associations : environ cinq millions de foyers déclarent chaque année des dons aux associations, pour un total de 4,5 milliards d’euros.

Près de 60 % des Français pensent que la crise du coronavirus a renforcé la solidarité entre les Français (10 points de moins qu’en Allemagne et 20 points de moins qu’au Royaume-Uni). En particulier, 9 sur 10 sont d’accord avec le dispositif d’indemnisation du chômage partiel.

La crise du Covid-19 a de fait suscité des élans de solidarité de différentes natures : dons à des associations, bénévolat, fabrication de masques…

Hypothèses à l’horizon fin 2021

Hypothèse 1. Solidarités prises en charge par l’État avec aide financière pour les grandes associations

Le système institutionnel actuel (État + associations largement subventionnées et bénévolat en hausse) augmente son offre et réussit à gérer l’accroissement de la demande.

Hypothèse 2. Solidarités informelles et territorialisées

En l’absence de soutien fort de l’État, dont les leviers financiers se sont réduits sous l’impact de la crise, les solidarités s’organisent de manière informelle et hétérogène en fonction des territoires, et plutôt en s’appuyant sur de petites associations qui préexistaient à la crise, ou sur de nouveaux réseaux d’individus fortement engagés. Les grandes associations sont elles-mêmes en difficulté (besoins en hausse, moyens et bénévoles en baisse) et ne parviennent pas à gérer une situation qui se fragmente de plus en plus en fonction des espaces. Les réponses solidaires s’organisent donc sans pilotage national, au cas par cas.

Hypothèse 3. Solidarités organiques et centrées sur la famille et les communautés

Les associations voient leurs possibilités d’action fortement diminuer car leurs ressources économiques et humaines se restreignent. Les ménages et les entreprises n’ont plus les moyens de donner et l’État ne compense pas cette perte. En parallèle, de moins en moins de bénévoles s’engagent, souvent par crainte d’être contaminés. Les solidarités se restructurent autour des personnes proches (famille, voisins, amis). Dès lors, certaines minorités déjà marginalisées sont encore plus fortement fragilisées.

Variable « Mouvements sociaux »

Définition

Est définie comme mouvement social toute action collective revendicative en faveur d'une cause, matérielle ou immatérielle, et visant à transformer l'ordre social existant.

Éléments d'analyse

La mise en place de l'état d'urgence et des mesures de distanciation physique a fortement limité la tenue des mouvements sociaux d'avant-crise. Quelques manifestations des gilets jaunes ont eu lieu pendant le confinement et à la suite du déconfinement, mais elles ont été peu suivies à date de rédaction de ce document. Avec la dégradation des conditions de vie d'une partie de la population (faillites, chômage, etc.), toutefois, on pourrait assister à un retour des mobilisations telles qu'elles existaient avant la crise, y compris dans des formes plus violentes selon l'ampleur et les réponses apportées par le gouvernement à la crise économique. Pourraient s'ajouter à ces mouvements sociaux pré-crise de nouvelles revendications autour des conditions de travail dégradées par exemple (personnels soignants, postiers, etc.), et des contestations d'une société « de surveillance ».

Par ailleurs, le confinement a favorisé l'usage de nouvelles techniques de manifestation. Le mouvement des jeunes pour le climat et Greta Thunberg organisent désormais leurs grèves du vendredi en ligne avec les *hashtags* #ClimateStrikeOnline et #DigitalClimatStrike, mobilisant ainsi de nouveaux soutiens. Les Israéliens ont également manifesté en ligne leur désaccord envers la décision du Premier ministre Benjamin Netanyahu de reporter les sessions de la Knesset, plus de 500 000 d'entre eux se connectant à une manif sur Facebook Live.

On peut souligner la difficulté du maintien de l'ordre sur certains territoires pendant le confinement : des émeutes ont éclaté dans certaines banlieues en région parisienne (Villeneuve-la-Garenne, Aulnay-sous-Bois, Nanterre, Gennevilliers...).

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Trajectoire pré-crise

Les mouvements sociaux restent peu nombreux et peu structurés jusqu'à l'automne 2020. À cette date, ils reprennent essentiellement selon des modalités d'expression de type grèves, *boycott* ou pétitions. Il y a peu de manifestations, encore fortement dissuadées par les contraintes de distanciation physique.

Les questions de travail et de pouvoir d'achat sont prioritaires. Les mouvements écologistes ou anticapitalistes restent très minoritaires et sans force sociale.

Les partis politiques et syndicats traditionnels sont renforcés car leurs organisations sont aptes à se saisir de ces revendications.

Le climat politique se tend mais dans des formats traditionnels.

Hypothèse 2. Revendications hétéroclites et peu structurées

Les contestations se multiplient et se reconnaissent de moins en moins dans les corps intermédiaires. Des mouvements sociaux se constituent autour de plates-formes de revendications de toutes sortes (par statut, par métier, par territoire, par origine...). Ces mouvements multiplient les actions menées principalement au nom de la justice (sociale, environnementale, etc.). Ces mouvements demandent des réponses immédiates et concrètes à leurs revendications.

La diversité d'objectifs, d'acteurs, de destinataires, ainsi que la durée souvent éphémère de ces mouvements et mobilisations les rendent difficilement prévisibles. Ceux-ci créent une perturbation permanente qui se traduit par un climat social sans arrêt en effervescence, mais sans explosion.

Hypothèse 3. Climat insurrectionnel

Comme dans l'hypothèse précédente, des revendications hétéroclites se structurent et s'expriment. Mais dans cette hypothèse, la contestation de l'exécutif sert de ciment à ces mouvements qui

peuvent à certaines occasions se rassembler (notamment sous l'effet d'acteurs influents via les réseaux sociaux) et fragilisent le gouvernement.

En parallèle, et profitant d'une certaine paralysie des forces de maintien de l'ordre, on assiste à la multiplication de mouvements souvent violents et peu canalisés par des structures organisées : émeutes fréquentes contre les violences réelles ou présumées des forces de l'ordre, saccage de bâtiments publics, pillages de magasins, etc.

Un climat insurrectionnel et de guérilla urbaine s'installe dans les grandes métropoles, à l'américaine.

Si la situation s'envenime, elle peut déboucher sur des élections législatives et présidentielles anticipées à la fin du premier trimestre 2021.

Variable « Rapport au temps et aux activités »

Définition

Cette variable détaille les différents usages possibles du temps par les individus, parmi lesquels on retrouve les activités physiologiques (repos, repas, soins), le travail, le transport et les loisirs. Ils varient traditionnellement selon l'âge, le lieu de vie et le statut d'activité.

Éléments d'analyse

Sans surprise, la crise du Covid-19 et notamment la période de confinement ont eu tendance à accentuer les différences en matière d'usage du temps au sein de la population.

D'un côté, les inactifs ont vu leur temps disponible au domicile s'accroître à cause de la suppression des activités à l'extérieur. Pour ces individus, cet excès de temps libre a pu devenir une source d'angoisse. Il peut aussi, à l'inverse, être mis à profit pour développer certaines activités (pour soi ou pour d'autres) qui pourraient perdurer après la crise. Un Français sur deux déclare avoir découvert « une autre façon plaisante de vivre » pendant le confinement.

De l'autre, une partie des actifs ont au contraire fait face à une juxtaposition accrue des temps, les temps de travail se mêlant avec les temps de prise en charge des enfants et de logistique du foyer (repas, ménage...). La course au temps libre s'est donc accentuée pour ces populations. Les situations de *burn-out* peuvent se multiplier, conduisant à des changements de lieu de vie et / ou d'emploi.

Enfin, une partie des actifs ont continué à travailler de la même manière pendant la crise, et leur rapport au temps n'a donc pas vraiment changé.

Hypothèses à l'horizon fin 2021

Hypothèse 1. Le travail revalorisé

Le travail a prouvé sa valeur sociale, au-delà de sa valeur économique. Après une longue période d'inactivité pour certains, les phénomènes de *bore-out* (épuisement professionnel par l'ennui) et de perte de sens poussent à une forte mobilisation pour retrouver ou reprendre un emploi, s'investir dans l'associatif, se sentir utile. Par ailleurs, certains secteurs fortement impliqués dans la crise sont enfin revalorisés (notamment la santé suite aux décisions du Ségur de la santé, le nettoyage public, etc.), ce qui redonne du sens à ces activités. En parallèle, le retour progressif à la normale dans la possibilité de se rassembler et de se revoir occasionne un large retour des Français aux activités de groupe et aux loisirs en extérieur.

Hypothèse 2. Dissociation entre classes sociales, ceux qui peuvent se désengager de leur travail pour ne pas se mettre en danger et ceux qui se surengagent, par nécessité ou par vocation.

La forte limitation de l'accès aux loisirs perdure sur le temps long (au moins jusqu'au printemps 2021) et seuls certains privilégiés ont accès aux divertissements.

Hypothèse 3. Dégradation de la perception du travail, métiers inutiles apparaissent en pleine lumière. Rejet du système pré-crise.

Pour ceux qui le peuvent, révision des priorités dans la répartition du temps : famille et santé en tête, mais avec tensions fortes du fait de difficultés encore imposées par la crise sanitaire sur le temps long.